l'unité

M 2805 - N° 595 - 8 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 15 mars 1985



CANTONALES

P.s. : toujours le premier parti de France... mais bien seul
(page 2)

Communistes : unitaires... le temps d'un scrutin
(page 3)

Quand Le Pen éternue la droite s'enrhume
(page 5)

Front national : une contamination incontournable mais localisée
(page 6)

Régions de crise : là oú ça craint le plus
(page 6)



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

« Nous aurons raison parce que nous avons raison »
(page 12)



Touche pas à mon idole !
(page 13)

Jean Pierre Faye : « Le langage n'est pas innocent, il est armé. Ecoutons-nous parler. »
(page 13)

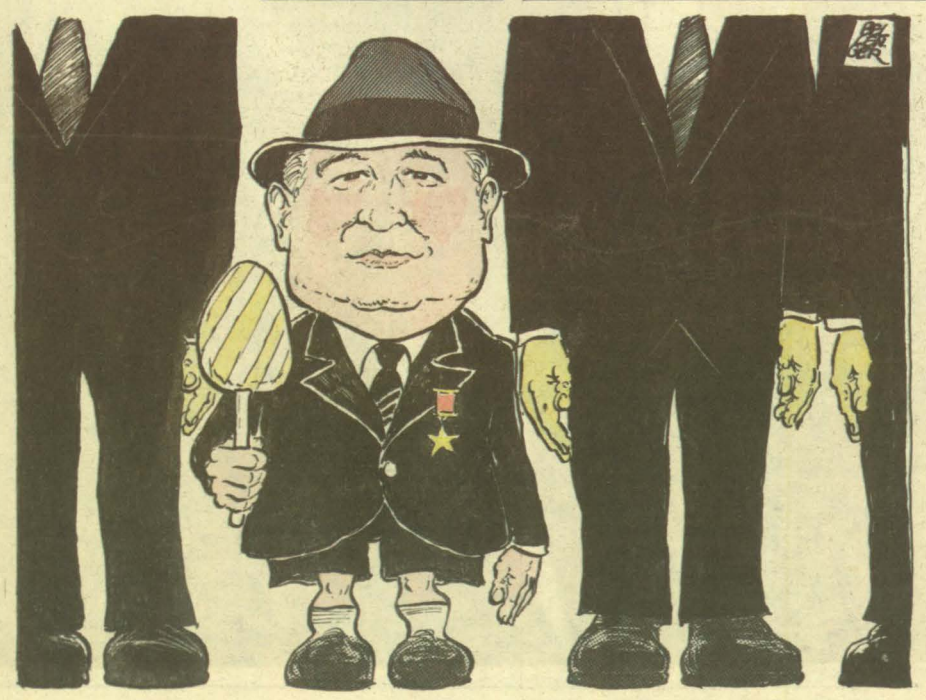
Remarques en marge du dossier sur les racismes

PAR FRANÇOIS CHATELET

FIN DE TRANSITION EN U.R.S.S.

Monsieur G. entre au Kremlin

(page 8)



P.S.: TOUJOURS LE PREMIER PARTI DE FRANCE... MAIS BIEN SEUL

La remontée du P.s. se mesure notamment au fait qu'il dépasse à nouveau 30% des suffrages dans une vingtaine de départements et qu'il n'est plus qu'à deux points au-dessous de son score de 1979, son étiage le plus élevé avant mai 1981.
Est-ce enfin la fin de la «poisse»?

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

«Frémissement». Le mot est revenu tout au long de la campagne électorale – quitte à en abuser – pour désigner le début de remobilisation enregistré par le Parti socialiste depuis quelques semaines. Le score réalisé par le P.s. au soir du premier tour des élections cantonales (24,6) confirme que cette impression, confusément mais unanimement ressentie par les socialistes, traduit bien une réalité. Oh, pas encore de quoi pavoiser ! Par rapport au même scrutin de 1979, le P.s. perd deux points. Mais ce recul se révèle très relatif pour un parti qui, à l'époque dans l'opposition, subit aujourd'hui l'épreuve du pouvoir. Surtout, au soir du 10 mars, le P.s. est redevenu nettement le premier parti de France. Enfin, il a sensiblement progressé (+ 4 %) par rapport aux européennes de juin 1984, même si les deux scrutins sont de natures différentes.

Difficile, la remontée du P.s. s'inscrit donc dans les faits. Même si ces élections cantonales arrivent encore « trop tôt » pour exprimer dans son intégralité ce mouvement de l'opinion : les scrutins enregistrent toujours avec un temps de retard les évolutions du corps électoral.

Mais, alors qu'aux européennes de 1984 les socialistes n'avaient dépassé 30 % des voix que dans trois départements (Aude, Ariège, Landes), ils ont franchi cette barre dans une vingtaine de départements dimanche dernier. Ces bons comportements ont surtout été enregistrés dans les bastions traditionnels du Sud-Ouest. Dans l'Aude, le P.s. a réussi 41,9 %. Dans l'Ariège, son plus faible score est de 31,6 %, et son meilleur résultat est proprement phénoménal puisqu'à Sainte-Croix Volvestre Pierre Fauroux, « l'enfant du pays » obtient 80,6 % des voix. D'ailleurs les socialistes ariégeois ne s'attendaient pas à un tel succès général : « On pensait que ce serait plus mauvais car nous sommes confrontés au problème du renouvellement de nos candidats qui sont parfois âgés. Mais nous avons mené une campagne dynamique sur les problèmes locaux et les nouvelles attributions du Conseil général. Nous avons joué la carte de la décentralisation, et la personnalité et l'enracinement de nos candidats ont été décisifs. »

Dans les Landes, les socialistes ont progressé de manière fort encourageante. Avec 39,24 % ils améliorent de 1,3 % le score du scrutin de 1979. « Nous sommes en position de force dans tous les cantons où nous sommes sortants, explique Jean-Louis Carrere, premier secrétaire fédéral. C'est le fruit d'un travail en profondeur dynamique et sérieux du Conseil général. Sans doute le fait que notre département ait le taux de chômage le moins élevé d'Aquitaine a joué en notre faveur. Mais ce qui nous a surpris c'est que notre progression a été générale, uniforme. De plus, dans certains cantons nous avons bénéficié du transfert pratiquement voix pour voix du vote communiste. » Enfin, la force du P.s. dans ce département réside peut être aussi dans son état d'esprit : « Nous n'avons pas ici les états d'âme qui peuvent exister au niveau national », conclut Jean-Louis Carrere. Dans les Landes, le défaitisme, on ne connaît pas. On se bat avec énergie comme on le ferait sur un terrain de rugby.

L'effondrement du P.c. dans de nombreux cantons aurait-il profité directement aux socialistes comme cela semble avoir été le cas en partie dans les Landes ? Il faut se garder de généraliser. Mais la victoire d'un candidat socialiste sur un élu sortant communiste se révèle beaucoup plus fréquente qu'aux cantonales de 1982. Exemple : Périgueux-Ouest. Le communiste sortant Roger Gorse (26,08 %) est battu par le socialiste Michel Dasseux (27,85 %). Une tendance confirmée à un autre niveau, par exemple dans l'Hérault, à Lunel où le candidat sortant du P.c. Alain Boissonnade (19,42 %) est dépassé par le socialiste Claude Barral (30,14 %). Autrement dit le P.s. a été identifié clairement à la gauche. Et les électeurs de gauche « légitimistes » ont fait payer au Parti communiste son attitude à l'égard du gouvernement socialiste.

En Haute-Garonne, où la chute du P.c. est également importante, les socialistes ont bien tenu le coup. A l'exception de Toulouse, gagné par le phénomène Baudis, le reste du département a réalisé des résultats supérieurs aux élections de 1984. « Nous disposons d'une forte implantation locale et d'un réseau solide d'élus, explique Jean-Louis Idiart, de la fédération

(suite en page 4)

Lionel Jospin dimanche dernier, lors d'un débat télévisé.

Lionel Jospin et Laurent Fabius à Grand-Quevilly (Seine-Maritime), le fief du Premier ministre.



Pascal Lebrun

Gamma

L'éditorial

LES ENJEUX DU SECOND TOUR

PAR CLAUDE ESTIER



Au soir du premier tour des élections cantonales les porte-parole de la droite défilant à la radio et à la télévision répétaient inlassablement deux leitmotivs : 1) le « frémissement » annoncé par les sondages en faveur du Parti socialiste ne s'est pas retrouvé dans les urnes ; 2) l'opposition parlementaire dépasse à elle seule la majorité absolue sans avoir besoin du concours du Front national. Deux affirmations qui étaient aussi deux contrevérités.

Commençons par le Parti socialiste. Avec les 2 854 000 voix qu'il a recueillies dans les 2 044 cantons renouvelables (1), il atteint le pourcentage de 24,85 % des suffrages exprimés (26,35 % avec le M.r.g.). C'est quatre points de plus qu'aux élections européennes de l'an dernier. C'est seulement deux points de moins que le score réalisé en 1979 dans les mêmes cantons, deux points de moins aussi que le résultat du candidat socialiste François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Après la chute de 1983 et 1984, il y a donc une remontée, encore insuffisante mais réelle. D'autant moins discutable d'ailleurs qu'avec le pourcentage obtenu dimanche dernier le P.s. peut à nouveau prétendre au titre de premier parti de France, ce que reconnaissait d'ailleurs le commentateur de « France-Soir » que l'on accusera difficilement de sympathies socialistes. Le R.p.r. et l'U.d.f., qui présentaient des candidats communs dans les deux tiers des cantons, ont, en effet, totalisé ensemble moins de 35 % ce qui signifie que ni l'un ni l'autre n'atteint les 25 % du P.s. Si cette remontée n'est pas de même ampleur dans tous les départements – elle est moindre notamment dans les régions les plus touchées par la crise et le chômage – si, d'autre part, on voit se poursuivre un certain déclin amorcé depuis plusieurs années dans les régions méridionales, le scrutin de dimanche confirme en revanche que l'implantation du Parti socialiste est répartie de façon équilibrée dans l'ensemble de la France, ce qui n'est pas le cas, par exemple, du Parti communiste qui conserve un certain nombre de bastions, tout en y perdant généralement l'hégémonie qui était la sienne naguère, y compris en Seine-Saint-Denis où l'on compte d'ailleurs le plus fort taux d'abstentions, mais qui disparaît pratiquement dans un certain nombre de départements où il se situe désormais autour de 5 %. Le recul du Parti communiste est donc le facteur essentiel de celui de l'ensemble de la gauche. Si les 41 % recueillis au total par celle-ci dimanche dernier la situe à quatorze points au-dessous des 55 % qu'elle avait obtenus aux élections correspondantes de 1979, la perte du Parti communiste est, à elle seule, de dix points. Et si « l'Humanité » a pu parler d'un « léger redressement » par rapport aux européennes de 1984 (12,51 % au lieu de 11,19), celui-ci n'est pas de nature à convaincre qui que ce soit que la nouvelle politique menée par le P.c.f. depuis qu'il a quitté le gouvernement en juillet dernier lui ait ramené beaucoup de l'électorat perdu par lui depuis cinq ou six ans. Georges Marchais qui, la semaine dernière encore voulait faire une démonstration au premier tour et accusait de « chantage » ceux qui lui demandaient ce que ferait le P.c.f. pour le second, a été bien obligé d'admettre dès dimanche soir que l'application de la règle du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé, constamment proclamée par le P.s., était bien la seule qui pouvait permettre de sauver dimanche prochain les sièges d'un certain nombre de candidats communistes en difficulté.

La droite a donc pris une nette avance au cours de ce premier tour, ce dont personne ne doutait. Mais le triomphalisme affiché par les dirigeants du R.p.r. et de l'U.d.f. est à bien courte vue. D'abord parce que les résultats définitifs, un peu différents des estimations autour desquelles se déroulaient les discussions de dimanche soir, montrent que les deux formations de l'opposition parlementaire, plus les « divers droites » n'ont atteint au total que 49 % et non pas 50. Ensuite, parce que ce pourcentage est nettement inférieur aux 55 % obtenus par la gauche en 1979 et qu'il doit être réduit encore dans le mesure où ont été comptabilisés dans les « divers droite » aussi bien des candidats revendiqués par Le Pen que d'autres proches, par exemple, d'Olivier Stirn et qui ne se situent pas vraiment dans l'opposition.

L'empressement avec lequel Toubon, Lecanuet, Jupé ou Léotard ont voulu souligner qu'ils étaient majoritaires sans le Front national traduisait davantage une volonté de dissimuler un embarras évident par rapport à celui-ci qu'une réalité contenue dans les chiffres. On a pu voir d'ailleurs cette semaine sur le terrain, là où le Front national a confirmé dimanche son implantation apparue aux européennes, des responsables U.d.f. ou R.p.r. – et non des moindres puisque figure parmi eux le président du groupe parlementaire U.d.f. Jean-Claude Gaudin – se livrer à d'étranges contorsions pour tourner les consignes nationales de refus d'accord avec Le Pen. Si celui-ci maintient effectivement jusqu'au bout les 112 candidats du Front national qui ont dépassé les 10 % des inscrits nécessaires pour être présents au second tour, plusieurs candidats chiraquiens ou giscardiens risquent de comprendre concrètement qu'ils ne sont pas majoritaires à eux tout seuls.

C'est maintenant le second tour qui compte et il est évident, au vu des résultats du 10 mars, qu'il y a beaucoup à faire pour redresser la situation de la gauche. Avec 36 départements seulement présidés par elle, contre 59 à la droite, elle partait déjà minoritaire. Cet écart risque de s'aggraver dimanche, mais il s'aggravera d'autant moins que sera plus fort le rassemblement des voix de gauche comme cela avait été le cas aux élections municipales de mars 1983 où il avait permis de retourner au second tour des situations largement compromises. Si des départements comme l'Oise et la Corrèze, où la droite détenait déjà en fait la majorité, sont d'ores et déjà perdus et aussi la Charente-Maritime, l'Eure-et-Loir, le Var ainsi que, sans doute, la Gironde, tout reste jouable dans une quinzaine d'autres qui constitueront les points de mire de ce second tour. Une forte mobilisation est nécessaire pour que la gauche l'emporte dans les Alpes-de-Haute-Provence, dans l'Isère, dans le Vaucluse et dans le Val-de-Marne. Un bon report de voix doit lui permettre de conserver les Bouches-du-Rhône, la Dordogne, la Drôme, l'Indre, le Nord, le Puy-de-Dôme, Belfort et la Corse-du-Sud. Etant entendu par ailleurs que la gauche est apparemment bien placée pour gagner la Guyane et la Guadeloupe.

C'est dire l'effort qui reste à faire pour que l'opposition ne puisse pas atteindre dimanche la victoire qu'elle espère. L'enjeu est de taille. Non pas seulement parce que ces élections sont les dernières avant la grande échéance des législatives de 1986, mais parce qu'elles sont importantes en elles-mêmes du fait des nouveaux pouvoirs que les lois de décentralisation ont donnés aux présidents des conseils généraux.

Aucun électeur de gauche, quels que puissent être ses griefs à l'égard du gouvernement, ne peut assister avec indifférence à la prise en main par la droite, appuyée ici ou là par l'extrême droite, de nouvelles instances départementales. Le nombre des abstentions est tombé dimanche dernier à 34 % et cela explique en partie la remontée de la gauche. Mais c'est un pourcentage encore élevé pour des élections aussi évidemment politiques, et il existe sans aucun doute une réserve encore importante de ce côté-là. C'est à ces électeurs-là que le Parti socialiste s'est adressé toute cette semaine en leur demandant de se joindre au rassemblement nécessaire. Le P.s. a été confirmé comme la force essentielle de ce rassemblement. Il appelle tous ceux et toutes celles qui ne veulent pas voir la droite revenir au pouvoir à voter dimanche, dans chaque canton en ballottage, pour le candidat de gauche resté en lice contre celui de Chirac, de Giscard, de Barre ou de Le Pen.

(1) Le P.s. ne présentait de candidats que dans 1 788 cantons sur les 1 954 métropolitains.

© Fondation Jean Jaurès

(suite de la page 2)
de Haute-Garonne. En milieu rural nous avons surtout conduit notre campagne sur des thèmes locaux. Mais la remobilisation se fait également sentir. Depuis deux ou trois mois, les militants et les gens ont repris confiance. Signe encourageant, lorsque Laurent Fabius a tenu son meeting à Toulouse, la semaine dernière, on a noté la présence de nombreux jeunes. »

L'activité du P.s. et sa mobilisation s'est également concrétisée en dehors du Sud-Ouest. Dans les Bouches-du-Rhône, où on s'inquiète de la montée du Front National, on juge « corrects » les résultats du P.s. et on estime qu'ils sont les résultats d'une « campagne acharnée du parti » ces dernières semaines. La situation est loin d'être perdue. D'autant plus que les dissensions entre la droite et le Front national ne peuvent que profiter à la gauche. Entre les deux tours, les socialistes ont battu le rappel de la mobilisation. Jeudi, Michel Rocard devait venir leur apporter son soutien au cours d'un meeting à Marseille.

Regain de militantisme

Le militantisme a payé également dans l'Indre où l'on envisage le second tour avec sérénité. A Sainte-Severe, Gaston Renaud a été réélu avec 60,85 % des voix alors qu'il n'avait obtenu que 36,3 % en 1979. Des progressions moins spectaculaires ont eu lieu dans d'autres cantons comme à Aigurande. Certes, les socialistes ont mené une campagne locale, mais devant l'effondrement du P.c. « les électeurs ont compris que le P.s. est la seule force de gauche crédible », explique Jean-Yves Gateaud, premier secrétaire fédéral de l'Indre. Ici on ne chôme pas entre les deux tours. « On épluche les listes d'abstentions et on va voir les gens chez eux, on organise des réunions de quartiers ou dans les campagnes. »

Le poids et la personnalité des élus locaux, la bonne gestion départementale des socialistes ont assuré en grande partie le redressement du P.s. dans de nombreuses régions. Une remobilisation qui a mis en lumière un regain de militantisme et une plus grande confiance de l'opinion publique envers le P.s. Cet effort est poursuivi entre les deux tours. De nombreux meetings ont été organisés cette semaine autour de responsables nationaux du P.s. Poursuivant son marathon électoral, Lionel Jospin s'est rendu notamment dans le Val-d'Oise, et dans l'Isère pour soutenir Louis Mermaz et ses candidats. Face au danger représenté par les idées de l'extrême droite, le P.s. appelle à se mobiliser massivement pour le deuxième tour de ces élections cantonales.

Pour trois raisons, selon Bertrand Delanoë : « Le redressement n'en est qu'à ses débuts, il doit être amplifié pour défendre les départements menacés. Ensuite il faut se mobiliser contre une droite irresponsable, contre le triomphalisme des hommes qui incarnent l'échec de la France. Enfin il faut se mobiliser contre une droite qui reste très ambiguë vis-à-vis de l'extrême droite ». En appelant très clairement à se désister envers le candidat de gauche le mieux placé au second tour, le P.s. a favorisé un tel rassemblement contre la droite. Dimanche, la gauche ne devra pas compter seulement sur les divisions de l'opposition, elle devra renforcer le mouvement qui s'est esquissé ces derniers temps en sa faveur. Pour Jospin les cantonales constituent « la dernière consultation d'une période qui s'achève... Les élections législatives de l'an prochain seront différentes de toutes les autres depuis 1981. Ce jour-là, il s'agira d'un choix politique entre la gauche et la droite ». La préparation d'échéances aussi capitales passe déjà par le scrutin du 17 mars. ●



COMMUNISTES: UNITAIRES... LE TEMPS D'UN SCRUTIN

Autant dire tout de suite que la direction du P.c. n'a joué la carte du désistement qu'à contrecœur et parce qu'elle y était contrainte pour sauver quelques élus très menacés. Mais l'électorat communiste, lui, sera, une fois encore, plus « républicain » que la direction.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

« LEGER redressement communiste », titrait à la une « l'Humanité », lundi dernier, au lendemain du premier tour des élections cantonales. « Un léger redressement apparaît », répétait Claude Cabanes le même jour dans l'éditorial du quotidien communiste. Et le lendemain un sous-titre du même journal persistait : « Les commentateurs s'efforcent de nier le léger redressement du Parti communiste français. » Vous avez donc dit « léger redressement » ?

Redressement par rapport à quelles élections ? Certes, avec une moyenne nationale de 12,6 % des voix, le P.c. fait mieux aux cantonales de 1985 qu'aux européennes de 1984 (où il était descendu à 11,2 %). Mais au premier tour des cantonales de 1979 le P.c. avait atteint 22,5 % (ce qui constituait déjà un léger recul par rapport aux 22,7 % de 1973 et aux 22,8 % de 1976) ; aux cantonales de 1982, il était descendu à 15,9 % ; aujourd'hui, il est à 12,5 %. Si un constat s'impose par son évidence même c'est bien celui-ci : en neuf ans, entre 1976 et 1985, le P.c. est passé de 22,8 % à 12,5 %. Autrement dit, en moins d'une décennie il a perdu la moitié de son électorat ! Et il faudra attendre le premier tour des prochaines cantonales, en 1988, pour savoir si l'on peut conclure à « un arrêt de l'érosion », comme l'affirmait « l'Humanité » de mardi dernier.

Les chiffres et la prudence obligent simplement à constater qu'il y a, pour l'instant, « stabilisation du déclin du P.c. ». Cette stabilisation n'est-elle que provisoire ? Sera-t-elle suivie d'une reprise de l'érosion ? Se prolongera-t-elle par un « redressement » réel ? Il serait bien hasardeux de conclure dans un sens ou dans un autre... tant la géographie électorale du P.c. est devenue mouvante !

Prenons quelques exemples. Si le P.c. maintient ses positions dans une poignée de ses fiefs traditionnels (le Cher, la Haute-Vienne), la plupart de ses bastions sont devenus fragiles. C'est le cas de la Seine-Saint-Denis. Dans ce département symbole de la « banlieue rouge », en 1979, le P.c. comptait sept élus dès le premier tour ; en 1985, tous ses candidats sont en ballottage, et sept d'entre eux risquent de ne pas être réélus au second tour ! C'est une indication : si la Seine-Saint-Denis éternue, c'est que tout l'électorat hexagonal du P.c. risque de s'enrhumer.

De fait, la tendance actuelle du P.c. est plus à l'effondrement qu'au redressement. On le voit bien dans les départements où, face aux assauts de la droite, la gauche « explose » : le P.s. résiste, le P.c. recule. Ce cas de figure est celui du Rhône, de l'Isère et des Côtes-du-Nord. A Givors (Rhône), en 1979, le sénateur-maire communiste, Camille Valin, avait été élu dès le premier tour avec 51 % des voix ; au premier tour de 1985, il n'en a recueilli que 30,99 %. Dans le canton de « Lyon 12 », le conseil général sortant communiste, René Chevailler, ne fait que 14,03 % !

Le phénomène est également confirmé dans les situations les plus défavorables à la gauche : quand l'ensemble de la gauche recule, c'est le P.c. qui « se ramasse » le plus. Le Maine-et-Loire en constitue une bonne illustration : en 1979, dans ce département, la gauche tout entière totalisait 43 % des voix ; en 1985, elle est tombée à 28,5 %. La répartition de ce pourcentage se passe de commentaires : 1 % pour le P.s.u. 22,5 % pour le P.s. et... 5 % pour le P.c. !

Si le P.c. n'a que 21 élus au premier tour des élections cantonales de mars 1985 ce n'est donc pas par hasard. Quels que soient les cas de figure locaux, quels que soient les pourcentages de départ des candidats communistes, la dégringolade électorale du P.c. est générale. Ce n'est donc pas par hasard non plus que ses dirigeants ont finalement choisi de jouer le désistement à gauche pour le second tour de ces cantonales de 1985.

Ne pas opter pour la « discipline républicaine » (vieille et immuable pratique de la gauche, même dans les périodes de désaccord) aurait été suicidaire de la part du P.c. D'abord, parce qu'il lui aurait été difficile de « tenir en laisse » ses électeurs comme il tient ses militants : le « vote utile » de l'électorat communiste en faveur du candidat François Mitterrand en 1981 l'a prouvé. Ensuite, parce que, sans cette pratique du désistement réciproque à gauche, le P.c. risquerait d'avoir très peu d'élus à comptabiliser au soir du second tour. Plutôt que de presque tout perdre (une partie de son électorat et la majorité de ses élus), la direction du P.c. a préféré se condredire une fois de plus : appeler à voter socialiste après avoir bouffé du « social-traître » pendant des mois. Elle a l'habitude de ce genre de gymnastique !

A la direction du P.s., chez les militants socialistes et dans l'électorat de gauche (c'est-à-dire même chez la plupart des électeurs communistes), on est unitaire. On ne manque donc pas de se réjouir : les faits sont plus têtus que le discours « diviseur » de la direction du P.c. Mais on se refuse à être dupe : ce ne sont pas les intérêts de la gauche unie que l'équipe de Georges Marchais prendrait soudain à nouveau en considération, ce sont ses propres intérêts qu'elle défend.

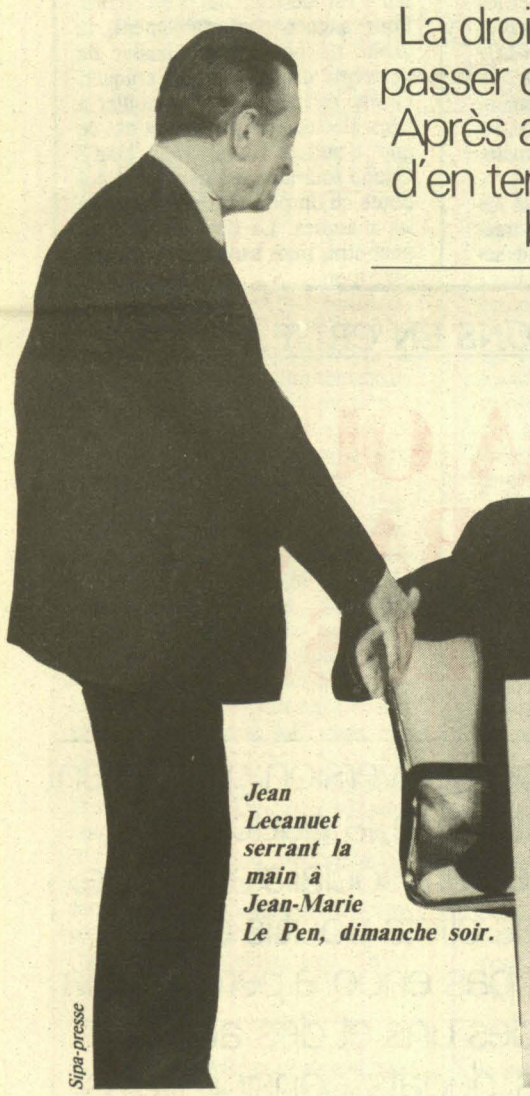
Paul Laurent, dirigeant du P.c., l'a d'ailleurs avoué sans détour. D'un côté, a-t-il expliqué, « il est inutile de dire que ni nous ni nos électeurs ne sommes enchantés par la politique gouvernementale actuelle ». D'un autre côté, il a justifié en ces termes la consigne de désistement donnée aux candidats communistes : « Il n'y a pas d'autre solution pour que les communistes soient élus au second tour. » Autant dire que la direction du P.c. n'a joué la carte du désistement qu'à contrecœur, que parce qu'elle y était contrainte.

Ce manque d'enthousiasme pourrait être fâcheux et ne pas favoriser un excellent report des voix dimanche prochain. Une fois de plus, si tel était le cas, le P.c. porterait une lourde responsabilité : en se désistant du bout des lèvres, il aurait fait le jeu de la droite. Bien entendu, le P.c. s'est gardé de ce côté à travers une déclaration de son bureau politique : « Il ne saurait être question pour les communistes de prendre la responsabilité devant notre peuple de favoriser la droite et l'extrême droite dans la gestion des conseils généraux. » Puissent les actes suivre les déclarations...

La parole est maintenant aux électeurs : depuis quelques années, le P.c. passe plus difficilement cet examen-là que l'oral de ses congrès. Au soir du 17 mars 1985, le verdict sera sans appel. Pour le P.c. comme pour les autres formations politiques. A ce moment-là, la gauche pourra-t-elle se contenter d'un « léger redressement communiste » ? Pour l'avenir de la gauche, il est vital que les électeurs communistes soient, une fois encore, plus « républicains » que la direction du P.c. ●

QUAND LE PEN ETERNUE, LA DROITE S'ENRHUME

La droite, pour gagner confortablement, ne peut se passer de l'appoint indispensable des voix de Le Pen. Après avoir fait semblant de l'oublier, elle est obligée d'en tenir compte pour le deuxième tour... non sans bagarres, tohu-bohu et déchirements.



Jean Lecanuet serrant la main à Jean-Marie Le Pen, dimanche soir.

Sipa-presse



Jacques Chirac votant en Corrèze.

A.f.p.

PAR MARTINE DUCOUSSET

ON est les plus beaux, on est les plus forts, c'est nous que le pays réclame. L'extrême droite ? Pfff... On s'en passe très bien. On a gagné sans elle, on a la majorité sans elle. Alors cessez, de grâce, d'agiter devant nos yeux l'épouvantail Le Pen. Le Front national existe, certes, mais l'opposition parlementaire vient de démontrer qu'elle était capable, toute seule, comme une grande, de faire obstacle à la gauche. Donc, s'il vous plaît, pas de méchants procès...

Ça, c'était la litanie au soir du premier tour. Le R.p.r. et l'U.d.f. se refaisant une vertu après coup, après vote. Contents et soulagés, eux qui avaient tellement paniqué, de prouver à la face du monde qu'ils n'avaient pas besoin, officiellement, de pactiser avec le diable. Le miracle, quoi ! 50 % des suffrages pour la droite dite « classique » ou « modérée », c'était l'assurance, enfin, d'une image sans tache. Oubliée, la possible alliance avec un parti douteux pour, au prix d'une compromission, sauvegarder un siège. Oubliés, les « je t'aime moi non plus » susurrés à l'oreille d'un monsieur qu'il semblait nécessaire de séduire pour obtenir une victoire électorale.

50 %, c'était une réhabilitation. Le signe qu'il n'était plus utile de se salir les mains. L'honneur perdu retrouvé à bon compte. Le Pen connais pas, Le Pen connais plus. Il fallait voir, dimanche, sur les plateaux de télévision, Gaudin jubiler, Lecanuet pavoiser et Toubon exulter. Tout à coup, parce qu'une certaine vérité était sortie des urnes, le leader du Front national redevenait un paria. Plus un « concurrent », mais un « adversaire ».

La droite a eu tort, sans doute, de triompher trop tôt, et de cette manière. Car son succès, incontestable n'est pas, tout à fait, celui qu'elle prétend avoir remporté. Bien sûr qu'elle a pris l'ascendant, bien sûr qu'elle est majoritaire. Mais il faut nuancer. D'abord, elle n'a pas franchi la barre symbolique de 50 %. Selon les chiffres définitifs du ministère de l'Intérieur, U.d.f., R.p.r. et « divers droite » totalisent 49,1 % des suffrages. C'est plus que bien. Mais ce n'est pas le Pérou annoncé.

Très divers ces « divers droite »

D'autant que ces « divers droite », quand même, ne sont pas tous à ranger dans le même panier. Ce parti bizarre, composé de sans-parti, est une aubaine pour les formations avides d'augmenter leur capital-voix. 14,3 %, c'est bon à prendre. Pour Jacques Chirac et Jean Lecanuet, c'est clair : n'avoir pas d'étiquette, c'est être R.p.r. ou U.d.f. Pour Jean-Marie Le Pen, c'est lumineux : les divers droite ont un penchant marqué pour l'extrême droite.

Tous trois ont en partie raison, donc en partie tort. Le « divers droite », c'est un spécimen qui va du centrisme le plus modéré au fana de la droite la plus musclée. Jacques Médecin, député-maire de Nice, qui affirmait récemment : « Pour moi, le Front national n'est pas un épouvantail, c'est un parti français démocratiquement constitué », Jacques Médecin, le premier à avoir passé un accord avec Jean-Marie Le Pen dans le canton de Nice 5, est un « divers droite ».

Philippe Malaud, le président du C.n.i.p. (Centre national des indépendants et paysans), qui souhaitait en octobre dernier que son mouvement serve de « passerelle » entre la droite et l'extrême droite, est lui aussi comptabilisé dans les « divers droite ». Faut-il rappeler que le C.n.i.p. accueille en son sein des personnalités aussi marquées que Pierre Sergent, ancien membre de l'O.a.s., ou Alain Robert, ex-membre d'Occident, ex-secrétaire général d'Ordre nouveau, ex-dirigeant du P.f.n. (Parti des forces nouvelles) ? Alain Robert, qui a d'ailleurs fait un tabac dans le canton de Montreuil-sous-Bois-Ouest, où, avec 21,36 % des suffrages, il talonne le candidat communiste sortant, Jean-Pierre Périllaud.

Médecin ou Robert appartiennent-ils vraiment à la même famille que cette droite qui se prétend modérée ? Jacques Chirac, qui clame – depuis peu c'est vrai – qu'il ne fera jamais alliance avec le Front national, reconnaît-il les siens ? Si oui, c'est que le R.p.r. n'est pas si à cheval que ça sur les principes républicains. Si non, pourquoi veut-il à tout prix s'approprier des individus dont il rejette l'idéologie ?

A l'inverse, certains sont forts marris de se voir catalogués à droite, alors qu'ils préfèrent se situer ailleurs. Olivier Stirn, président de l'Union centriste républicaine, s'est empressé de remettre les pendules à l'heure : « Dans les scrutins à venir, qui se dérouleront à la proportionnelle, l'U.c.r. peut jouer un rôle décisif. Ses voix, qui ont été comptabilisées par le ministère de l'Intérieur dans les « divers droite », ne peuvent pas s'ajouter à celles du R.p.r. et de l'U.d.f. : elles se situent au centre et émanent d'électeurs qui privilégient le rassemblement allant des socialistes aux partis de la droite. » Commequoi, dans la récupération de ces sans-étiquette tellement différents, mieux vaut se montrer prudent...

Second facteur qui relativise le succès de la droite – ou du moins qui le rend plus vaseux : la réelle percée du Front national. Avec seulement 1 456 candidats présentés pour plus de 2 000 cantons, dans une élection qui ne lui était à priori pas favorable – une consultation avec prime aux notables –, ce parti a réussi un score, 8,8 %, qui revêt la même importance que les 11 % obtenus aux élections européennes de 1984. Et là, R.p.r. comme U.d.f. ont sans doute commis une erreur d'appréciation. Trop arrogants dans leur victoire, trop prompts à se démarquer de Jean-Marie Le Pen. L'homme n'a pas, mais alors pas du tout, apprécié qu'on le batte froid après l'avoir caressé dans le sens du poil.

Et, dès le soir du premier tour, il l'a fait savoir. C'est la mémorable prise de bec retransmise en direct, sur Antenne 2, avec Maurice Arreckx, le maire P.r. de Toulon. Lequel Arreckx avait déclaré, à l'antenne, se refuser à tout accord électoral avec le Front national. Jean-Marie Le Pen, immédiatement, a bondi : le maire de Toulon lui avait, a-t-il dit, déclaré exactement l'inverse, pendant la campagne, en sablant le champagne avec lui. « On a beau être blindé contre le cynisme des politiciens de « la bande des quatre », a commenté le président du F.n., on en reste quelquefois pantois. » Réponse de l'intéressé, vaguement embarrassé : « Je lui ai offert du champagne, comme je l'aurais fait avec M. Marchais. »

Le Pen donne de la voix

Le ton était donné. Furieux d'avoir été mis sur la touche par une droite qui, la veille encore, le courtisait, Jean-Marie Le Pen, très vite, donnait de la voix. Résultat : les fédérations locales du F.n. annonçaient, lundi soir, qu'elles maintenaient leurs candidats dans les cantons où ils avaient obtenu plus de 10 % des voix, ou étaient arrivés en seconde position. Une décision motivée par « les attaques scandaleuses des états-majors du R.p.r. et de l'U.d.f. qui préfèrent la victoire d'un socialiste plutôt que celle d'un Front national ».

Et pan ! Côté Chirac et Lecanuet, ça va faire mal. Trompées par des chiffres qu'elles n'ont pas su bien analyser, oublieuses du temps où elles avaient des états d'âme communs avec Le Pen, les instances nationales du R.p.r. et de l'U.d.f. ont demandé à leurs fédérations de maintenir là où le Front national les avait devancés leurs candidats les mieux placés (voir

(suite en page 6)

FRONT NATIONAL : UNE CONTAMINATION INCONTOURNABLE MAIS LOCALISEE

Si le Front national améliore encore son score là où il avait fait une percée aux européennes, il ne gagne ailleurs aucun terrain. Reste que la droite va devoir choisir dans pas mal de cantons : perdre un siège ou son âme...

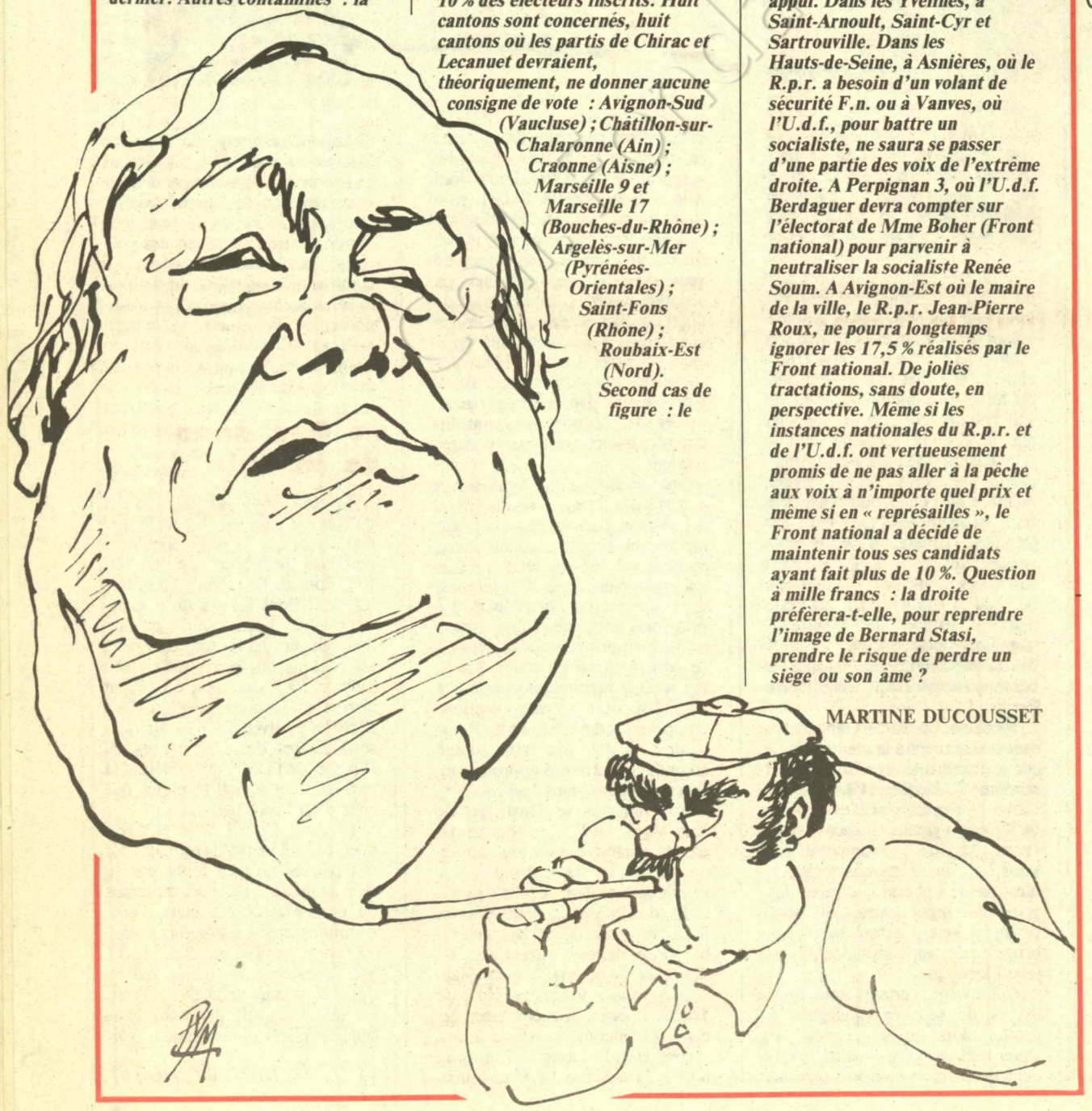
JEAN-MARIE Le Pen peut être content. L'ordre nouveau, l'ordre d'hier, l'ordre raciste et xénophobe, ça marche. Faire près de 9 % des voix en ne présentant des candidats que dans les trois quarts des cantons renouvelables et sans bénéficier d'une réelle implantation locale, c'est, malheureusement, une réussite. Les chiffres sont incontournables : dans 23 cantons, le candidat du Front national arrive en tête de l'opposition. C'est, comme on pouvait s'y attendre, autour du bassin méditerranéen et dans les grosses agglomérations de la banlieue parisienne, du Nord et du Rhône que le parti d'extrême droite a réalisé ses plus gros scores.

Avec des résultats marquants dans le Var (20,2 % des suffrages), les Bouches-du-Rhône (19,5 %) et les Alpes-Maritimes (plus de 17 %). Trois départements où le Front national avait déjà fait très fort aux élections européennes de l'an dernier. Autres contaminés : la Seine-Saint-Denis (17,3 %), les Pyrénées-Orientales et le Rhône (près de 16 %), le Vaucluse et l'Hérault (plus de 15 %), les Yvelines (14 %) et les Hauts-de-Seine (13,6 %). Chaque fois, dans ces départements, c'est un peu mieux qu'aux européennes. Mais ce n'est, aussi, que la géographie des européennes. Le Front national confirme sa performance de 1984, mais il ne gagne, ailleurs, aucun terrain. Rien dans l'Ouest – en Ille-et-Vilaine, ses candidats n'ont obtenu que 5,3 % des suffrages –, rien, en général, dans toutes les zones rurales. Le Pen gagne des voix là où son discours sur l'immigration et l'insécurité fait mouche. Dans les grandes villes, partout où la cohabitation est difficile.

Dans vingt-trois cantons, donc, le candidat du Front national arrive en tête. Premier cas de figure : le F.n. de service reste seul en lice contre un adversaire de gauche, l'U.d.f. et le R.p.r. étant éliminés pour n'avoir pas atteint la barre des 10 % des électeurs inscrits. Huit cantons sont concernés, huit cantons où les partis de Chirac et Lecanuet devraient, théoriquement, ne donner aucune consigne de vote : Avignon-Sud (Vaucluse) ; Châtillon-sur-Chalaronne (Ain) ; Craonne (Aisne) ; Marseille 9 et Marseille 17 (Bouches-du-Rhône) ; Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) ; Saint-Fons (Rhône) ; Roubaix-Est (Nord). Second cas de figure : le candidat d'extrême droite est arrivé en tête, mais celui du R.p.r. ou de l'U.d.f. a la possibilité de se maintenir au second tour. Quatorze cantons qu'il sera particulièrement intéressant d'observer : Cannes-Centre, Mandelieu-Cannes, Cagnes-sur-mer, Carros (Alpes-Maritimes) ; Marseille 10, La Ciotat, Marseille 14 (Bouches-du-Rhône) ; Montpellier, Béziers 3 (Hérault) ; Toulon 2, Ollioules, La Valette (Var) ; Thiers (Puy-de-Dôme) ; Saint-Priest (Rhône). A noter enfin que dans le canton de Vaires-sur-Marne, le candidat du Front national, arrivé en tête de l'opposition, n'en a pas pour autant franchi la barre des 10 %. Aucun candidat de droite donc dans ce canton de Seine-et-Marne, pour le second tour.

Restent tous les endroits où le Front national, même s'il n'a pas l'intention de rouler pour lui, va servir d'arbitre. La droite, pour s'en sortir, aura besoin de son appui. Dans les Yvelines, à Saint-Arnoult, Saint-Cyr et Sartrouville. Dans les Hauts-de-Seine, à Asnières, où le R.p.r. a besoin d'un volant de sécurité F.n. ou à Vanves, où l'U.d.f., pour battre un socialiste, ne saura se passer d'une partie des voix de l'extrême droite. A Perpignan 3, où l'U.d.f. Berdaguer devra compter sur l'électorat de Mme Boher (Front national) pour parvenir à neutraliser la socialiste Renée Soum. A Avignon-Est où le maire de la ville, le R.p.r. Jean-Pierre Roux, ne pourra longtemps ignorer les 17,5 % réalisés par le Front national. De jolies tractations, sans doute, en perspective. Même si les instances nationales du R.p.r. et de l'U.d.f. ont vertueusement promis de ne pas aller à la pêche aux voix à n'importe quel prix et même si en « représailles », le Front national a décidé de maintenir tous ses candidats ayant fait plus de 10 %. Question à mille francs : la droite préférera-t-elle, pour reprendre l'image de Bernard Stasi, prendre le risque de perdre un siège ou son âme ?

MARTINE DUCOUSSET



(suite de la page 5)

encadré). De quoi faire hurler Le Pen, qui avait pris pour argent comptant les promesses à lui faites par une droite uniquement préoccupée de cuisine électorale. De quoi aussi – mais à condition que la consigne soit suivie –, se retrouver gros-jean comme devant dans certains départements. Les Bouches-du-Rhône par exemple : sans alliance avec l'extrême droite, pas de conseil général prenable. Même topo dans le Var, avec le canton de La Seyne : pas d'accord, et c'est le candidat communiste qui passe.

Jacques Chirac, immédiatement, a compris : « Refuser de soutenir les candidats du R.p.r. et de l'U.d.f., c'est affaiblir l'opposition, et aider M. Mitterrand et les socialistes. » Suivez mon regard et mon raisonnement, cher Jean-Marie Le Pen... Mais le leader du Front national ne veut rien entendre. On l'a trahi, on le méprise, en avant pour les représailles. Il maintiendra ses candidats.

Alors, mine de rien, déjà ça s'agite. Une tractation ici, une tractation là. Dans le plus grand secret, évidemment. Il y a va de la réputation d'une droite soucieuse de rassurer la galerie. Sauf que Jean-Claude Gaudin, président du groupe parlementaire U.d.f., celui qui fait couac comme d'autres respirent, n'a pas tardé à lancer sa petite bombe. En appelant, dès mardi matin, le candidat R.p.r. du canton de Marseille 14 a se retirer au profit du représentant du Front national. Ce n'est pas la ligne de conduite de l'U.d.f. ? Gaudin s'en soucie comme de sa première carte de militant. D'ailleurs, nous explique-t-il, retrait ne veut pas dire désistement. De l'art d'accommoder la langue française à la sauce politicienne...

Dimanche c'est le second tour. On verra qui s'est allié avec qui, qui s'est désisté, qui s'est retiré. Pour gagner confortablement, la droite ne peut pas se passer de l'extrême droite. Vont-ils craquer, Chirac et Lecanuet ? Et souffler à leurs électeurs de voter tout bas ce que d'autres votent tout haut ? Quand tout aura été dépouillé, nul doute qu'on pourra dire, enfin, bas les masques. La droite gagnante, peut-être, mais sans les honneurs. ●

REGIONS EN CRISE

LA OU ÇA CRAINT LE PLUS...

Dans les pôles de conversion gravement touchés par la crise, la gauche, et singulièrement le Parti socialiste, souffre. Inévitable car les effets positifs de leur création ne sont pas encore perçus, et la démagogie des uns et des autres fait parfois des dégâts considérables

PAR STEPHEN GERE ET PHILIPPE MAQUAT

« J'AI constaté un net regain d'intérêt pour notre action au cours des réunions que j'ai tenues, explique Albert Chaubard, député socialiste de Montluçon. Il y a donc bien frémissement, je l'ai nettement ressenti. » Dans cette ville classée pôle de conversion l'an passé en raison notamment des difficultés traversées par Dunlop, le poumon de la cité, la situation sociale reste très difficile. Le chômage a certes connu un léger ralentissement, mais il se maintient néanmoins de façon inquiétante, atteignant 13 % de la population. Toutefois, dans les cantons de Montluçon-Nord et Montluçon-Ouest, les candidats socialistes ont obtenu des résultats satisfaisants dimanche dernier : respectivement 21,69 % pour Paul Chabridon et 26,72 % pour François Laplanche. En conséquence, un report de voix correctement effectué dimanche devrait normalement permettre aux candidats communistes de devancer la droite et l'extrême droite, qui a dépassé 8 % dans certains quartiers populaires de Montluçon.

Cependant comment se feront les reports ? Toute la question est là en effet car, explique en substance Albert Chaubard, beaucoup de socialistes sont encore sous le coup des virulentes critiques assenées par le P.c. Critiques bien sûr abondamment reprises par la droite. En fait, si chez Dunlop, racheté par le japonais Sumitomo, la crise est jugulée et si un contrat de plan particulier Etat-Région a été signé et va permettre l'octroi d'importantes subventions, les Montluçonnais n'ont pas encore ressenti les conséquences concrètes entraînées par le classement de la ville en pôle de conversion. « Beaucoup d'actions positives ont effectivement été entreprises au niveau des infrastructures du bassin, dit Albert Chaubard, mais ce n'est pas encore tout à fait payant. »

A La Seyne-sur-Mer, la situation est en revanche très préoccupante pour la gauche. Arrivé en tête avec près de 39 % des voix (contre 53 % en 1979), le candidat communiste Maurice Paul devance l'U.d.f. Squaglia (32 %), qui a pourtant pris la mairie il y a un an. Mais derrière se profile la menace – particulièrement inquiétante dans le Var – du Front national. Celui-ci a en effet obtenu 15 % des suffrages dimanche dernier. « On a défendu très fort et expliqué du mieux que l'on a pu le plan de restructuration des chantiers navals, explique René Basse, premier secrétaire fédéral. On s'est efforcé de faire comprendre que cette restructuration ouvrait des perspectives pour La Seyne. » En vain. Les condamnations portées par la C.g.t. et le Parti communiste à la politique du gouvernement n'ont pas pardonné. D'autant qu'à La Seyne également elles ont été inévitablement relayées et amplifiées par Squaglia. Conséquence : alors qu'il avait obtenu 15,5 % des voix en 1979, le socialiste Maurice Robert n'a pu faire mieux que 7 % dimanche dernier.

Touchés par la restructuration des chantiers navals, le Var et donc

LES VERTS A LA BARRE DES 5%

Le nez sur les résultats nationaux, les commentateurs ont dit beaucoup d'âneries à propos de la « disparition » des Verts. Myopie caractérisée car là où ils se présentaient les candidats écologistes ont fait des scores très honorables.

PAR DENIS DANGAIX

0,78% des voix pour les écologistes, le score sans appel était si limpide qu'il permettait à la quasi-majorité des commentateurs d'évoquer celui-ci « la disparition », celui-là « l'effondrement » ou tel autre « la fin » du phénomène vert. On ne peut être plus myope.

261 candidats portant l'étiquette écologiste se sont présentés. Ce qui, sur 2 028 cantons, représente un peu plus de 12 % de présence. Les Verts, principal mouvement d'écologie politique, ont investi 170 candidats. Les autres étant des individualités locales plus ou moins patinées « écologie ». La moyenne nationale des candidats verts est de 4,80 %. Un score en progression sur celui de la liste Europe-Ecologie de 1984 qui, rappelons-le, avait réalisé 3,6 % des suffrages. Une augmentation qui peut s'expliquer par trois raisons. La première est qu'incontestablement l'électorat écologiste (qui existe), quelque peu divisé lors des européennes (la liste Ere avec Brice Lalonde, président des Amis de la Terre, avait réalisé 3,5 %), s'est en partie retrouvé. La deuxième raison est que les cantonales sont le type d'élection qui « convient » le mieux aux thèses écologistes. La troisième enfin, les politologues le disent — « les écolos font leur meilleur score chez les abstentionnistes » —, on a relativement bien voté au premier tour des cantonales, et une partie des bulletins s'est retrouvée dans l'escarcelle des Verts.

Notons quelques bons scores : plus de 9 % dans les deux cantons de Rennes, plus de 18 % à Beaumont à côté de La Hague, 10,9 % à Massy-Ouest, mais un 0,97 % a Aulnay-Nord... Pas de consigne de vote au second tour, la routine chez les écolos. Mais dans un communiqué publié le lendemain du premier tour, les Verts déclarent : « Qu'ils ne rentrent pas dans une alliance de droite ou de gauche avec les partis traditionnels et à plus forte raison avec le Front national », et « qu'ils appellent les démocrates à signer une pétition pour la proportionnelle intégrale sans fixation d'un seuil minimal pour les élections régionales et législatives de 1986. »

La Seyne-sur-Mer connaissent également les effets d'une mutation sociologique importante. « Nous sommes de plus en plus un département d'accueil où se multiplient les résidences secondaires et où diminue la population ouvrière », note René Basse. Reste que la restructuration des chantiers navals se répercute sur la sous-traitance : « Il faut donc créer d'urgence un nouveau pôle économique à La Seyne, poursuit René Basse. Nous avons donc demandé au ministère du Redéploiement industriel de bénéficier de la décentralisation des services d'une entreprise nationalisée. »

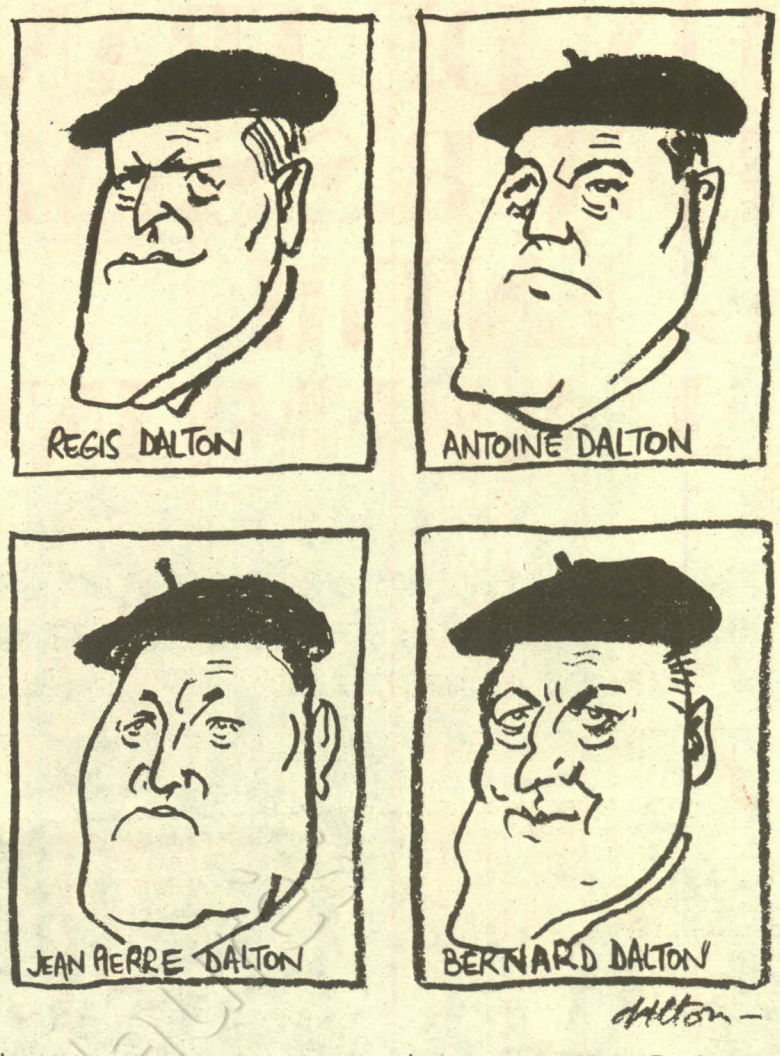
« A Chalon-sur-Saône, c'est la guerre civile », nous explique-t-on à la Fédération de Saône-et-Loire. L'offensive du R.p.r. a été très musclée dans les quatre cantons du pôle de conversion de Chalon-le-Creusot. Résultat : la gauche a perdu peut-être encore davantage de terrain que dans le reste du département. C'est particulièrement sensible dans le canton de Montceau-les-Mines, où l'ancien ministre Jarrot a été élu au premier tour avec 56 % des voix. Il reste 40 % des voix à la gauche, qui totalisait 54 % en 1979. A la mine de Montceau, les attaques du P.c. contre le gouvernement ont laissé des traces.

Dans les deux anciens cantons de Châlon, Nord et Sud, à participation égale, le P.c. s'est dramatiquement effondré par rapport à 1979. De 33 à 12 % à Chalon-Nord ! En même temps, le P.s. est resté stable autour de 35 % : il perd quatre points au Nord, mais en gagne trois au Sud. Conséquence du look très croix de feu du R.p.r. local, les lepenistes se stabilisent (8 %), voire régressent un peu. A Chalon-Ouest, le nouveau canton, la gauche perd dix points par rapport aux municipales. Sur le pôle Chalon-Le Creusot même si les quartiers populaires ont moins mobilisé, beaucoup de voix de gauche semblent avoir filé à droite. Enfin, si la situation n'est pas totalement désespérée, le fameux frémissement n'est pas vraiment passé dans ces cantons.

« On ne peut pas dire qu'ils aient digéré le plan acier. » C'est sûr, les restructurations industrielles continuent de lester les candidats de gauche, qu'ils soient socialistes ou communistes. Mais en Meurthe-et-Moselle, on a senti le frémissement. Ah ! Oui, c'est net : « le P.s. gagne 5 % par rapport aux européennes pour arriver à 26 %. En revanche, sur les pôles la situation est moins réjouissante. Pourtant on y a beaucoup voté. Les quatre cantons sur pôle — dans le nord du département, en hyperfief communiste — ont vu leur taux de participation passer de 65-70 % en 1979 à plus de 95 % dimanche dernier ! Eh bien, le P.c. perd 13 points à Conflans-en-Jarnisy, 10 à Herserange, 24 à Villerupt et 25 à Audun-le-Roman. Le P.s. y perd respectivement 5, 9, 21 points et en gagne 7 à Audun. En 1979, avec 64 % de participation, le P.c. a fait 60 % et le P.s., 40 %. Maintenant, c'est plus vraiment pareil : s'il ne semble pas y avoir de problèmes pour le second tour, avant, les candidats communistes était élus au premier tour. »

Dans les pôles de conversion gravement touchés par la crise, la gauche souffre. Inévitable. Les effets positifs de leur création ne se sont pas encore vraiment concrétisés sur le terrain, en dépit de quelques avancées constatées dans certains d'entre eux. ●

en bref



SYMBOLES

Frères Willot : étranges finances, étranges financiers !

Banqueroute, abus de biens sociaux et présentation de bilans inexacts : tels sont les chefs d'accusation dont Bernard, Jean-Pierre, Antoine et Régis Willot répondent devant la 11e chambre correctionnelle de Paris depuis le 4 mars dernier. On se souvient de l'imbroglio financier de la société Agache-Willot, holding qui contrôla tour à tour Saints-Frères, la Belle Jardinière, le Bon Marché, Conforama et, pour finir, en 1978, Boussac. Mais l'empire prenait eau de toute part, laissant échapper un fumet de scandales, à tel point que le Trésor, à la fin du septennat précédent, accordait aux « Dalton du textile » un report d'échéances fiscales de près de 60 millions de francs.

En juin 81, devant l'évidence de ce qui se préparait, Jean-Maxime Lévèque, président du C.c.f. et principal banquier des Willot, refusait de payer un chèque de 200 000 F. Lâché par ses banquiers, l'empire déposait son bilan et passait sous administration judiciaire. Les enquêteurs, qui mettaient leur nez dans les comptes des sociétés contrôlées par Agache-Willot, suivaient à la piste des déplacements de fonds qui transitaient d'une filiale à l'autre via la holding. Etrange finances à vrai dire qui faisaient dire, un peu vivement peut-être, à Pierre Dreyfus, alors ministre de l'Industrie, qu'il fallait « faire rendre gorge aux Willot ». L'affaire est aujourd'hui devant les tribunaux et si la plupart des entreprises ont pu être sauvées, Boussac se serait vraisemblablement passé de l'épisode Willot. C'était pourtant Raymond Barre qui, à l'époque, avait demandé aux frères terribles de reprendre le vieil empire du textile. Bravo !

FEMMES

Un beau cadeau pour le 8 mars

C'est bien d'avoir un homme chouette à une journée consacrée aux femmes. Invité d'honneur au colloque du 8 mars organisé par Yvette Roudy sur le thème « Réussir l'an 2000 » : le Premier ministre en personne, Laurent Fabius. Venu pour réaffirmer tout le bien qu'il pensait de l'action menée par le ministère des Droits de la femme depuis trois ans et demi.

Venu aussi pour annoncer quelques mesures qui, sans être spectaculaires, répondaient tout à fait à l'attente des femmes présenes au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris : projet de loi effaçant dans le Code civil les dernières mentions inégalitaires existant dans les régimes matrimoniaux ; disposition — à voter par le Parlement — qui permettrait aux associations de « se porter partie civile pour dénoncer les comportements discriminatoires auxquels se heurtent parfois les femmes dans les démarches de la vie quotidienne (recherche d'un logement, d'un emploi, etc) » ; projet visant à obtenir pour les agricultrices un statut analogue à celui des femmes d'artisans et de commerçants. Dernière mesure enfin, à l'étude pour l'instant : la mise en place, pour les femmes « qui ont subi, contre leur gré, un divorce », d'un dispositif spécifique « qui impose à l'époux demandeur du divorce la prise en charge des frais liés à la couverture-maladie de son ex-conjoint ».

Pour célébrer la journée des femmes, cette intervention de Laurent Fabius était un beau cadeau. Une journée un peu spéciale, puisqu'elle servait, en quelque sorte, de répétition générale à la conférence internationale de Nairobi qui se tiendra en juillet prochain à Nairobi, clôturant ainsi la décennie pour les femmes lancée par l'O.n.u. en 1975. Plus de 300 femmes représentantes de très nombreuses associations avaient donc été conviées par Yvette Roudy à cette journée. Des femmes qui, comme beaucoup d'autres — un million sans doute ont été consultées — planchaient depuis plusieurs mois sur certains thèmes prioritaires : l'éducation, la santé, l'emploi. Leurs préoccupations majeures, qu'Yvette Roudy prendra en compte, bien sûr, pour Nairobi.

POLLUTION

L'essence a du pot

Le 20 mars, les ministres de l'Environnement des Dix devraient tomber d'accord sur la définition d'une réglementation européenne visant à réduire la pollution automobile. Le casse-tête des normes, le difficile problème de l'harmonisation de la stratégie anti-polluant européenne s'embourbent dans les considérations protectionnistes.

Le 8 mars dernier, lors de la dernière rencontre à Bruxelles, pressé par une opinion publique de plus en plus « écologique » M. Zimmermann, ministre outre-Rhin chargé de l'Environnement, a bien tenté un forcing. Faire admettre à la Communauté des normes identiques quelle que soit la catégorie des cylindrés, d'une part, et d'autre part, mettre les Dix devant la décision unilatérale allemande d'introduire l'essence sans plomb dès 1986. Il semble que l'on s'achemine sur une répartition des normes. Une décision, somme toute logique, car ce qui est en jeu est la question économique. Le prix que l'Europe, et donc les Etats membres, veut mettre dans le système voiture — pot catalytique. On parle d'ailleurs d'aides fiscales. Et puis, le lien est évident : quel est le prix que l'industrie automobile va investir ? L'essence sans plomb passera par le pot catalytique, c'est, de toutes les manières, le devenir du carburant européen.



Pascal Lebrun

Yvette Roudy accueillant Laurent Fabius au colloque du 8 mars. On reconnait Carmen Sauta, Kate Millett (assise) et Edwige Avice.

FIN DE TRANSITION EN U.R.S.S.: MONSIEUR G. ENTRE AU KREMLIN

Un style nouveau apparaît au Kremlin, ce qui ne signifie pas que la politique soviétique sera sensiblement modifiée dans l'immédiat



A.f.p.



Gamma

Mikhaïl Gorbatchev, à Londres, en décembre dernier.

Décontraction « new look » du couple Gorbatchev reçu par le coupe Thatcher.

PAR CLAUDE ESTIER

NI la mort de Constantin Tchernenko, ni la rapide désignation de Mikhaïl Gorbatchev pour lui succéder ne constituent des surprises. Pour ce qui concerne le chef défunt, il était de toute évidence en mauvaise santé au moment même de son accession au pouvoir. Sa difficulté à marcher et à s'exprimer avait frappé déjà les milliers d'observateurs présents sur la place Rouge le 14 février 1984 lors des obsèques de Iouri Andropov.

En juin dernier, participant aux entretiens que François Mitterrand avait eus avec lui à Moscou, j'avais également observé un homme fatigué, s'essouflant rapidement à la lecture de son texte, avançant à petits pas et s'appuyant au bras de quelqu'un quand il avait à descendre quelques marches. Il y a une dizaine de jours encore, ce sont des millions de téléspectateurs soviétiques et étrangers qui avaient pu voir à la télévision un homme que l'on avait voulu montrer à tout prix, mais qui apparaissait comme figé en recevant l'hommage fleuri de ses électeurs.

Constantin Tchernenko aura donc « régné » encore moins longtemps qu'Andropov et, n'ayant pas la personnalité de celui-ci, laissera sans doute encore moins de traces dans l'Histoire. Il n'a d'ailleurs guère pris d'initiatives, les démarches nouvelles de l'U.r.s.s. dans le domaine de la politique étrangère — notamment en ce qui concerne la reprise du dialogue avec les Américains sur le désarmement — étant à mettre sans doute possible au compte de l'inamovible Andrei Gromyko.

Dès la nomination de Tchernenko — qui était le fruit d'un compromis entre les différentes tendances — il était clair que Mikhaïl Gorbatchev était appelé, sauf renversement peu probable, à lui succéder. De ce jour-là, le benjamin du Bureau politique avait pris de l'avance sur un autre « jeune », comme lui secrétaire du Comité central et qui apparaissait comme son principal rival, Gregory Romanov. Quant aux derniers représentants de la « vieille garde », qui sont encore majoritaires au sein de l'instance suprême du Kremlin, aucun d'eux ne paraissait pouvoir s'imposer même si l'on a évoqué à diverses reprises le nom de Victor Grichine, « patron » du P.c.u.s. pour la région de Moscou.

Pendant cette année où il a été le « dauphin », Mikhaïl Gorbatchev s'est préparé habilement à ses nouvelles fonctions, notamment en se faisant mieux connaître en Europe occidentale. Sa visite à Londres, à la fin de l'année dernière, a été un incontestable succès de relations publiques, auquel le charme et la distinction de son épouse ont pris leur part, et a permis à ceux qui ne le connaissaient pas de découvrir, grâce aux images de la télévision, un homme au visage rond, jovial, souriant, s'exprimant dans un langage ouvert, au total fort différent du portrait habituel des caciques du Kremlin. Un homme dont Margaret Thatcher elle-même a dit que l'on pouvait « travailler avec lui ». Si l'on retient qu'il n'a que cinquante-quatre ans — l'âge qu'avait Brejnev quand il a succédé à Khrouchtchev en 1964 — mais plus encore qu'il n'est entré au P.c.u.s. que quelques mois avant la mort de Staline, c'est vraiment le représentant d'une nouvelle génération qui accède cette fois au pouvoir suprême à Moscou. Peut-être les dirigeants soviétiques ont-ils compris qu'ils ne pouvaient continuer à enterrer chaque année le premier des leurs — en l'occurrence trois fois en moins de deux ans et demi — et qu'il valait quand même mieux, pour l'image de l'U.r.s.s. à l'extérieur, le choisir moins âgé et en bonne santé.

L'apparition d'un nouveau style ne signifie pas que la politique soviétique s'en trouvera fondamentalement modifiée, du moins dans l'immédiat. On peut seulement penser que, dans le souci même d'affermir son nouveau pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev s'efforcera de faire déboucher de façon positive le nouveau dialogue avec les Etats-Unis qui a repris cette semaine à Genève et pour lequel Ronald Reagan semble lui-même mieux disposé depuis sa réélection.

Peut-être aussi Gorbatchev tentera-t-il de faire évoluer les choses en Afghanistan où l'Union soviétique s'enfonce depuis plus de cinq ans dans une guerre sans gloire, coûteuse et apparemment sans issue. Enfin, le nouveau chef du Kremlin a sans doute l'intention de s'attaquer à un certain nombre des maux chroniques dont souffre l'U.r.s.s. à l'intérieur : les difficultés de l'agriculture — Gorbatchev a été responsable de ce secteur mais semble s'en être prudemment débarrassé pour s'occuper de l'idéologie après la mort de Souglov — les mauvais rendements économiques, la bureaucratie paralysante.

Pendant les quelques mois où il était valide, Andropov avait paru vouloir affronter ces problèmes, mais les réformes qu'il avait commencé à mettre en œuvre ont été rapidement bloquées par Tchernenko qui aura été, sur ce plan, un champion de l'immobilisme. Rien n'indique cependant que l'arrivée de Gorbatchev puisse se traduire par une libéralisation du régime. On se souvient, par exemple, qu'il avait réagi avec colère lorsque au cours de sa visite à Londres des journalistes l'avaient interrogé sur le sort des dissidents ou des juifs « refuzniks » en Union soviétique.

Les premières paroles du nouveau chef du Kremlin ont été pour souhaiter le retour à la détente, et certains ont évoqué à ce propos le souvenir de Nikita Khrouchtchev dont on dit que Gorbatchev souhaiterait réhabiliter la mémoire. On n'en est pas encore là, mais la foule de chefs d'Etat — dont François Mitterrand — et de chefs de gouvernement qui s'est pressée mercredi matin à Moscou avait certainement moins la signification d'un hommage à celui qu'on enterrait que d'une curiosité à l'égard de son successeur. Il faudra cependant attendre plusieurs semaines ou plusieurs mois pour savoir si le changement de génération qui vient de se produire, et qui est déjà, en soi, une sorte de révolution, est susceptible d'entrainer des changements en profondeur. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Politique internationale

Sipa-presse



Images de détresse de la population civile en Irak et au Liban du Sud.



Sipa-presse

IRAN/IRAK

Les géants sont ivres de fatigue mais ce sont les civils qui trinquent

Depuis dix jours déjà la guerre que se livrent les deux voisins du Golfe est entrée dans une nouvelle phase. Les villes sont l'objet de bombardements réciproques et on voit mal aujourd'hui comment cette escalade pourrait s'arrêter. Les victimes civiles sont nombreuses, et les attaques de plus en plus meurtrières laissent peu de chances à des populations qui n'ont pas de protection face aux raids de l'aviation iranienne ou irakienne.

Les spécialistes ont par ailleurs constaté avec une certaine surprise que l'aviation iranienne est encore en condition d'assener de sérieux coups à son rival. L'Iran avait fait jusqu'à maintenant un usage réduit de cette arme. La réponse irakienne est allée jusqu'au bombardement de la célèbre ville d'Ispahan que tout lecteur des « Mille et Une Nuits » se doit de connaître. Ispahan, assez éloignée de la frontière, fait partie des neuf villes attaquées de concert par l'aviation de Bagdad ; très puissante et avec du matériel moderne livré encore récemment par la France et par l'U.r.s.s., cette aviation peut infliger de lourdes pertes aux Iraniens et surtout, dans la phase actuelle, porter des coups sévères à une population déjà éprouvée par cinq ans de guerre et par les conséquences du régime khomeyniste.

Les Irakiens semblent décidés à maintenir une pression militaire accrue. Le problème, c'est que l'Iran ne veut pas se laisser faire et les dirigeants de Téhéran ont relevé une fois encore le défi irakien. Et on annonce à nouveau une offensive trop longtemps retardée. Si cette offensive n'a pas eu lieu, c'est sans doute aussi à cause des graves problèmes internes que doit affronter le régime islamique khomeyniste, d'une part une mobilisation populaire qui manque d'entrain et d'autre part une très sérieuse pénurie de matériel militaire.

Ces deux géants qui se livrent une sanglante bataille sont fatigués, mais aucune perspective de paix ne pointe à l'horizon. Au contraire, en passant outre l'accord du mois de juin 1984, qui instaurait une trêve des bombardements des objectifs civils, l'Iran et l'Irak choisissent la fuite en avant. Match nul, ni vainqueur ni vaincu, mais des milliers de morts et deux économies chancelantes. Cette guerre qui arrive dans sa cinquième année s'enlise dans un marécage sanglant. Bagdad, avec une supériorité militaire certaine, n'a pas pu acculer et défaire les armées iraniennes, mais l'Irak attend cyniquement la mort de Khomeyni et la période d'instabilité qui s'ensuivra à Téhéran pour porter des coups décisifs.

Cette aggravation de la guerre peut modifier aussi la situation interne de la résistance à Khomeyni. En effet, il y a quelques mois, déjà, des divergences étaient apparues au sein des forces qui luttent contre le régime de l'ayatollah. Certains secteurs, dont celui dirigé par l'ancien président Bani Sadr, n'étaient pas d'accord avec la politique de rapprochement avec l'Irak menée par le Conseil de la résistance sous la direction de M. Radjavi. Le réflexe « nationaliste » peut-il jouer à nouveau pour affaiblir la résistance ? Nous le saurons sous peu, mais il est clair que le bombardement indiscriminé des populations civiles ne va pas rester sans conséquences.

En début de semaine l'aviation iranienne est parvenue à bombarder Bagdad, ce qui a déclenché rapidement une série de représailles irakiennes qui ont touché une douzaine de villes en Iran. Les militaires de la République islamique ont mis leurs divergences en sourdine pour accroître l'activité de leur artillerie sur les villages irakiens frontaliers, ainsi, le grand port de Bassorah a été attaqué à plusieurs reprises depuis une semaine.

Il reste la médiation des Nations unies, et le secrétaire général de cette organisation a pris personnellement l'affaire en main, il s'agit tout au moins de faire cesser les attaques contre des objectifs civils. Par ailleurs, la médiation tentée au nom de la Conférence islamique par un grand nombre d'émissaires dont Yasser Arafat et les dirigeants du Pakistan, de la Turquie, du Sénégal n'a pas eu l'air de plaire aux deux belligérants.

CARLOS FERRARI-LOPEZ

SUD LIBAN

Le piège se referme sur Tsahal

En sortant le lundi 11 mars au-delà de ses lignes pour réaliser une opération punitive, l'armée israélienne a bien mis en marche un engrenage meurtrier. Le processus avait été de toute façon déjà enclenché par l'attaque suicide dont les hommes de Tsahal avaient été l'objet dimanche 10 mars.

Les morts de Zrariye, village situé au nord-est de Tyr, vont peser lourd dans la suite des événements. Des nouveaux coups durs de part et d'autre sont à prévoir. L'hostilité croissante des chiites libanais ne peut qu'augmenter et tout le Liban du Sud devient un énorme piège pour les soldats israéliens.

En affrontant et l'armée libanaise et la milice chiite Amal, l'état-major de Tsahal compromet pour toujours les chances d'un retrait « en douceur » du Liban du Sud. Du côté libanais les derniers événements fortifient les courants les plus intransigeants, décidés à faire payer le plus cher possible chaque jour que l'armée israélienne demeure sur le territoire libanais. Et ils ne sont pas tendres ces hommes de la résistance qui taisent un moment leurs profondes querelles internes pour harceler les troupes israéliennes.

Pour ne pas perdre la face on fait mine à Jérusalem de maintenir sans changements le rythme initialement prévu du retrait « par étapes ». Abréger la guerre, et surtout l'aspect catastrophique qu'elle a pris ces derniers jours, est le souci de certains dirigeants du gouvernement israélien qui doivent surmonter cependant l'avis contraire soutenu surtout par l'état-major de l'armée.

C.F.-L.

GRECE

Le juge de « Z » président de la République ?

Coup de poker à Athènes ! Le Premier ministre Andreas Papandreou vient de prendre des mesures qui bouleversent les jeux politiques en Grèce et ouvrent une crise qui surprend l'opinion publique.
En refusant leur soutien à l'actuel président Caramanlis, le Premier ministre et les dirigeants du Mouvement socialiste panhellénique (Rasok) reprennent l'initiative politique et pensent sortir renforcés de cette épreuve. D'abord, l'élection à partir du 15 mars (plusieurs tours seront vraisemblablement nécessaires) d'un nouveau Président. Constantin Caramanlis, Président démissionnaire, ne se représentant pas.
Les députés devraient donc élire Christo Sartzetakis, mais rien n'est joué à l'avance et, selon des observateurs, le Premier ministre devra convoquer des élections législatives anticipées pour obtenir une nouvelle Chambre des députés plus favorable à la gauche. La désignation de Christo Sartzetakis comme candidat du Pasok a été très bien reçue par l'ensemble de forces de la gauche grecque. Sartzetakis avait été en 1963 le juge d'instruction dans l'affaire de l'assassinat du député de gauche Lambrakis. Le film « Z » avait rendu célèbre sous les traits de Jean-Louis Trintignant ce juge anonyme. Maintenant il joue son propre rôle sous les projecteurs d'une actualité brûlante. La droite n'a pas oublié l'affaire Lambrakis et ses conséquences, les « complicités » de la police et de l'armée avec les assassins furent dénoncées à cette occasion, Constantin Caramanlis lui-même était à l'époque Premier ministre et il fut blackboulé, une fois connues les conclusions de l'enquête.
L'effet surprise de l'offensive de Papandreou a été totale ; pour pousser au maximum l'avantage, le Premier ministre pourrait aussi proposer dans la foulée une révision de la Constitution destinée à enlever certains pouvoirs au Président. Mais cette offensive n'a pas été improvisée, pour preuve la mise à la retraite de sept généraux et l'appel – depuis quelques jours déjà – à la mobilisation des militants du Pasok.



Le président démissionnaire Caramanlis, vu par Bellenger.

C.F.-L.

ESPAGNE

Du rififi chez les communistes

La guérilla interne qui secoue depuis plusieurs années le Parti communiste espagnol (P.c.e.) connaît actuellement un regain de tension. Les affrontements se produisent à quelques semaines de la prochaine conférence nationale du P.c.e., qui aura lieu fin mars. Les

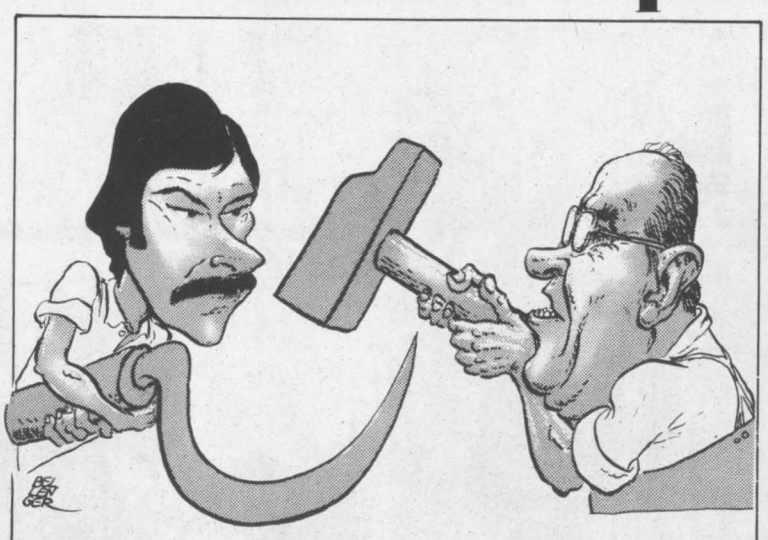
(suite en page 10)

(suite de la page 9)

partisans de l'ancien secrétaire général et leader historique du communisme espagnol, Santiago Carrillo, ont décidé de profiter de cette occasion pour essayer de livrer une dernière bataille contre le patron actuel du P.c.e., le jeune Gerardo Iglesias. Les « carrillistes » considèrent que leur parti « se trouve au bord de la disparition », et ils mènent campagne contre la politique d'ouverture à gauche proposée par Iglesias. Ce dernier, conscient de la dégringolade électorale du P.c.e. et redoutant la nouvelle concurrence du Parti communiste (prosoviétique) créé par Ignacio Gallegos, veut ouvrir les listes électorales de son organisation aux personnalités indépendantes et aux autres formations de gauche.

Bref, un essai pour sortir du minuscule ghetto dans lequel les communistes espagnols se sont laissés enfermer. Pour Carrillo et les siens il n'est pas question de voir venir ainsi « la dissolution progressive » du parti. L'actuelle direction vient de proposer « dix points pour la pacification » (!), ce qui en dit long sur le climat interne, mais les observateurs signalent qu'une nouvelle scission est inévitable.

C.F.-L.



Gerardo Iglesias et Santiago Carrillo, vus par Bellenger.

R.F.A.

Un à un... balle au centre

(de notre correspondant, à Bonn)

A la mi-temps de la législature à Bonn, on attendait des élections régionales en Sarre et à Berlin où on a voté le 10 mars des précisions sur l'évolution de l'électorat ouest-allemand. Hommes politiques et observateurs leur accordaient volontiers la valeur d'un test pour le gouvernement du chancelier Kohl, bien qu'il n'y eût guère plus de deux millions d'électeurs qui fussent appelés à voter. Il n'en a finalement rien été. Chaque résultat pris séparément est clair en soi, l'ensemble des résultats ne permet pas de tirer de conclusions évidentes pour les partis au plan fédéral, et toute généralisation serait ici hasardeuse.

Le S.p.d. l'emporte en Sarre où il obtient la majorité absolue des sièges, mais il essuie une cuisante défaite à Berlin. La C.d.u. se maintient à Berlin avec l'aide des libéraux, mais elle s'effondre en Sarre où parallèlement son partenaire libéral effectue une étonnante remontée, réunissant 10 % des suffrages. La liste Alternative accroît son avance à Berlin, où elle progresse de près de 4 %, mais les Verts stagnent en Sarre où ils n'obtiennent même pas 3 %. C'est que, comme le montrent des sondages sur les motivations des électeurs sarrois et berlinois, ceux-ci ont essentiellement voté en fonction des situations régionales et non pas pour soutenir ou sanctionner la politique du gouvernement fédéral à Bonn. Et c'est sans doute ce qui explique en partie la défaite des sociaux-démocrates berlinois qui ont eu le tort d'axer leur campagne sur des thèmes nationaux dans l'espoir de profiter des défaillances du gouvernement Kohl.

Dans l'ancienne capitale du Reich, le jeune maire chrétien-démocrate Eberhard Diepgen, qui avait pris la succession de Richard von Weiszäcker élu à la présidence de la République, était donné perdant il n'y a pas encore si longtemps. Il était jugé trop effacé et trop peu expérimenté pour l'emporter contre le vieux routier de la politique que les sociaux-démocrates avaient mis en lice, l'ancien ministre des Finances et de la Défense, Hans Apel. Or Diepgen a su s'imposer en peu de mois. Berlinois de naissance, alors que Apel originaire de Hambourg faisait figure de parachuté, il a su apaiser une ville trop habituée aux manifestations plus ou moins violentes des squatters et a profité de son renouveau économique. Deipgen a réussi à se donner l'image de marque d'un leader dynamique et moderne, tandis que le S.p.d. semblait incapable de mettre un terme à ces dissensions intestines.

La C.d.u. a emporté la quasi-totalité des mandats à pourvoir directement, ce qui lui donne avec l'appoint des libéraux une confortable majorité pour gouverner. Le S.p.d., lui, a perdu environ 5 % par rapport au scrutin de 1981, confirmant un déclin commencé il y a vingt ans. Et, ce qui est grave pour lui, c'est qu'il semble avoir perdu autant d'électeurs au profit des Verts qu'au profit des chrétiens-démocrates.

Il pourrait être tentant de dire qu'en Sarre le S.p.d. a en revanche gagné parce que son leader, Oskar Lafontaine, y représente l'aile gauche du Parti. Les choses sont en fait loin d'être aussi simples. Fort du refus des Verts de soutenir un éventuel gouvernement social-démocrate, Lafontaine était contraint de se battre pour la majorité absolue des sièges au Parlement de Sarrebruck et, dans un pays frappé de plein fouet par la crise de l'acier, où le chômage atteint l'un des taux les plus élevés de R.f.a., il a su mobiliser les électeurs autour de deux thèmes prioritaires : résorption du chômage et défense de l'environnement. Lafontaine a enfin profité de l'absence de charisme du ministre président chrétien-démocrate sortant, Werner Zeyer. Conscient des lourdes responsabilités qui désormais lui incombent, Lafontaine s'est bien gardé de mettre son succès au compte d'un programme de gauche, d'autant qu'il sait que ces priorités sont en partie contradictoires : l'assainissement des aciéries de la Sarre passe par la suppression d'emplois, et il paraît difficile d'imposer en même temps à ces industries polluantes des normes trop sévères sur la protection de l'environnement, les coûts risquant de compromettre le retour à l'équilibre financier.



Oskar Lafontaine. *A.f.p.*

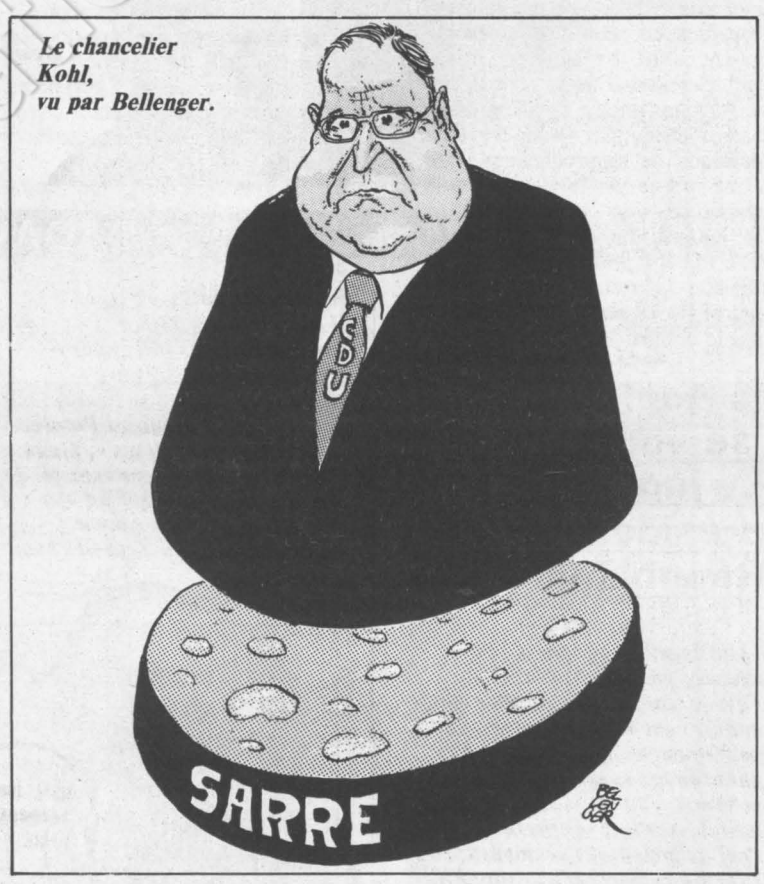
Le même jour avait lieu en Hesse des élections municipales. Plus de 4 millions d'électeurs étaient appelés à renouveler les conseil municipaux et cantonaux. Sauf à Francfort où le candidat chrétien-démocrate sortant, Walter Wallmann, a réussi à se maintenir, la C.d.u. perd dans les grandes villes de 4 à 9 points. Le S.p.d. récupère les bastions qu'il avait perdus du temps où il était au pouvoir à Bonn. Résultat satisfaisant donc pour les sociaux-démocrates qui se trouvent confortés dans l'idée que la reconquête du pouvoir au plan national passe par la reconquête des municipalités.

Malgré la portée limitée de ces scrutins régionaux et locaux, les partis dans l'opposition à Bonn en ont tiré des conclusions politiques importantes pour l'avenir. Les Verts et le S.p.d. constatent qu'ils n'ont rien à gagner à se rapprocher, parce qu'ils l'emportent plutôt quand ils se démarquent clairement l'un par rapport à l'autre. Et cela ne devrait pas rester sans conséquence en Hesse où Holger Börner dirige un gouvernement social-démocrate minoritaire depuis que les Verts ont rompu avec lui *(voir « l'Unité » n° 582 du 7/12/84)*.

Depuis quelques mois, Willy Brandt n'a d'ailleurs pas cessé de faire des ouvertures en direction des chrétiens-démocrates, leur proposant de les soutenir sur toutes les grandes questions d'intérêt national (politique extérieure, chômage, retraite, environnement). Ce revirement ne signifie pas que le S.p.d. cherche dans la perspective des législatives de 1987 à favoriser l'idée d'une grande coalition avec la C.d.u., mais qu'il a abandonné celle d'une coalition associant les Verts aux sociaux-démocrates, et s'oriente à nouveau vers une politique de type centre-gauche pour reconquérir les électeurs mobiles votant habituellement au centre.

Pour la coalition gouvernementale du chancelier Kohl, les résultats de ces élections sont plutôt satisfaisants : le F.d.p. ne semble plus désormais menacé de disparition. La perte de la Sarre risque cependant d'avoir pour elle des conséquences non négligeables au niveau du Conseil fédéral où sont représentés les onze Länder de la R.f.a. La C.d.u. n'y dispose désormais plus d'autant de voix que le S.p.d., elle n'est majoritaire qu'avec l'appoint des chrétiens-sociaux de Franz-Joseph Strauss. Ce que la coalition gouvernementale gagne en stabilité grâce au score du F.d.p. se trouve compromis par le rôle décisif qui revient ainsi à la C.s.u. bavaroise qui ne manquera pas de négocier plus chèrement que jamais son soutien à la politique du chancelier Kohl.

JERÔME VAILLANT



Le chancelier Kohl, vu par Bellenger.

AIDE ALIMENTAIRE

Du blé français pour l'Éthiopie

La France vole au secours des sinistrés éthiopiens. Le 7 mars dernier, trois accords ont été passés entre les gouvernements français et éthiopien. D'abord, un nouvel accord d'aide alimentaire faisant suite à l'accord de décembre dernier met à la disposition de l'Ethiopie 8 000 tonnes de blé supplémentaires pour répondre aux nécessités immédiates de la population. En second lieu, une ligne de crédit a été accordée à l'Ethiopie pour lui permettre d'acquérir 100 000 tonnes de céréales. Enfin, un protocole financier ouvrant 15 millions de francs de dons et de crédits d'aide au développement comportant des prêts du Trésor à des conditions très favorables permettra à l'Ethiopie de se procurer les véhicules nécessaires à l'acheminement de cette aide sur son territoire.

Selon le ministère des Finances, la signature de ces accords manifeste « tant la volonté des deux pays de développer deux coopérations, que le désir du gouvernement français de venir en aide de façon importante et efficace au peuple éthiopien ».

ITALIE

Un semestre blanc où il est beaucoup question du rouge... et du noir

(de notre correspondant à Rome)

Depuis le mois de janvier dernier, l'Italie est entrée dans le « semestre blanc ». C'est-à-dire que pendant les six mois qui précèdent l'élection (qui aura lieu en juillet) du président de le République, élu au suffrage indirect, le gouvernement ne peut être remplacé. Une garantie de stabilité gouvernementale absolue, dont les partis qui composent la majorité actuelle auront bien besoin dans les mois qui viennent pour éviter les tentations de sécession toujours fréquentes.

Au calendrier déjà chargé de cette année, s'ajoutent les élections municipales qui auront lieu au mois de mai. Pour faire bonne mesure, un projet de référendum national sur la question de l'échelle mobile des salaires déposé par le Parti communiste et soutenu par une grande partie des syndicats italiens devrait réclamer la participation des électeurs entre avril et juillet. On a beau répéter en privé avec ostentation que le président de la République italienne n'a qu'un rôle de représentation, la course au Quirinal (résidence officielle des présidents de la République italienne) ne laisse personne indifférent. Fonction honorifique sans doute, mais de premier plan. Symboliquement, le président de la République représente l'unité nationale et est avec le Conseil constitutionnel qu'il préside le garant des institutions républicaines. Par la Constitution, il a également en charge la tutelle des forces armées et la responsabilité de la nomination des hauts fonctionnaires de l'Etat. Mais surtout, l'hôte du Quirinal bénéficie dans la durée d'une tribune privilégiée.

Une fonction qui irait comme un gant à cette bonne fourchette de Spadolini (cent dix kilos avoués) qui trouverait plus confortable le fauteuil de la présidence de la République que la chaise à bascule du ministère de la Défense. A la Démocratie chrétienne on ne se pardonne pas d'avoir dû céder la présidence de la République et la présidence du Conseil à deux socialistes après presque quarante ans d'exclusivité. Inutile de dire que les socialistes savent que les jours de Bettino Craxi à la présidence du Conseil sont comptés, mais ils n'entendent pas perdre d'un seul coup les deux présiden-

ces. Il suffit d'observer le marathon intercontinental de leur secrétaire général, pour imaginer qu'ils ont une idée derrière la tête. Une idée qui d'ailleurs ne plaît pas beaucoup au président Pertini qui a pris ses habitudes au Quirinal et qui se sent encore trop vert pour une retraite politique prématurée. Quant aux communistes, avec leur projet de référendum contre le décret de réduction de l'échelle mobile des salaires, ils ont joyeusement lancé un pavé dans la mare, attendant béatement (sur la rive gauche) que la marée leur rapporte le cadavre de leurs adversaires.

Le rapprochement de ces échéances électorales, bien que de nature diverse, aura des effets de réaction en chaîne dont ils pourraient bien profiter. Leur combat tenace et simple sur le chômage et les salaires pourrait séduire dans une situation économique décourageante. Si le référendum populaire leur donne raison, le résultat sera vu comme un désaveu de la politique économique et sociale de l'actuelle majorité, et en quelque sorte comme un plébiscite pour le P.c.i., qui pourra faire valoir un consensus majoritaire dans le pays. Les scandales publics qui secouent durement les administrations communales et régionales ne sont pas les seuls motifs de « défaillance » de l'électorat à l'égard des partis de la coalition, et en particulier de la D.c. Plus déterminants sont les mauvais résultats obtenus en matière de chômage, de déficit budgétaire et d'inflation.

Quant au déficit public il s'accroît avec la montée du chômage. Les 96 000 milliards de lires attribués cette année au secteur public semblent déjà insuffisants, et les opérateurs financiers évaluent. Un bilan qui ne pourra être sans répercussion sur les résultats des prochaines consultations électorales, et dont on peut déjà mesurer les effets à l'intérieur du Parti socialiste italien, où certains commencent à entrer dans une prudente réserve, pour le cas où les résultats des élections municipales confirmeraient le médiocre score des élections européennes, pendant que d'autres vont à l'attaque.

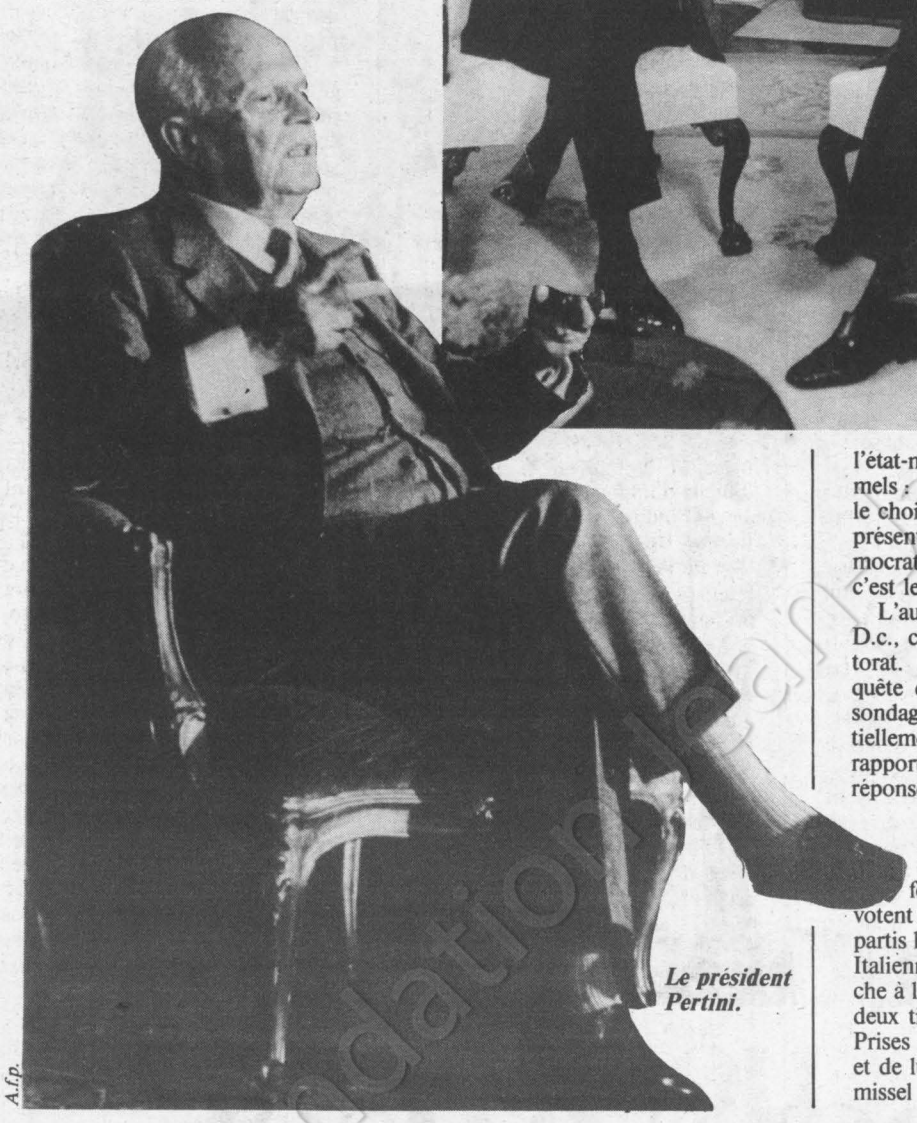
Au cours du débat sur le réformisme, qui s'est tenu à Bologne du 22 au 24 février dernier, et qui devait servir de tremplin à la campagne électorale, on a eu l'impression d'une fracture de plus en plus nette entre la majorité de Bettino Craxi et l'aile gauche du P.s.i. C'est au philosophe Norberto Bobbio (nommé l'année dernière sénateur à vie par le président Pertini) qu'est revenu d'ouvrir le feu en rappelant vertement qu'il ne fallait pas « perdre la boussole idéologique » et que le réformisme socialiste devait se prévaloir d'un concept de « justice sociale », faute de quoi l'éthique socialiste risquerait de se confondre avec l'étiquette libérale. Dans les rangs de l'aile gauche, les paroles justice sociale ont suffi à déclencher les applaudissements. La réponse des craxiens ne s'est pas fait attendre par la voix du vice-secrétaire Martelli et du sous-secrétaire d'Etat, Giuliano Amato (bras droit de Craxi), qui ont déclaré sèchement que, dans les sociétés avancées, il était bien que les philosophes enseignent dans les universités mais que l'on n'avait pas besoin d'eux pour guider le progrès. Malaise. Les vieux démons des courants et des frondes réapparaissent à la première occasion.

Du côté de la D.c. cela tourne carrément au cauchemar. La courbe du déclin de l'électorat semble inversement proportionnelle à celle des responsables politiques entendus par la justice pour malversation, ou pire emprisonnés pour appartenance à organisation de type mafieux. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas, même des conseillers communistes de Bologne sont mouillés dans une sale affaire de pots-de-vin, mais dans la D.c. l'épidémie d'interpellation judiciaire, qui est un mal endémique, prend ces derniers temps des allures de catastrophe. A l'occasion des réunions publiques dans l'entourage de Ciriano De Mita, on se livre parfois à des ballets invraisemblables pour éviter de serrer certaines mains. Au niveau de l'état-major, les ordres sont formels : plus de circonspection dans le choix du personnel politique se présentant sous l'estampille Démocratie chrétienne. A Palerme, c'est le fou rire.



Gamma

Bettino Craxi reçu par Ronald Reagan à Washington.



A.f.p.

Le président Pertini.

L'autre gros problème de la D.c., c'est la dilution de son électorat. A cette question, une enquête de la Doxa (organisme de sondage d'opinion), publiée partiellement par « l'Expresso », a rapporté récemment un élément de réponse. La trahison viendrait des femmes. L'Eglise et le pape ont bien raison de se méfier d'elles ! Elles font la messe buissonnière et votent de plus en plus pour des partis laïcs. En 1972, la moitié des Italiennes allaient chaque dimanche à la messe et garantissaient les deux tiers des suffrages de la D.c. Prises par le démon du féminisme et de lutte sociale, elles ont jeté le missel aux orties et actuellement moins d'un tiers d'entre elles pratiquent régulièrement. Elles représentent encore 54 % de l'électorat de la D.c., mais la tendance est nettement à la baisse.

Entre-temps, l'électorat féminin du P.c.i. est passé de 39 % à 48 %. Pour paraphraser Philippe Robrieux une « Secte » chasse l'autre. Le Parti communiste est le seul parti qui semble bénéficier d'une façon visible de la perte d'audience des paroisses. Une Eglise qui, il faut bien le dire, n'est plus ce qu'elle était depuis qu'elle a à sa tête ce pape polonais qui court d'un bout à l'autre de la planète pour aller tirer l'oreille d'ecclésiastiques confondant la barbe de Karl Marx avec la couronne d'épines du Christ. Jean-Paul II a sans doute bien des qualités, mais on fait remarquer de plus en plus fort en privé qu'il s'occupe trop de politique internationale. Ce pape venu du froid semble ne rien avoir compris à la « combinazione » politique et oublie qu'en Italie le Vatican a avant tout un usage interne. Quand, dans ses meetings de la place Saint-Pierre, il se risque à mettre un peu de temporel dans ses homélies, il le fait avec si peu d'habileté latine que l'écho de ses paroles met dans l'embarras la Chambre des députés.

Il se passera sûrement quelques siècles avant que Rome n'élise un autre pape « étranger ». Enfin, tout n'est pas perdu, et la D.c. peut encore compter sur quelques curés de choc qui tiennent leurs ouailles bien en main. Certains d'entre eux sont déjà montés au créneau, par le biais d'hebdomadaires à la mode. Dans les colonnes gracieusement mises à leur disposition, ils expliquent pathétiquement, avec la ponctuation adéquate, qu'il ne saurait y avoir de relations perverses entre l'Eglise et la politique. Les anges des fresques de l'église voisine (baroque superbe) où je vais prendre le frais par les chaudes journées d'été ont depuis quelques jours un regard gêné.

MICHEL MATHIEU

CADAVRES EXQUIS

Les Italiens ne savent plus à quel saint se vouer...

La congrégation des saints est entrée depuis quelques jours en transe, à cause de la publication d'un récent ouvrage sur « Sainte-Maria Goretti (1891-1902) : povera Santa – povera assassina » de Giordano Bruno Guerri, éditions Montadori (1985). De viles manœuvres de politique spectacle seraient à la base de la canonisation de Maria Goretti – une enfant, une pauvre enfant assassinée près de Rome par un malade sexuel au début du siècle – « martyr de la pureté ». Mais n'en a-t-il pas toujours été ainsi ? Une querelle de clochers entre paysans de Vénétie et d'Emilie transférés près de Rome qui voulaient imposer leurs saints régionaux serait à l'origine de la béatification de Maria Goretti. Pour couper court à une agitation un peu trop virulente, Mussolini aurait un peu intrigué du côté du Vatican pour convaincre Pie XII de fabriquer une sainteté locale. La pauvre petite Maria avait, parait-il, toutes les qualités requises pour remplir une telle fonction. Laissons de côté les incertitudes sur sa religiosité et arrivons à mai 1947. A l'occasion d'une conférence nationale de la Fédération des jeunes communistes dont il était le secrétaire général, Enrico Berlinguer, dans son discours sur « le P.c.i. et l'avenir de l'unité des jeunes générations », prend Maria Goretti comme exemple de vertu et de moralité. En 1950, Pie XII proclame solennellement la canonisation de Maria Goretti. Usurpée l'auréole de Maria Goretti ? Comme le prétend le jeune historien Giordano Bruno Guerri. Elle ne serait pas la seule.

Dans son livre « le Saint lévrier de Guinefort, guérisseur d'enfant depuis le XIIIe siècle » (Flammarion 1979), Jean-Claude Schmitt nous montre comment un chien battu à mort par son maitre est élevé à la sainteté et comment, selon le lieu et les époques, transporté par l'imagination populaire il se métamorphose en saint Dominique, saint Guy, San Rocco, San Vito. Il y a encore l'histoire de cette pierre tombale inconnue sur laquelle une inscription rongée par le temps pax pecum fi... lumen... au lieu de pax pecum fiat lumen. (La paix soit avec toi et vienne la lumière, ou quelque chose d'approchant). Il n'en fallait pas plus pour que de crédules mais fervents chrétiens donnent le jour à sainte Philomène vierge et martyr. On pourrait encore donner l'exemple de la similitude de Persée et la Gorgone et de saint Georges et le dragon ou encore... mais à quoi bon. Laissons aux prélats des catholiques assumer leur contradiction. Les saints sont fonctionnels à l'Eglise comme l'eau bénite et le péché. Selon ses intérêts sous la pression populaire, le clergé sanctifie ici, excommunie là ! Si en Italie on fait actuellement un tel battage autour du livre de Guerri, c'est que le Saint-Siège a voulu profiter de l'occasion pour continuer autrement la bataille de la répression sexuelle, la lutte contre l'avortement, le divorce et la pilule. On sait quelle importance le pape accorde aux « péchés de chair ».

M.M.





LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

"NOUS AURONS RAISON... PARCE QUE NOUS AVONS RAISON"

On se souvient de la force définitive de cette phrase, tonnée par Anatole France en plein cœur de l'affaire Dreyfus, à une époque où les clivages se faisaient entre l'intelligence, la science, le progrès et les valeurs moites de l'obscurantisme. Une admirable façon de dire qu'il n'y avait et qu'il n'y aurait toujours qu'un seul camp pour la vérité.

Ces quelques mots, que Léon Blum trouvait « admirables à force d'être simples » (1), nous pourrions les reprendre aujourd'hui. Face au racisme et à ses masques divers, ils apportent sans doute la seule réponse possible. Parce que, d'emblée, ils placent cette réponse et le combat qu'elle contient au-delà du débat d'idées. Face au racisme, effectivement, il ne s'agit pas de mesurer le pour et le contre de divers raisonnements, de différentes propositions. Il ne s'agit pas de choisir entre deux chemins de pensée. Car il n'y a pas de choix. Sur ce terrain-là, effectivement, nous avons raison. De lutter et de croire en cette lutte, car sinon c'est la mort qui gagne. Le néant, la fin de la civilisation. Et que cela n'est tout bonnement pas acceptable.

Alors oui, nous avons raison. Et nous pouvons d'autant plus le dire que nous venons pendant cinq semaines de chercher si, au fond, nous n'avions pas un peu tort. Comme si l'on pouvait composer avec l'horreur... Accepter sa réalité au lieu de la renvoyer à sa nullité. Et cette enquête, finalement, qui est tout sauf close, n'est sans doute pas non plus le fruit du hasard. Elle est significative d'un mouvement, d'un frémissement. Là où, jadis — il n'y a pas si longtemps — le racisme, l'immigration n'étaient posés, et même par la gauche, qu'en termes de faits de société à prendre en compte dans le présent immédiat (la misère, le malheur, les foyers Sonacotra et les hôtels d'abattage de la Goutte-d'or), on voit aujourd'hui naître un tout autre discours. Un discours qui déborde le strict cadre politique étroit pour en appeler à la question de principe. Ce n'est plus « il faut un toit correct pour les immigrés, soyons humain, merde », mais « touche pas à mon pote ». Avec, sous-jacente, la question « pourquoi ? » et la réponse « parce que ».

Une mode, ce badge ? Et alors ? C'est beau, la mode, même si c'est par essence éphémère et limité. Sachons en profiter. Si untel et machin arborent la main ouverte, c'est toujours ça de pris. Même si, dans le tas, certains font de la démagogie. Il existe des modes qui ont été de véritables lames de fond, entraînant avec elles les derniers bastions des résistances aveugles. La libération des femmes, par exemple, a été récupérée par une sorte de mode. Qui n'a pas voulu jouer à sa Delphine Seyrig, faire sa Gisèle Halimi ? Au bout de la course, tant d'avantages acquis, un monde radicalement transformé... Pas si mal...

Alors voilà. Une cause qui est moins une cause qu'une nécessité pour la survie avec un badge à l'appui et tout plein de monde derrière. Parce que, soyons réalistes, les suivistes lepéniens ne sont et ne seront jamais qu'un ramassis d'agressifs aigris. Dans une France prétendument raciste, les antiracistes sont certainement majoritaires. Pas question pour autant de crier victoire. La boucle ne se boucle pas ici et maintenant. On peut toujours retourner à la nuit. Mais la confiance, la foi dans des lendemains humains n'est pas toujours synonyme de naïveté. Et peut conduire à la victoire. Comme disait l'autre à Stalingrad : « La guerre est gagnée. Il n'y a plus qu'à la faire. »

FABIAN GASTELLIER

(1) Léon Blum « Souvenirs sur l'Affaire » — Gallimard, Collection « Idées ».

RACISME : LA VERITE SORT DE LA BOUCHE DES ENFANTS

Il faut le répéter et ne jamais l'oublier : les enfants ne sont pas racistes « naturellement ». L'expérience d'un C.e.s. de la région parisienne qui pratique l'échange interculturel le prouve.

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« JAMAIS un problème de racisme. » La directrice de ce collège parisien est formelle : l'établissement fonctionne depuis 1981 et aucun incident de type raciste ne l'a perturbé. La présence de deux classes de non-francophones a même des avantages : « Ces enfants qui travaillent, qui s'accrochent malgré les souffrances qu'ils ont connues, nous les donnons en exemple. » Et la directrice cite en souriant le cas de ces deux enfants qui, après leur intégration dans une classe normale, damaient le pion aux petits Français en grammaire.

Un C.e.s. privilégié ? Peut-être, puisque les étrangers y restent très minoritaires et viennent pour la plus grande partie d'entre eux de pays asiatiques : des réfugiés qui ont vécu les horreurs de la guerre et étonnent tout le monde par leur gentillesse, leur politesse, leur désir de bien faire.

Pourtant, il faut le répéter, ne jamais l'oublier, les enfants ne sont pas racistes. Le racisme n'est nullement ce sentiment naturel que certains veulent bien décrire, et les

vraies tensions n'apparaissent qu'à l'adolescence, au moment sans doute où l'individu cherche à affirmer son identité en s'intégrant à un groupe, en adoptant ses valeurs et ses mécanismes d'exclusion.

L'expérience de ce collège le prouve. Jacqueline, professeur de lettres, propose à sa classe de quatrième de parrainer une classe de non-francophones, pour un échange interculturel. « C'est formidable, quelle bonne idée ! » répondent ses élèves. Enthousiasme qui ne s'est pas démenti depuis le début de l'année.

L'échange consiste en invitations mutuelles, à l'occasion d'exposés, lorsque les quatrièmes étudient un livre ou lorsque les non-francophones préparent une exposition sur l'islam, présentent des diapositives sur le Tibet...

Première rencontre : chacun se présente, individuellement. L'occasion pour les « Français » de se découvrir des origines étrangères. Une expérience qui laisse des traces : la classe va envoyer une cassette à une quatrième de Bordeaux, et les élèves y ont dit bonjour dans une langue étrangère, l'un en hébreu, l'autre en deux dialectes du Sénégal, en catalan, en farci, et même en anglais ou en espagnol...

« Ils tiennent beaucoup à ces rencontres ; pas question d'oublier d'inviter les non-francophones pour le prochain exposé », raconte Jacqueline. Plus qu'un échange pour s'amuser, c'est un besoin. Pour faire quelque chose de nouveau, pour se découvrir davantage. Et pour s'ouvrir à d'autres cultures.

La classe de non-francophones, elle, exprime moins son enthousiasme. « Ils sont plus réservés, mais ils apprécient ces rencontres amicales. Et cette occasion d'étendre leur vocabulaire », explique Monique, leur professeur.

C'est cette chaleur de l'échange qui frappe. Une chaleur qui n'évite pas le rire. « Mais la dérision, alors, n'est pas agressive. » Comment ne pas rire lorsqu'un Sénégalais récite « le Cid », ou l'Iranien, avec son débit précipité ? « Vous voyez bien, madame, que c'est à cause de sa langue... » La tolérance n'est pas forcément triste...

De l'humour, mais aussi de l'émotion. « Ces rencontres sont parfois très bouleversantes pour nous, adultes », dit Jacqueline. Lorsque sur le thème d'une campagne de l'Unicef, « Enfance, enseigne-nous les couleurs de l'amour », les deux classes ont préparé pour Noël des dessins et des poèmes qu'elles ont échangés. Spontanément, les quatrièmes ont souhaité parler de la guerre, dont ils savaient que leurs camarades avaient souffert. Un petit Vietnamien leur a répondu : « Combien de pauvres et d'orphelins qui pleurent, pleurent, dans leur masure la mort de leurs parents que la guerre cause. Des milliers, milliers de gens qui crient, crient la famine que la guerre leur laisse. Que la guerre s'éloigne de nous, s'éloigne pour toujours. Nous les jeunes à présent, et les maîtres de l'avenir, nous aimons la liberté, la liberté pour l'éternité. Nous voulons du feu dans chaque foyer, du poulet dans chaque marmite. »

Tellement troublante, cette façon dont les deux groupes se sont retrouvés pour décrire l'enfance avec les mêmes mots : douceur, amour, joie, partage, accueil... « L'enfance est le bonheur de la vie », disait l'un. « Le bonheur de l'enfant, quelle que soit sa couleur, est à deux pas », répondait l'autre. Et ils dessinaient des soleils, des arcs-en-ciel.

Image d'eux-même idyllique, idéalisée ? Sans doute. Mais par opposition au monde des adultes, qui fait si peur, qui génère la violence, l'intolérance, la guerre, l'incompréhension. Quelle que soit leur origine, les enfants se sentent tous victimes. Cri d'autant plus terrible que rares sont les adultes à accepter de l'entendre. Si Jacqueline cherche à provoquer des expériences comme celle-ci, c'est évidemment pour lutter contre le racisme, mais aussi contre l'indifférence des adultes, l'idée si répandue que les enfants ne savent pas écrire, pas s'exprimer et qu'ils n'ont rien à dire.

L'année dernière, elle a ainsi travaillé avec une classe non francophone à la réalisation de contes. Après un trimestre, chaque enfant avait produit un conte, l'avait inventé, écrit, dessiné, fabriqué. L'occasion pour chacun de mettre en valeur sa culture, de parler de son expérience propre, de communiquer aussi à partir de ce que chaque culture a en commun, un fond d'universel. L'expérience peut toucher la littérature, comme le chant, la danse, la cuisine, ainsi que d'autres enseignants en ont fait la preuve un peu partout en France.

Là, les enfants nous enseignent. Ils nous montrent la voie. Car nous nous interrogeons : que signifie une société multiculturelle ? Nous pressentons bien que là se joue pour l'avenir un choix décisif. Pour la première fois dans son histoire connue, l'humanité sera-t-elle capable d'échanger sans écraser, de rencontrer sans chercher à assimiler ou à exclure ? Une culture dominante peut-elle faire une place, à égalité, aux cultures minoritaires et non plus se contenter d'en intégrer quelques expressions pour mieux conduire l'ensemble du troupeau au même abreuvoir ?

Ce que les enfants nous suggèrent, c'est un début de mode d'emploi : que la rencontre ne peut être, tout d'abord, qu'individuelle, dans l'échange d'expériences vécues, d'où il ressort que ce qui est commun aux hommes prime sur ce qui les sépare.

C'est cette balance entre l'universel — l'expérience de la souffrance, du déracinement, la recherche d'une identité — et la différence, qui rend l'échange si délicat. Et si riche : il nous en révèle tant sur nous-mêmes et sur le groupe auquel nous appartenons...

Et dans le respect de l'autre que nous apprenons, il réveille ce que nous savons être le meilleur en nous. Il nous montre ce qu'est l'amour. C'est la chaleur, le bonheur de la fraternité, qu'il nous donne, alors. ●

Jean Pierre Faye : "Le langage n'est pas innocent, il est armé. Ecoutons-nous parler"

PAR FABIAN GASTELLIER

COMMENT dire le racisme ? En définitive, quels mots, quelle terminologie trouver pour que les ramifications sournoises ou avouées de la « bête immonde » ne soient ni banalisées ni surestimées ? On n'en finit pas de chercher. En hésitant toujours. Comme si le seul fait de nommer la chose risquait d'en légitimer l'existence. Pourtant c'est bien avec le langage qu'il faut trouver des solutions puisque c'est aussi — et surtout ? — par le biais du langage que de semblables lèpres ont été rendues acceptables. Prendre alors ce langage à la lettre. Le pister mot à mot pour ne pas se laisser avoir par sa ruse. Démanteler les réseaux de ses détournements. D'une certaine façon, c'est l'une des seules voies possibles.

Du moins est-ce l'analyse et l'avis de Jean Pierre Faye, philosophe, cofondateur du collectif « Change » et auteur, entre autres, des « Langages totalitaires » (Hermann). Un livre capital sur la narration hitlérienne, le discours des récitants dans les années brunes, les formules du pouvoir. Un essai qui s'achève par cette proposition de lucidité attentive : « Sociologie des langages, sémantique de l'histoire, critique de la « raison » et de l'économie narrative, ce ne sont là que des degrés d'une tentative pour déchiffrer ces fulgurations : porteuses de mort ou de vie. » Ecoutons-nous parler.

« L'UNITE » : Voici quatre semaines que nous essayons de parler du racisme. Que nous examinons le terme et l'idéologie qu'il véhicule à la lumière des analyses scientifiques, historiques, religieuses, économiques. Or, à chaque fois, le même vertige nous prend : n'essayons-nous pas de trouver un sens, une

(suite en page 4)



TOUCHE PAS A MON IDOLE

Derrière ces statues de marbre et de chair qui font palpiter la patrie fort peu de sang bleu-blanc-rouge... Non contents de nous voler notre pain, ces immigrés — les Adjani, Montand, Platini et autres Noah — prennent la place de nos idoles

PAR FABIAN GASTELLIER

RÊVES glacés... Imaginaire en dérive au long des pages des magazines où s'étalent, multipliées à l'infini, nos stars secrètement adulées. Tel le Narcisse de Devos se mirant dans le vernis de ses souliers, la France profonde s'admire à travers ses vedettes préférées, de film en pub, de stades en concerts. Et plus elle se mire, plus elle s'admire, invitée par le reflet à s'identifier pleinement au visage renvoyé. S'y retrouve-t-elle ?

On les aime tant et tant qu'on rêve de leur ressembler. Plus : on voudrait tout avoir d'eux, se couler en eux, n'être plus qu'eux. Eux, elles : Isabelle Adjani, chouchoute ciné numéro un de tout l'Hexagone ; Yves Montand, père potentiel rêvé des Françaises (1) ; Yannick Noah, raquette de bronze qui fit frissonner Roland-Garros plus quelques millions de téléviseurs ; Sylvie Vartan, le yéyé de nos quinze ans... Porteurs de nos identités cachées. Même à la Trinité-sur-Mer, on doit avoir pour ces idoles les yeux de Chimène pour Rodrigue.

Pourtant, derrière ces statues de marbre et de chair qui font palpiter la patrie, fort peu de sang bleu blanc rouge. De quoi vous traumatiser le groupie nationaliste. Pensez donc, tous des immigrés. D'Afrique du Nord, d'Italie, du Cameroun, de Bulgarie, pour ne rappeler que les origines des divas précitées. Absurde ! Un cauchemar ! De quoi espérer qu'il n'y a pas de vie après la mort pour que ces braves Drumont, Maurras et Gobineau ne puissent pas voir ça... Un vrai bouleversement pour les partisans de la France-française ou de l'Europe européenne. Avoir eu le cœur battant pour Madeleine Sologne, chanté avec Zarah Leander, repoussé les jaunes en Indochine, cassé de l'Arabe en Algérie, monté à la sueur de son front un bar-tabac et toujours consciencieusement voté pour la préservation de la race et se retrouver doté d'un fils renégat qui punaise dans sa chambre les photos d'une bougnoule en petit pull marine, ça vous décourage vite fait...

Sans compter ces filles de pub que l'on ne reconnaît plus. Adieu les platines suédoises, on ne croise plus, dans les allées de la mode, que des Ethiopiennes, des Egyptiennes, des Maghrébines comme Farida Khelfa. Et les p.-d.g., les bistrotiers, les garagistes, les banquiers continuent de flasher sur ces corps de déesses à la peau sombre...

France, tes désirs sont inavouables, tes rêveries scandaleuses. De grands mouvements de menton sous le béret basque pour mieux trembler, après, aux exploits musclés de Platini, de Susic, de Kourichi ; pour mieux s'éclater, dans la nuit, au rythme de Touré Kunda... Qu'est-ce que ça veut dire ?

Elle n'est pas si lointaine, l'époque des années soixante-dix où la « grande » presse, celle qui aujourd'hui insinue que tous les voleurs sont des immigrés et vice versa, ne craignait pas de titrer : « Kopa a mal à la jambe : la France boite. » Kopa ! Un inter de l'équipe tricolore, qui n'avait de tricolore que son équipe et n'était qu'un fils de mineur polonais fraîchement débarqué... Deux poids deux mesures ? Ceux que l'on dénonce là sont les mêmes que l'on adule ici ? Pas si vite... Ils seront nombreux, les fans d'une nation « propre », à vous expliquer qu'ils ne veulent aucun mal à ces étrangers-là. Et pourquoi ? Parce qu'ils ont adopté notre image, pardi ! Que l'assimilation est une idée acceptable lorsqu'elle participe d'un mouvement centripète ; que si l'insertion c'est, par exemple, « l'insertion d'un feuillet dans un livre (2) », ils sont pour à condition de décider du livre. Mais c'est vrai que, souvent, les immigrés ont aidé à cette idée. Tous ceux qui pleuraient en recevant leurs papiers tout frais, ces anti-héros qui sont à présent les héros d'« Adieu Volodia ». C'est qu'il y a les « bons » immigrés comme jadis les « bons » juifs et, au-delà des mers, les « bons » Canaques : ceux qui ont renié leur identité au profit de l'identité nationale. Isabelle Adjani a un patronyme étrange, mais elle est passée par la Comédie-Française ; Farida Khelfa est d'une beauté troublante, mais tellement rassurante lorsqu'elle pose en Dior, en Saint-Laurent, en bien-de-chez-nous...

Las ! Là aussi ça bouge ! Et c'est un peu la mode qui mène le mouvement. La mode et ses stylistes. Ses Azzedine Alaïa, ses Rafik, ses Chachnill, ses Yohji Yamamoto qui créent pour la femme française, mais en l'obligeant à changer d'image, à sortir de son look, à faire l'effort de s'aventurer vers un ailleurs...

Ne délirons pas...

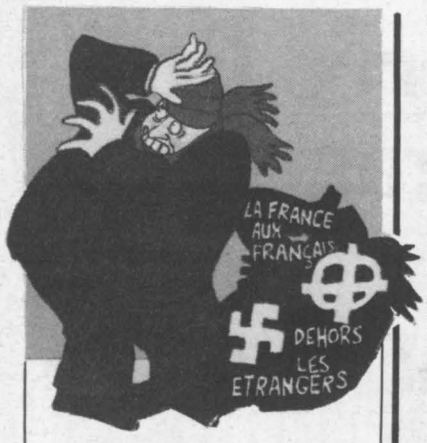
Marie-Caroline Le Pen et sa blondeur-Jutland (3) n'est pas encore drapée dans l'exotisme à la « Barbès » de Jean-Paul Gaultier et peut-être ne s'émeut-elle pas de la voix bisée de Karim Kacel, mais le reflet de la France des années quatre-vingts, en plein dans le brouhaha des pires idées du pire Front national, a de quoi laisser rêveur. Narcisse dans son miroir découvre une image autre. Qu'il ne pourra plus longtemps faire passer pour son absolu sosie. Une image qui est lui et pas tout à fait lui en même temps... Bel avenir... Touche pas à mon idole ! ●

---

(1) Selon un sondage de feu « F. Magazine ».

(2) Citation du « Petit Robert » reprise par le magazine « Latitudes » n° 4.

(3) Appellation contrôlée selon l'hebdomadaire « National » qui sait de quoi il cause.

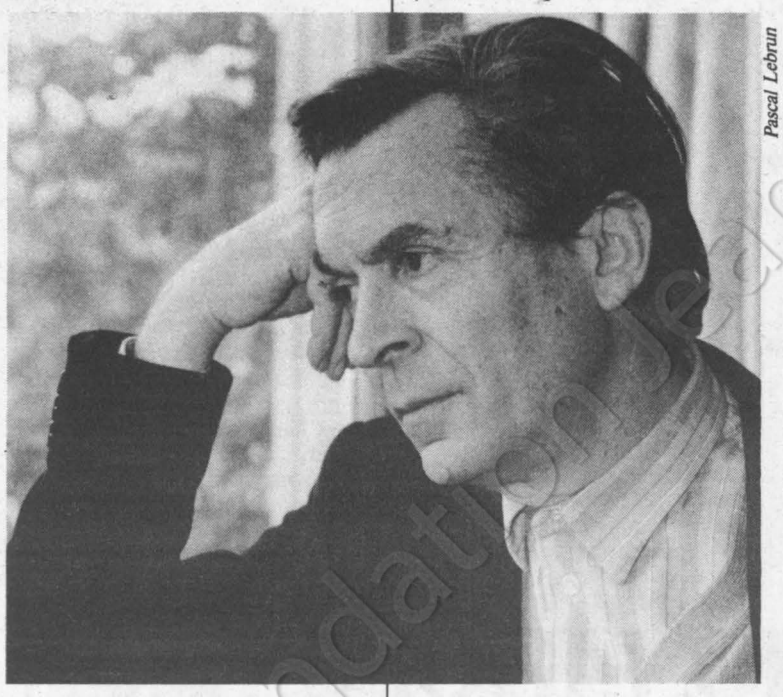


LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

(suite de la page 13)

explication possible à quelque chose d'absurde ?

JEAN PIERRE FAYE : Alors question : peut-on penser l'absurde ? J'estime pour ma part que c'est nécessaire ; qu'il ne faut pas faire comme si cette chose — le racisme — qui est un scandale pour l'esprit, n'existait pas. Qu'il ne faut pas croire que cela disparaîtra de soi-même si l'on n'en parle pas. Mais c'est une notion difficile à admettre, à inclure dans notre système de pensée. C'est révoltant. Pour aborder ce problème, démêler cet écheveau, peut-être devons-nous prendre exemple sur les géomètres grecs qui ont, eux aussi, dû affronter l'absurde lorsqu'ils ont découvert que la diagonale du carré n'était pas mesurable par une unité commune avec les côtés du carré. Imaginez le choc, la révélation : ce qu'il y a de plus simple au monde — un carré — devient tout d'un coup totalement irrationnel. Que faire avec cela ? Où le placer ? Comment l'intégrer ? Ils ont décrété que cette aberration, ce nombre incommensurable, eh bien, il fallait l'appeler aussi un nombre. C'est un « alogon » α ογον quelque chose qui échappe à la parole, qu'on ne sait pas comment nommer — mais il convient de faire avec.


Pascal Lebrun

Le racisme, c'est un peu cela. C'est une pensée faite d'amalgames divers que l'on ne peut analyser clairement, rationnellement ; mais c'est une « pensée ». Ou, plus exactement, une narration. Elle est fausse, mais elle existe. Cette reconnaissance est bénéfique : cela nous permet d'avoir prise sur la narration raciste, de voir où elle mène, ce qu'elle signifie dans l'histoire. Cela nous met un peu à l'abri des pièges qu'elle nous tend. A l'inverse, se refuser à prendre en considération la pensée raciste sous prétexte qu'elle est une monstrueuse déraison facilite son développement sournois.

— Et cette narration raciste, elle mène où ?

— A un violent retour en arrière. A l'archaïsme absolu. C'est une insulte à l'évolution de la réflexion, à la civilisation. Pensez quand même que la production industrielle du racisme, cela a été de faire des charniers à travers l'Europe entière. C'est-à-dire que cela produit de la mort. Beau régime de construction et d'avenir ! Le progrès, ce doit être l'idée d'un mieux pour l'homme. Et non pas la transformation de la condition humaine en cadavre.

— Vous parliez d'archaïsme. Est-ce à dire que le comportement raciste existe bel et bien dans l'homme au stade premier de son développement ?

— C'est l'archaïsme par excellence. J'en veux pour preuve le peuple esquimau. Vivant au milieu des glaces, des phoques et des rennes, il n'a pas tellement l'occasion d'être « raciste » au sens où nous entendons cet adjectif à l'heure actuelle. Mais il a de lui-même une image très positive. Il ne s'appelle pas « esquimau » mais « Inuit », ce qui signifie LE peuple au sens du « peuple excellent ». Pour lui, les autres peuples sont ravalés au rang de « poux ». Lévi-Strauss rappelle d'ailleurs très bien dans ses travaux que cette surestimation de soi est typique de tout peuple à son stade premier. C'est en quelque sorte l'énoncé primitif.

Curieusement, l'Allemagne romantique, au moment de son apogée culturelle mais également de sa faiblesse politique, a réinventé ce comportement esquimau par le biais du philosophe Fichte, un disciple de Kant. Fichte écrit : « Le peuple allemand c'est le peuple originel, le peuple « völkisch ». » C'est-à-dire le peuple qui se suffit à lui-même, qui possède une identité absolue. Cet exemple me paraît intéressant. Voici une nation qui commence soudain à prendre conscience de sa tragédie, de son identité, de ses divisions ; qui se sent en déséquilibre face à l'hégémonie napoléonienne et qui voit le meilleur d'entre les siens, l'homme qui fut l'admirateur de la Révolution française, sombrer dans un discours raciste. « Völkisch », quelque quatre-vingts ans plus tard, sera d'ailleurs l'équivalent germanique du terme français « raciste ».

Une Allemande qui, lors de la dernière guerre, a passé son adolescence en Pologne, m'a raconté que dans sa famille on estimait que les Allemands, pourtant en territoire étranger, étaient « völkisch » — à savoir : le peuple de droit — et que les Polonais, pourtant chez eux, étaient « unvölkisch » — c'est-à-dire « a-peuple », non peuple, néant. On nage là en pleine tautologie, en plein réflexe archaïque de la survalorisation du Moi et en pleine représentation d'une identité fictive qui trouve sa réalité dans la force.

— Mais alors est-ce que l'identité n'est pas la clef — ou tout du moins l'une des clefs — du raisonnement raciste ? Est-ce qu'on ne cherche pas à se valoriser tout en agressant autrui lorsqu'on se sent peu sûr de soi et que la présence d'un « autre » légèrement différent est perçue comme une menace ?

— Vous faites référence au phantasme du « corps morcelé », cette terreur enfantine où l'enfant se voit découpé en morceaux ? Eh bien oui, on la retrouve effectivement dans toutes les grandes pulsions collectives. C'est la notion à double détente du « déchiquetage » : parce que l'on a peur pour soi, on veut détruire l'autre. Cela me fait penser à Hitler. Savez-vous à qui Hitler s'est le plus confié ? Au président du Sénat de Dantzig, Hermann Rauschning. En quelque sorte le représentant du corps morcelé de l'Allemagne puisque ce couloir étroit n'était qu'un lambeau de terre germanique perdu dans un océan polonais. A cet homme plus qu'à quiconque Hitler s'est livré complètement (1). C'est à lui qu'il avoue détester les juifs parce qu'ils ont « inventé la conscience » et que, ce faisant, ils ont agressé le corps. La conscience serait une espèce de microbe qui aurait pénétré le corps et le menacerait. Lorsqu'on sait que les origines et l'identité d'Hitler lui-même, comme de certains autres hauts dignitaires nazis, sont pour le moins « troubles », ces confidences à Rauschning deviennent tout à fait passionnantes.

Pourtant, gardons-nous d'y trouver la clef de toute tentation raciste. Car cette démonstration comme quoi l'incertitude de l'identité peut mener à un rejet de l'autre en passant par une vénération hyperbolique de soi possède son propre revers de médaille, c'est-à-dire une démonstration contraire tout aussi probante. C'est Kafka. Qui est-il ? Un individu vivant au cœur de Prague dans la communauté juive. Un être sans réel langage puisque la Tchécoslovaquie de cette époque parle le tchèque à 80 % et que la communauté parle l'allemand (les 20 % restant sont bien allemands, mais ils évitent ces faux alliés). Enfin : un juif sans langue juive puisqu'il ne parle pas l'hébreu et que le yiddish ne se parle qu'en Pologne. Donc un triple exilé, un triple égaré (2). Or de cette identité douloureuse, difficile, Kafka a fait un fabuleux intrument d'analyse ; une sorte de mémoire explorative. Ces deux exemples divergents prouvent que l'on n'est en rien déterminé dans ses rapports avec « l'autre » par le fait d'avoir ou non une identité assurée. La même angoisse de départ peut donner naissance à la haine d'Hitler comme au génie de Kafka.

— Les théoriciens du racisme étaient pourtant bien à la recherche d'une identité. La leur, celle de leurs semblables. Drumont, Gobineau ont bien essayé de se trouver un berceau unique et meilleur que les autres, non ?

— Ecoutez, dans cette horreur, cet épisode est plutôt comique. Car les racistes n'étaient pas d'accord sur leur racisme, sur leurs racines. Ils voulaient bien revendiquer une origine, une identité qui se suffirait à elle-même et exclurait les autres, mais on allait trouver plusieurs papes pour cette même Eglise, plusieurs doctrines dissonantes pour cette même « unité ».

Le mot « racisme » a été inventé aux alentours de 1890 par un disciple de Drumont qui voulait ramener la France au peuple celti-

DEUX DOCUMENTS SEMBLABLES BIEN QU'INVERSES

Un texte nazi en 1933

« La direction de la police nous écrit : le commencement du semestre d'été doit compter avec un afflux d'étudiants étrangers dans nos universités. Comme le type racial des étudiants étrangers, en particulier ceux provenant des pays du Sud ou de l'Orient, peut donner lieu à des confusions inopportunes, la population doit être attentive à cette question. Il est nécessaire d'éviter avec soin que ces étudiants étrangers soient molestés, en raison des conséquences économiques ou de politique culturelle, afin qu'ils ne soient pas conduits à interrompre leurs études en Allemagne et à les poursuivre à l'étranger. »

« Breisgauer Zeitung », 19 avril 1933, p. 3.

Le Pen en 1984

— Ma mère habite le XX[e] arrondissement, c'est une brave ménagère qui ne fait pas de politique. Quand vous avez fait un score aux municipales, elle m'a dit : « J'ai peur. »

— Peur de moi ? Cela me touche, j'ai horreur qu'on ait peur de moi. C'est absurde !

— Mais vous pouvez être amené à la faire expulser, non ?

— Eventuellement. Si vous préférez rester des étrangers, c'est respectable, mais il faudra partir. Vous ne vous êtes pas gênés avec les Français d'Algérie !

Jean-Marie Le Pen ne veut surtout pas faire de peine à quiconque. « Qu'est-ce que vous voulez, on aime mieux sa famille que celles des voisins. M. Chadli aime mieux les Algériens que les Bretons.

— Mais ce jeu que vous jouez, sur l'insécurité, sur la violence ?

— Il ne suffit pas de pousser la porte de chez nous pour avoir tous les droits !

Certes. Et là, notre collaborateur s'est laissé aller. Il a du Front national, c'est vrai, une idée complètement dépassée. Schématique.

— Vous ne craignez pas, un peu, que la présence des immigrés compromette la pureté raciale du peuple français ?

Le Pen a été catégorique. Aucune équivoque.

— Bon, et les Arabes, en Israël, ils ont aussi des problèmes avec les juifs, non ?

« Les Nouvelles » 2-8 février 1984 p. 11 (propos recueillis par Abdel Aïssou).

Les deux documents qui se font face ici sont semblables, bien qu'inversés :

— Le premier, celui des nazis en Allemagne, expose avec une feinte prudence que l'on ne doit pas confondre le « type racial » — le « Rassentypus » — d'un étudiant étranger venu des pays du Sud ou de l'Orient avec... le citoyen allemand que vont frapper les lois racistes et antisémites du Reich hitlérien. La « confusion » pourtant aura lieu à Auschwitz-Birkenau, où les Tziganes aussi auront droit à l'extermination bien qu'ils proviennent de l'Inde prétendument « aryenne ».

— Le second, celui du Front national en France, expose avec une modération feinte que les « non-citoyens » seront expulsés en tant que tels. Mais le mythe de la « pureté raciale » intervient brutalement à l'arrière-plan : « Bon, et les Arabes en Israël, ils ont aussi des problèmes avec les juifs, non ? » Ici, Le Pen devient... israélien envers les Palestiniens et arabe envers les juifs, tout à la fois. Deux « racismes » antithétiques, s'il y en a, ne seraient pas trop pour lui.

Jean Pierre FAYE

Enquête réalisée par Lucien Curzi, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Jean Liberman, Pierre-Yves Poindron.

que. Mais Maurras voyait ça d'un très mauvais œil, parce que lui voulait exalter la latinité. En plus, le rêve celte des adeptes de Drumont a de quoi faire sourire. Tout tourne autour de Gargan-tua, notre dieu le plus gaulois de tous, que la Nouvelle Droite aujourd'hui – et notamment Alain de Benoist – explore sous toutes les coutures. Mais ce sont de bien piètres explorateurs car ils passent à côté de l'essentiel. Ce Gargan-tua (ou Gurgunt), une chronique anglo-normande du XII[e] siècle, nous apprend qu'il est le fils de Belenos (ou Belenus) (3). Or ce Belenus, que l'apologiste romain Tertullien retrouve en Pannonie romaine (actuelle vallée danubienne), ne semble guère être différent du Bal (ou Baal) oriental. Notre Gaulois est bien dépassé ! Il nous arrive par les narrations hébraïques ou araméennes en ayant traversé les langues dites indo-européennes. Cela remet en question le pur peuple celte, non ? Ainsi que ces cauchemars appelés « différences », « frontières ». Cela dit, je ne pense pas que Le Pen ait l'intention de rendre officiel le culte de Gargantua. Et puis nous sommes protégés par nous-mêmes, si j'ose dire. Lorsque les nazis ont rêvé au Walhalla, ils avaient Wagner. Beau, mais terrible, dur, triste. On s'y abîme aisément. Nous, pour notre dieu gaulois, nous avons Rabelais. Autrement plus ironique !

– Le passage des peuples à travers les peuples ; les grands brassages...

– Heureusement que c'est cela, notre origine ! Car c'est ce qui fait la grandeur des nations. Regardez Athènes. D'une Grèce grande comme un département, on est passé à une sorte de « mondialisation ». Là, l'ethnie grecque s'est mêlée à tout, à la civilisation égyptienne, babylonienne, araméenne de Syrie, etc. Et c'est grace à ces apports qui l'ont renforcée qu'Athènes est arrivée jusqu'à nous à travers les siècles. Si elle était restée cette tête d'épingle refermée sur elle-même, on n'en saurait sans doute plus rien.

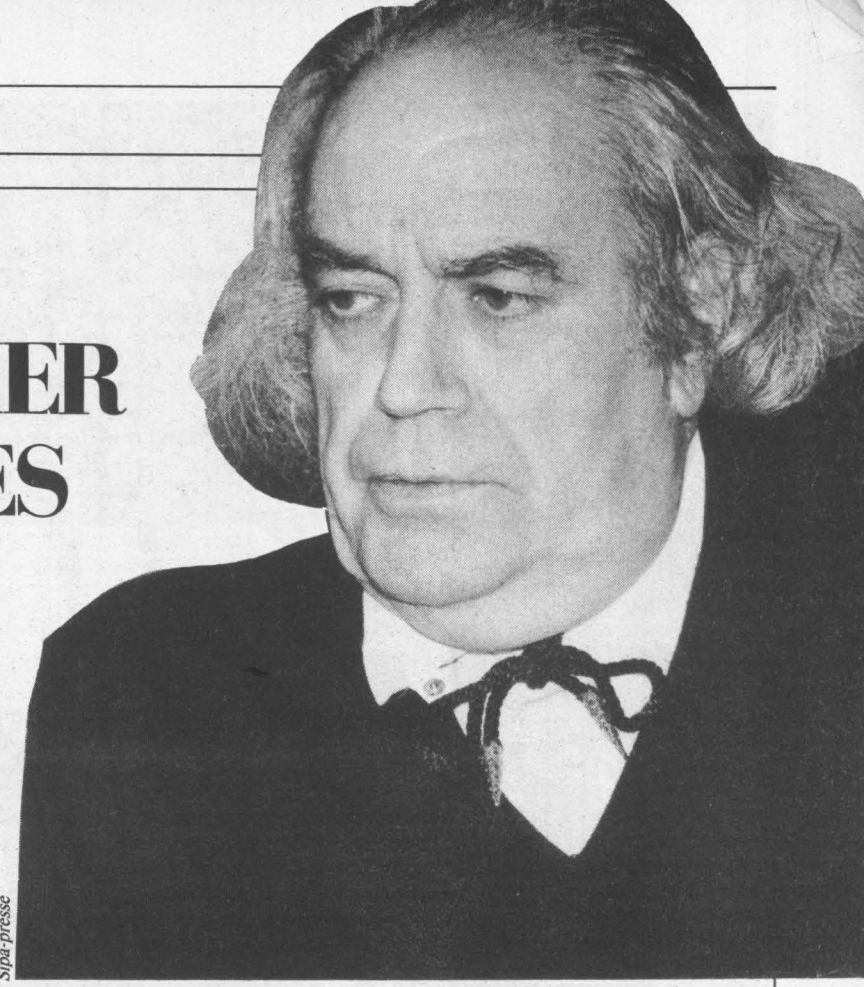
– Mais quel est le mode d'emploi pour un pari de société, de nation multiculturelles ?

– Dire et redire envers et contre tout et tous que la poly-ethnie a cent fois plus d'intérêt que la mono-ethnie. Et multiplier les espaces où les cultures peuvent se mêler. Je pense à La Villette, ce quartier au nord de Paris, dans une zone déjà habitée par de multiples communautés ethniques, culturelles et linguistiques différentes. Le grand centre qu'on y prépare, ouvert à la fois sur les sciences et les arts, est peut-être le lieu d'avenir pour les rencontres. Le Paris de demain, plongé dans la culture du monde. Je crois aussi énormément à la force de l'intégration. L'autre se sent étranger – et sera ressenti comme tel – tant que, justement, on le gardera à distance. C'est poser le problème du vote des immigrés que de dire cela. Traditionnellement, toute personne qui vote devient citoyen à part entière de la citée – ou, comme on disait en l'An II, membre du peuple souverain. A ce titre, il peut s'exprimer, discuter et peut-être chargera-t-il d'attitude, peut-être sera-t-il moins hostile – s'il l'était – qu'avant. Attention : je ne dis pas que le fait de voter vous guérit tout d'un coup d'une tentation de violence, les choses sont hélas – ou quand même – plus complexes, mais cela peut donner à réfléchir. Et puis cela me rappelle le si bel article 4 de la Constitution de l'An I – 1793 – où il est écrit « tout étranger âgé de vingt en un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année – y vit de son travail – ou acquiert une propriété – ou épouse une Française – ou adopte un enfant – ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin,

(suite en page 17)

REMARQUES EN MARGE DU DOSSIER SUR LES RACISMES

PAR FRANÇOIS CHATELET



Sipa-presse

LE racisme est sans doute la maladie sociopolitique la plus abjecte et la plus délétère qui infecte notre modernité. C'est un devoir des Etats et des gouvernements de mettre toutes les forces et toutes les subtilités des lois, des règlements et des dispositions administratives pour combattre, circonscrire et, si possible, annuler ses effets dans la société. Ce doit être une exigence pour chaque membre de la collectivité historique, à quelque place qu'il se situe, de pourchasser en soi-même et de dénoncer, là où elles apparaissent, les traces de cette lèpre. Ce devoir-être, il faut le proclamer et veiller énergiquement non seulement à ce qu'il devienne la norme du droit (positif), mais encore qu'il régente les conduites sociales quotidiennes. Rien de ce qui est fait de ce point de vue n'est inutile. Cependant, il y aurait de la légèreté à croire que suffisent les articles de loi, les tribunaux, les déclarations solennelles et les meetings. Trop d'exemples – de l'Union soviétique à Israël – montrent aujourd'hui ce que peut « couvrir » l'expression apparemment exemplaire du formalisme juridique ou la rhétorique moralisante des assemblées internationales et des parlements. De manière quasi unanime, le racisme est condamné ; il sévit partout, directement ou sournoisement.

Ne faut-il pas, par exemple, que niche dans les boîtes crâniennes des Européens des quatre derniers siècles – prêcheurs, marchands, soldats, princes, clercs ou bourgeois – une formidable dose de mépris, de négligence, de méchanceté envers les populations noires d'Afrique pour que ce continent ait subi le saccage que l'on constate maintenant, et que la venue, le trafic puis l'implantation des voyageurs venus du Nord aient pour effet massif la destruction des terres, des flores, des faunes et des climats et ses corollaires : la malnutrition, la famine et la mort ? La *vraie* cause est le profit, le capitalisme, prétend-on pour faire plus « scientifique » ! C'est précisément ce genre de réduction (ou de dérive) que le dépistage des racismes doit refuser.

LÀ précisément est un aspect décisif des perspectives qu'il faut adopter si l'on veut combattre efficacement le fléau. J'ai été fort bien impressionné de voir regrouper, dans les précédents numéros de « l'Unité », signées des noms les plus éminents et les plus compétents, des mises au point scientifiques (sans guillemets, cette fois) établissant une fois de plus qu'en aucun des domaines où se sont exercées les disciplines d'observation et d'expérimentation le racisme n'est légitime. Concernant l'espèce humaine, la notion de *race* est inconsistante scientifiquement ; l'idée d'*ethnie* – qui est venue en relais pour des utilisations biologiques, génétiques et ethnologiques soigneusement contrôlées – doit être maniée avec précaution, et les spécialistes ne cessent de réclamer la plus grande circonspection. Et, cependant, dénué de toute base réaliste, répudié rhétoriquement par ceux-là même qui le pratiquent de la façon la plus éhontée, le racisme insiste de multiples manières, jouant tantôt la carte de la provocation, tantôt celle du constat attristé – la « chose » incroyable dont il faut convenir ! – travaillant dans la confusion, dénonçant avec véhémence tel racisme pour pouvoir s'adonner benoîtement à tel autre. *Il s'alimente à son incrédibilité même.* Interrogé par un journaliste, Le Pen ou tel autre accordera tout ce que voudra l'interlocuteur au gré des circonstances, y compris le fait que le racisme est grossier et simplificateur. Quelques minutes après, il fera acclamer à la tribune des mots d'ordre taillés dans le plus pur et le plus élémentaire matériau antiarabe, antisémite et xénophobe.

LA mise en œuvre du langage raciste, les pratiques d'exclusion et de discrimination du racisme, dans l'état actuel de la culture politique moyenne aujourd'hui, reposent sur un *mensonge consenti*, sur des approximations et des contrevérités acceptées par mollesse. L'identification de ce mensonge, la réfutation de ses arguments, le démontage des mécanismes sociaux qu'il utilise pour susciter des conduites sont des éléments importants du combat antiraciste. Pour nécessaire qu'elle soit, la condamnation globale du racisme n'est pas suffisante. Non seulement il faut le faire connaître dans sa généralité comme l'expression moderne particulièrement ignoble de l'idéologie de la domination, mais encore il convient d'analyser systématiquement ces spécifications, ainsi que les rhétoriques et les conduites réactives ou destructrices singulières que celles-ci impliquent et de dénoncer les réductions que, sous prétexte d'explication, on opère et qui sont autant de justifications et de lâchetés.

L'EXTIRPATION des racismes des mentalités contemporaines, qui passe évidemment par l'adoption de mesures politiques et administratives, permettant aux membres des collectivités qui sont victimes de l'exclusion raciste de s'associer, s'ils le souhaitent, à la gestion de leur propre existence au sein de l'existence de la société dans son ensemble, ne sera effective que si, à tous les niveaux de la vie du pays, se développe dans tous les lieux d'enseignement et de culture un vaste mouvement de connaissance expliquant les racismes tels qu'ils sont. Non certes sous la forme de la propagande ou d'un *credo* moral ! Non pas seulement non plus comme article essentiel de l'instruction civique. Mais *précisément* comme élément de la connaissance : biologique, historique, sociologique, philosophique. L'éradication du mensonge suppose, bien sûr, le rappel des enseignements des sciences naturelles et des méandres de mauvaise foi à travers lesquels il leur fallut passer. Mais il doit aussi démanteler logiquement et historiquement la configuration formelle qu'adopte le racisme pour diffuser et accréditer ses énoncés. On l'a souvent remarqué : l'antisémite a toujours « son » bon juif. On peut parier, sans risque de se tromper, sur la généralisation, le cas échéant, de cette crapuleuse ruse : si on accorde au raciste la réalité de la notion de race, il dressera un tableau des races maudites, celles-ci le disputant à celles-là dans la bassesse et l'ignominie. Mais si on lui résiste en quelque manière et qu'il trouve quelque intérêt à tempérer ses jugements, alors il reconnaîtra que, même parmi les pires, il en est qui se rachètent par quelque trait qui les rend moins insupportables... par comparaison avec ceux qui, à une époque donnée, sont l'incarnation du mal et du malheur. Que de « dissertations » dans les médias, durant la guerre d'Algérie, sur les mérites fragiles et relatifs des Berbères comparés aux cruautés de conquérants inassouvis des Arabes !

La guerre d'Indochine, il est vrai, avait fourni sur les vices respectifs des Asiatiques de la péninsule extrême-asiatique des discours éloquents mêlant les ragots aux observations prétendument scientifiques ! Il n'est certes pas nécessaire de s'étendre sur le caractère frauduleux de ces opérations d'« intoxication » idéologique : ce qu'il faut en retenir, c'est que non seulement il n'y a pas de bon usage du racisme, mais encore que la bien banale (et bien normale ?) revendication d'appartenance, lorsqu'elle prend un tour racial, lorsqu'elle se veut une inscription biologique dans une « nature » et qu'elle cesse d'être un cliché littéraire ou une réaction de peur, est grosse d'énormes dangers et d'infinies souffrances.

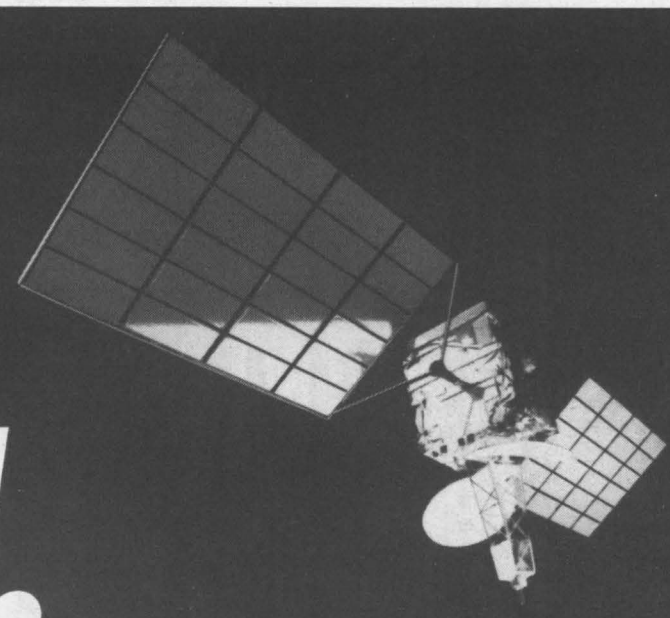
IL faut signaler aussi un autre trucage qui conduit, lui, quelquefois involontairement, à minimiser le racisme : la réduction/dérivation. Le paradoxe est que ceux qui en ont usé les premiers avaient des objectifs antiracistes : ils voulaient montrer que l'argumentation et les pratiques qui conduisent à l'exclusion de groupes humains prédéterminés est sans fondement, que l'idée de race est faible en inconsistance et qu'elle est seulement là pour masquer l'effet d'une causalité mauvaise et plus profonde. Ainsi en est-il du marxisme-léninisme qui fait des sciences un *prétexte* des menées colonialistes et impérialistes ; de l'intégrisme chrétien qui « légitime » l'antisémitisme par une insistante référence à l'histoire du Christ, etc. Modalité de la lutte des classes, épisode du conflit entre confessions religieuses, le racisme est comme dilué, et le type d'horreur spécifique dans l'humiliation, l'exclusion et la destruction qu'il détermine n'apparaît plus que comme une des catégories des conflits idéels et sociaux qui traversent notre monde.

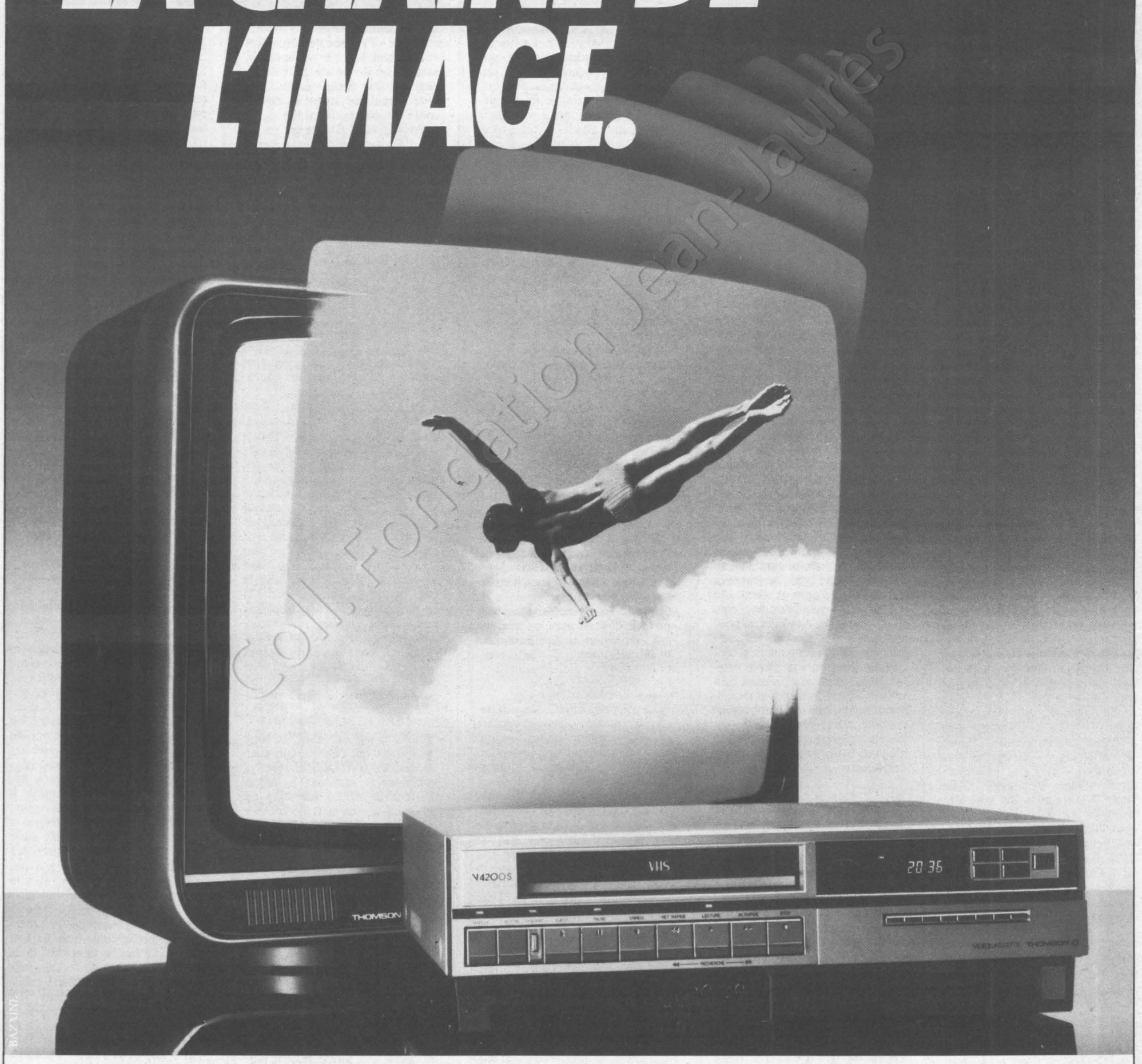
LE comble de la confusion (souvent entretenue) est atteint lorsqu'est qualifié de raciste le simple sentiment de la différence. Une collectivité nationale, par exemple, est constituée de multiples individus et de multiples groupes plus ou moins étendus, se recoupant évidemment les uns les autres, chacun possédant sa (ses) singularité(s), différant les uns des autres, se ressemblant un peu ou beaucoup les uns les autres. C'est là un fait que le droit doit protéger. Car il est un fait aussi qu'entre ces individualités simples et complexes s'établissent des alliances, des échanges, des transferts, des importations, mais aussi des relations de domination, d'exploitation, de captation, de « phagocytose ». Mais ces dernières entreprises mutilantes ou destructrices ne sauraient être tenues pour du racisme, même s'il arrive fréquemment qu'elles cherchent une légitimation à leurs exactions par des argumentations de type raciste.

JEAN-PAUL SARTRE l'a bien montre : l'abjection du racisme est qu'il englue l'autre dans une nature essentiellement mauvaise, qu'il crée de toutes pièces cette nature à partir de prétendues expériences passées et présentes et qu'à partir d'un trait qu'il croit avoir repéré – un caractère biologique, une appartenance religieuse, une inscription culturelle, un lieu de naissance – il « déduit » arbitrairement toute une configuration d'attributs censés caractériser la « race ». Dès lors c'est une tâche capitale pour une nation qui veut actualiser plus largement ses virtualités démocratiques que d'approfondir et de diffuser les connaissances qui permettent de démonter les traditions racistes du passé, *toutes* les traditions racistes du passé, qui s'alimentent à des sources différentes, émergent à *telle* époque pour *telle* cause, sommeillent, puis se réactivent à *telle* autre époque pour *telle* autre cause. Car il s'agit de montrer qu'à l'origine des racismes il y a des opérations idéologiques spécifiquement montées et entretenues utilisant des conflits réels. Revenir aux origines historiques des mensonges, aux circonstances de leur induration dans le tissu idéel de la société risque sans doute, de temps à autre, de blesser la fierté nationale et les tabous religieux ! Le renforcement de la démocratie vaut bien ce risque. ●

(1) François Châtelet, philosophe, auteur notamment de « la Naissance de l'histoire » (Minuit), « Conceptions politiques du XX[ème] siècle » (en collaboration avec E. Pisier ; Presses Universitaires de France) ; d'une « Histoire de la philosophie » (Hachette) et de deux essais sur « Platon » (Gallimard), et « Hegel » (Seuil).

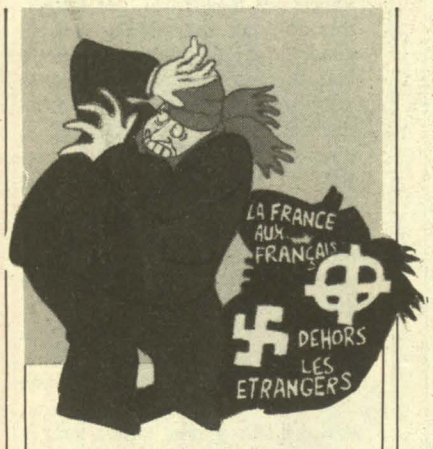
THOMSON. LA CHAINE DE L'IMAGE.





Thomson est présent à chaque maillon de la chaîne de l'image. Les caméras et les régies Thomson créent l'image. Les émetteurs et les relais Thomson transmettent l'image. Ces images, recevez-les sur un téléviseur et un magnétoscope Thomson.

THOMSON



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

(suite de la page 15)

qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité — est admis à l'exercice des Droits de citoyen français ». Cet article d'une Constitution jamais appliquée, il serait peut-être temps de lui faire voir le jour.

— Dans le climat actuel, pareil pas en avant ne paraît guère possible !

— Le climat actuel. Oui. Ne le sous-estimons pas, ne le banalisons pas. Les pièges du raisonnement racistes sont si multiples ! Et parfois tellement transparents que l'on peut tomber dans le panneau sans s'en rendre compte. Wagner et sa mythologie du sang, par exemple. A l'opposé, Nietzsche et son culte de la dureté. Tous deux, parce qu'ils baignaient dans des eaux polluées, ont apporté sans doute sans le vouloir leur contribution au nazisme à venir. Michelet aussi, avec sa réflexion sur la sagesse de l'Orient, cet Orient des Vêda, des Aryas, a fait, sans y penser vraiment, un joli cadeau aux Gobinistes...

En fait, les discours racistes traînent partout et depuis toujours, n'ayons pas la naïveté de les redécouvrir ! L'alphabet du racisme ordinaire, nous le garderons à nos basques aussi longtemps que les gens parleront et parleront n'importe comment. Mais il arrive un moment où s'opère ce que j'appellerai une combinaison, un effet combinatoire qui amplifie les discours en place. Le système nazi, par exemple, n'a pas inventé ses mots de mort qui ont conduit à la mort, mais tout un tas de circonstances — économiques, sociales, politiques, culturelles — ont créé des liens entre ces mots de mort et ils sont devenus doctrine, programme politique.

Il faut se méfier de cela, qui est justement en train de se produire en France aujourd'hui. Il faut voir jusqu'où le poisson entraîne le bouchon dans de pareils discours. Si tant est qu'on ouvre les yeux et qu'on prête l'oreille à ce que l'on entend raconter sans y faire attention. On peut apprendre aux jeunesses futures à savoir lire et écouter. Ce devrait être aussi ça, la culture véritable. Il ne suffit pas de gaver les jeunes de techniques et de faits, de statistiques, mais il faut leur apprendre l'éveil à ce qui se raconte autour d'eux.

— Comment ?

— Jean Baudrillard, dans son livre « la Gauche divine » est, lui, à la recherche d'une espèce d'aristocratie du secret qui se détournerait du social de masse, cette espèce de casserole accrochée à la queue de la gauche et qu'il méprise. Personnellement, je ne crois pas que c'est dans le secret qu'il faille se retirer mais dans l'écoute. Il faut savoir que tout ce que nous racontons a toujours un surplus que nous ne percevons pas dans le moment. Un surplus qui fait que la chose qui vient de se dire n'est jamais entièrement racontée. Ce qui va être dit peut être un élément libérateur ou bien un élément de confusion supplémentaire. Nous devrions être en état permanent d'attente/attention, car le langage n'est pas innocent, il est armé. Des exemples : à la fin du XIX[e] siècle, il y a quelque chose qui est dit en plus, qui passe inaperçu dans le brouhaha général et qui va être donné en gage au Troisième Reich. Quelques-uns l'entendent : l'historien Augustin Thierry l'a déjà entendu vers 1830 lorsqu'il dit : attention, « la lutte des classes — ennemies et rivales — va être traduite en guerre des races ». Et c'était déjà fait. Un autre exemple : au début du XX[e] siècle, dans une folle revue autrichienne qui s'intitulait « Ostara », on pouvait lire : « Ils voulaient la lutte des classes, ils auront la guerre des races, jusqu'à la castration. » Un oracle de cauchemar lorsqu'on pense aux expériences médicales dans les camps, trente ans plus tard. Dans cette même revue, on pouvait également trouver plein d'analyses sur la nécessaire protection des femmes nordiques et de leur descendance. En bref : tout ce qui fit les Lebensborn. Au milieu de cette hystérie que l'on a dû à l'époque traiter par-dessus la jambe tant elle paraissait aberrante, il y a déjà la totale réalité des camps. Voilà un exemple du « surplus ».

Car ce surplus, ce n'est pas un secret, quelque chose qui serait enveloppé couvert de voiles au fond du sanctuaire. C'est au contraire quelque chose qui passe sous notre regard mais à toute vitesse. Quelque chose de complètement visible, qui « crève » les yeux. En regardant passer autour de nous ces trains express de la narration rapide, ayons l'œil plus vif et peut-être pourrons-nous gagner de vitesse ces idéologies-là. Formons les générations futures à la chasse spirituelle. C'est en cela que la culture est un bien et pas seulement quelque chose qui orne nos fins de soirées une fois que nous avons fait nos huit heures.

Je dirai donc qu'il faut prendre au filet le bavardage de ces gens-là, de ces Le Pen, puis l'analyser. Ainsi nous ne les surestimons pas, mais nous n'en faisons pas non plus des martyrs en les critiquant sans arrêt. Ce que nous faisons permet de démontrer le côté rabâcheur, de décoder les stéréotypes, d'expliquer que cette phraséologie n'a de vertu que parce qu'elle bénéficie d'un certain effet combinatoire dû à ce que l'on appelle communément la conjoncture.

Hitler avait dit « la parole jette des ponts vers des horizons inconnus ». Bon. Essayons donc de connaître cet avenir en sachant écouter la banalisation qui a cours dans le présent. Ne croyons pas, devant la médiocrité des discours actuels, que ce ne sont que des mots et que ce n'est donc pas grave. Ce ne sont pas que des mots, c'est aussi une façon de rapporter notre vie. Nous sommes pris, que nous le voulions ou pas, dans ce filet qui est aussi notre réel. Ce qu'il faut se dire, c'est que — d'accord — nous n'avons pas la maîtrise des gadgets atomiques, des discours des puissants et des dés qui jouent notre vie à notre place, mais que nous pouvons garder le cornet à dés. Nous pouvons rejouer notre jeu. Le jeu est nôtre, même si les données du jeu nous sont imposées. ●

(1) « Gespräche mit Hitler » ou « Hitler m'a dit », Hermann Rauschning, 1939, Paris, Coopération.
(2) On peut même ajouter le trouble de l'image incertaine du père. Figure absente chez Hitler, figure conflictuelle chez Kafka.
(3) Il est possible d'en retrouver des traces en France, cf « Tombelaine » ou « Tombe-Belaine » près du mont Saint-Michel (mont Gargan jusqu'au XII[e] siècle).

FRAGMENTS D'UN DISCOURS RACISTE

Après avoir lu l'entretien avec Jean Pierre Faye et le texte de François Châtelet, si nous ne sommes pas convaincus que le racisme transite d'abord par la parole voici quelques exemples bien ordinaires

Marjorie, trente-sept ans, courtière en assurance, Haïtienne.

« Depuis dix-huit ans que j'habite et travaille en France, j'ai subi peu d'agressions racistes. Pourtant, depuis l'été dernier, ça se multiplie. L'autre fois, en pleine rue, à cause d'un quiproquo banal, un type m'a lancé : « Les nègres, il faut que ça rentre chez eux. » La phrase type, quoi. A laquelle je m'étais préparée en me disant qu'il ne faudrait surtout pas réagir. Mais il y avait comme un attroupement autour de moi, les gens se rapprochaient. Tu sais, j'ai eu peur. Peur d'être lynchée. J'ai serré mon casque de moto dans mes mains, prête à cogner. A rendre coup par coup. Ce jour-là, j'ai compris que lorsque tu es attaqué sur ton identité profonde, tu ne peux pas fuir. Jamais. Tu as envie de te battre. »

Sabrina, onze ans, écolière, d'origine pied-noir.

« Je pense que beaucoup d'enfants sont racistes, mais je crois que s'ils le sont c'est parce que leurs parents leur apprennent. J'entends souvent des réflexions du genre : « Sale Noir, retourne dans ton pays, ici on est en France. » Quand j'étais à Livry-Gargan, j'ai demandé à mes amies si elles étaient racistes. Elles m'ont répondu « non » sauf une qui s'est levée et qui a dit : « Si, moi, mais que pour les Arabes. » Alors je lui ai demandé « pourquoi ? » et elle a répondu « parce qu'ils sont sales et ont des poux ». Moi, personnellement, je ne fais pas de différence parce que mes parents m'ont appris à ne pas en faire. »

Isabelle, vingt-huit ans, attachée de presse, Française.

« J'étais dans un train. Retour d'Italie vers la France. Un compartiment vide. Un garçon est entré, le genre baba-cool avec sac à dos et santiags. Il s'est installé sans s'occuper de moi. A un moment donné, il m'a prié de lui donner l'heure. Et nous avons échangé quelques banalités sur le temps, les transports... Puis il a demandé : « Vous êtes juive ? » Etonnée, j'ai acquiescé. Un réflexe... Alors il a plié bagages. « J'aurais dû m'en douter », fut sa dernière phrase avant de partir s'asseoir dans le compartiment d'après. Ce qui est fabuleux, c'est que si j'avais menti il serait resté. Où est ma différence ? C'est beau, le racisme ! »

Sylvie, mère d'une petite fille métisse (le père est guadeloupéen).

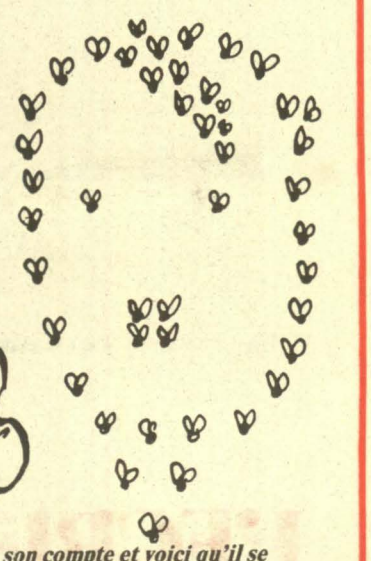
« Dans l'autobus, quand j'ai ma gamine sur les genoux, les gens me regardent bizarrement. C'est qu'ils ne comprennent pas bien. Moi toute blonde aux yeux bleus et elle, Aude, avec son teint café au lait et ses cheveux crépus. L'autre jour, une dame assise en face de moi m'a fixée longtemps, perplexe. Elle a fini par me demander : « C'est la vôtre ? » Et comme je répondais poliment « oui madame », elle a soupiré et m'a dit, d'un ton apitoyé : « Ma pauvre ! Vous êtes bien méritante ! » Je crois que je l'aurais giflée. On parle souvent du racisme anti-arabe ou anti-noir. On oublie trop souvent celui dont sont victimes les Antillais, Français à part entière, mais qui se font agresser à cause de la couleur de leur peau. »

Maamar, employé, d'origine algérienne.

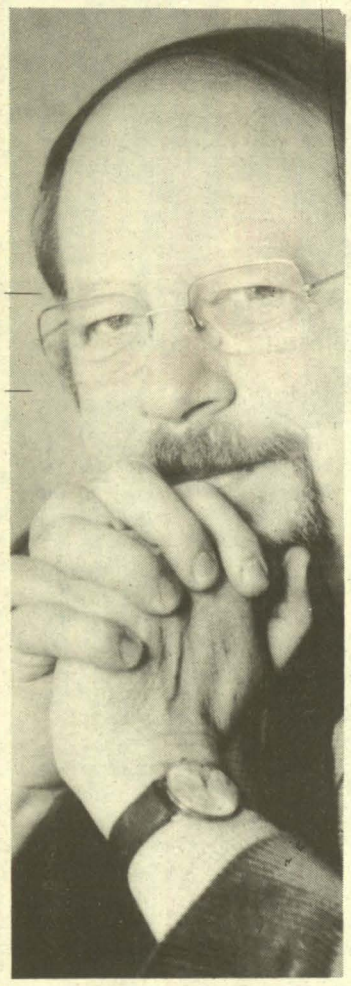
« Les réflexions racistes, j'en entends tous les jours. On me traite de « sale Arabe » quand j'ai le malheur de bousculer quelqu'un sans le faire exprès. J'enrage, mais je ne dis rien. Une fois, j'avais répondu, et j'ai eu tout de suite quatre personnes prêtes à me sauter dessus. Ce qui m'énerve le plus, ce sont les personnes racistes, mais bien intentionnées. Par exemple, celles qui disent de moi, au bureau « lui, c'est un bon Arabe, travailleur, gentil ». Ou alors : « Pour un Arabe, il est intelligent. » Pour moi, c'est tout le contraire d'un compliment. Et ça me fait mal. »

Entendu dans une épicerie du XV[e]

Peu de monde dans la boutique, juste elle, lui et moi. Lui est un vieux monsieur antillais, elle c'est l'épicière d'ordinaire affable, serviable. Mais aujourd'hui elle est de marbre. Les plaisanteries du vieux monsieur ne lui tirent aucun sourire. Elle a commencé son compte et voici qu'il se ravise, il a oublié un article, impatience à peine perceptible. Notre vieux monsieur tout chargé de paquets quitte enfin la boutique me priant de refermer la porte derrière lui. La patience de l'épicière éclate alors — une fois la porte fermée : « Ils nous prennent vraiment pour leurs boys », me dit-elle à moi qui suis déchu à ses yeux pour avoir aidé un vieux monsieur de couleur.



La chronique littéraire de Claude Glayman



**** Philippe Djian : « 37,2° le matin » — Bernard Barrault, roman.***

« VOUS vous placez délibérément en dehors de la littérature ! », déclare un éditeur au héros du dernier roman de Philippe Djian qui essaie de lui fourguer son manuscrit. A son tour, le héros réplique en commentant une émission littéraire qu'il regarde à la télévision : « Une bande de types à moitié morts présentaient leur dernier bouquin... ces mecs-là étaient au goût du jour. C'est vrai qu'une époque a les écrivains qu'elle mérite et ce que j'avais sous les yeux était édifiant... Peut-être que l'émission était : comment tirer à 300 000 quand on n'a rien à dire et qu'on a ni âme, ni talent et qu'on ne sait ni aimer, ni souffrir, ni mettre un mot devant l'autre sans que ça fasse penser à un bâillement. »

La vérité, c'est que Philippe Djian incarne une littérature sans tradition. Son livre fascine, pas seulement parce qu'il est bourré de talent (on songe au précédent d'Emile Ajar, bien que ce dernier soit sans rapport avec Djian), mais parce qu'il est vraiment neuf. Neuf dans le ton, neuf par ce qu'il raconte. Une autre manière de dire, enfin une autre manière de dire ! De dire l'univers actuel, perçu, vécu par un jeune homme de 30 piges et un peu plus, marginal par rapport à nous, aux normes du passé mais de plain-pied avec les nouvelles générations, aussi bien la « bof » que celle de « touche pas à mon pote ».

Fabuleux et même terrifiant le comportement que nous ressentons, pressentons, mais qui a coupé avec celui de la culture précédente. A un moment Djian dit qu'il montre « la rage de vivre modèle 80 » mais quelle est-elle, cette rage de vivre ? Celle d'un type qui est tour à tour plombier, serveur dans une pizzeria, livreur de pianos, auteur d'un casse, braqueur en postiche, écrivain à ses heures et à sa manière, etc. Question travail, il est toujours bien fait et au-delà même. Jamais de révolte de type syndical ou autre. Ce gars a rompu depuis toujours avec les valeurs des adultes, ses pères, mais le boulot c'est sacré. Aucun patron n'aura d'ennuis avec ce gaillard, réglo et soumis, vaincu.

Avec Betty, la femme qu'il aime par-dessus tout, c'est une autre paire de manches. La révolte bout en elle à chaque instant, Betty explose sans cesse, c'est du vif-argent, les éditeurs qui disent « niet » au manuscrit de son mec en savent quelque chose. La solitude est à deux, on baise, on bouffe (essentiels, les bons petits plats qui mijotent et les courses qui sont scrupuleusement faites, sans compter les canettes de bière comme chez Bukowsky), on ne fait rien. Pas de fric, un mois d'avance c'est le Pérou, pas de boulot sauf ces trucs (pas les Tuc) qu'on trouve toujours ou les bicoques à réparer. Il y a bien sûr les potes, Lisa la sœur de Betty et son jules, les potes c'est toujours par couples. La moralité est absolue, on ne trompe pas sa femme, du moins pas Betty.

Parfois il y a des gniards, mais alors là, quel cirque ! Betty c'est ce qui la rend dingue, être enceinte serait son désir le plus cher. Sans en avoir l'air, ici le roman de Djian devient tragique (en employant ce genre de qualificatif, j'ai conscience de ne pas être dans le ton, mais n'étant pas « chébran » ou « branché » comme Djian, je ne peux en parler qu'avec mes mots pour démontrer que j'ai saisi son message, ah ! l'affreux mot... que j'emploie néanmoins).

Betty en mourra, vous lirez de quelle manière. Betty, la femme, est-elle révoltée, uniquement par manque de drogue — grossesse ? En tout cas, lui, Djian, est toujours là, pour calmer le jeu, arranger les choses, éviter que les coups d'éclat de Betty n'aillent trop loin et soient sans retour. Dans quel pays ce couple déambule-t-il ? selon toute vraisemblance, en France, une France qui ressemble à tous les pays du monde, industriels, s'entend : mornes, technologiques, américanisés. « Cette bonne vieille route avait plus grand-chose d'excitant. Tel que le monde m'apparaissait aujourd'hui, je préférais l'effleurer plutôt que de me jeter dedans. »

Américanisé et sinon pourquoi ces vérandas, ces déserts, ces bungalows, ces cyclones, ces motels, etc. Djian est-il sans tradition ou sans le savoir est-il un enfant de Richard Brautigan, Sam Shepard, plus lointainement de Jack Kerouac ou plus proche de nous, des cinéastes Win Wenders, Jim Jarmush (le réalisateur de l'étonnant « Stranger than Paradise ») ! Il a des tics de langage, les dialogues sont ponctués sans cesse par des « il ou elle a dit... il ou elle a fait... » ; il a des images qui baignent dans le mauvais goût actuel : « Un sourire s'est épanoui sur son visage comme une bombe nucléaire », son humour est sans appel.

La vie chez Djian ressemble à un self et ses personnages, sans violence, sans volonté, portés par un temps indéfinissable et banal (chaque instant « passe d'un état à l'autre à la vitesse de la lumière »), pratiquent une bonne vieille sagesse des nations, celle des minables cow-boys et détectives errant dans les métropoles et les landes postindustrielles : « ... le bonheur existe pas, le Paradis existe pas, il y a rien à gagner ou à perdre et on peut rien changer pour l'essentiel ».

Ces ringards sans âge, qui rêvent de cabanes à la campagne au milieu des magazines, des transistors, forment une middle-class engendrée par de lointaines retombées soixante-huitardes et les effets plus immédiats de la crise mondiale. Blasés aux fortes bouffées de tendresse qui sont décrites dans un style d'une maîtrise accomplie dont voici un exemple choisi dans un supermarché : « J'ai poursuivi mon chemin jusqu'aux caisses. J'ai payé ma note à une fille maquillée qui se rongeait les ongles. Je lui ai souri en attendant ma monnaie, ça lui a rien fait. J'étais le cinq millième type qui lui souriait comme ça depuis le début de la semaine, j'avais qu'à ramasser mon argent et filer. N'empêche que le soleil était toujours là quand je suis sorti. Heureusement parce qu'il y a vraiment un truc que je déteste, c'est d'être lâché par tout le monde au même moment ! »

Djian qui pourrait lasser à cause du système de son écriture sait merveilleusement bien relancer le jeu. Là, Betty kidnappe un gosse et se réfugie avec lui dans une tente d'Indiens d'un grand magasin de camping ; ailleurs, lui se déguise en nana pour opérer dans l'hôpital où Betty cuve une folie que renforcent les électrochocs de la bureaucratie médicale ; à un autre moment, il est victime de ceux qu'il a dévalisés, un de ses agresseurs se fait descendre par son propre copain, etc. Les disputes, les courses-poursuites, les gifles, les flics pleuvent comme dans les plus fidèles films du temps.

Ces « Bonnie and Clyde », martiens plus qu'européens-américanisés ou passés à la moulinette de la grisaille soviétisée, sont tragiques. Ils éclairent sans flamme un monde plat, sans fin mais sans avenir, sinistre où rien et tout se passe. Perpétuel anonymat qui renaît. Vraiment un monde unidimensionnel. La terre, les sentiments de toujours y ont cours, comme la vie et la mort. Paradoxalement, seules l'écriture, l'expression seraient éventuellement susceptibles de sauver le héros et, au demeurant, si à la fin du roman Betty meurt, le manuscrit, lui, naît puisqu'il est accepté (enfin !) par un éditeur.

Djian est un phénomène, à coup sûr. Son talent tient la longueur. Reste à savoir si ses semblables le liront, et s'il ne sera pas considéré comme un objet sociologique unique par sa manière de traduire un monde que nous commençons à bien connaître parce que c'est de plus en plus le nôtre.

LISEZ AUSSI :

**** Sam Shepard : « Motel Chronicles » — Christian Bourgois.***
Le Djian américain, si on peut dire. Des textes très courts et très denses poétiquement qui renouvellent la perception. Par une nouvelle étoile des lettres (en tout genre scénariste de « Paris-Texas »), d'outre-Atlantique. A ne pas manquer !

**** Olivier Poivre d'Arvor : « les Dieux du jour » — Denoël, coll. « l'Infini ».***
Une sorte de nouveau Barthes de l'époque. Branché sur chaque micro-innovation, fût-elle obsolète.

**** Victor Bockris : « Avec William Burroughs : notre agent au bunker » Denoël, coll. « l'Infini ».***
Des entretiens, des notes, des ficelles sur ce prodigieux gourou que Djian a sûrement lu.

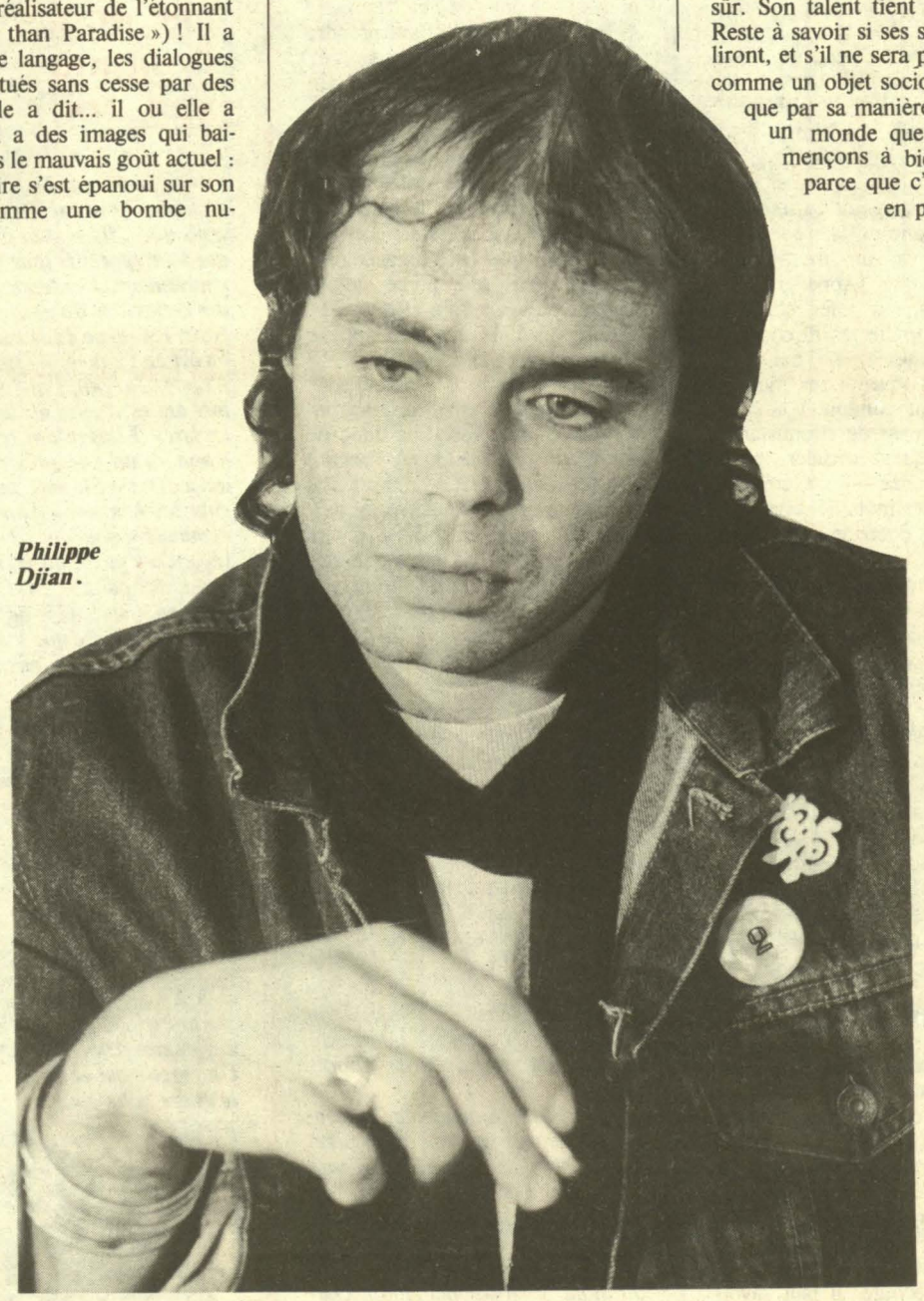
**** Delacorta : « Vida » et « Diva, Nana, Luna, Lola » — Romans Mazarine.***
Vivant sur la côte Ouest des Etats-Unis, Delacorta a été adapté au cinéma par Jean-Jacques Beineix. Là aussi une nouvelle littérature se mijote.

**** Raymond Carver : « les Vitamines du bonheur » — Mazarine.***
Encore un Américain nouveau qui, par petites doses, distille le quotidien où nous dérivons sans nous en rendre compte. Carver, comme Shepard et Djian, a un sacré coup de patte.

**** Sylvie Caster : « Nel est mort » — Bernard Barrault, roman.***
Terrible et tendre fiction où on a cru reconnaître l'agonie de Reiser, le dessinateur. Un talent confirmé qu'on lit avec joie chaque semaine dans « le Canard enchaîné ».

**** Richard Millet : « Sept passions singulières » — Pol, récits.***
Un petit point d'orgue dans chaque récit traité par un écrivain dont la matière peut s'apparenter à celle des écrivains cités précédemment mais qui, par la forme, tient à d'autres racines. Un talent très original.

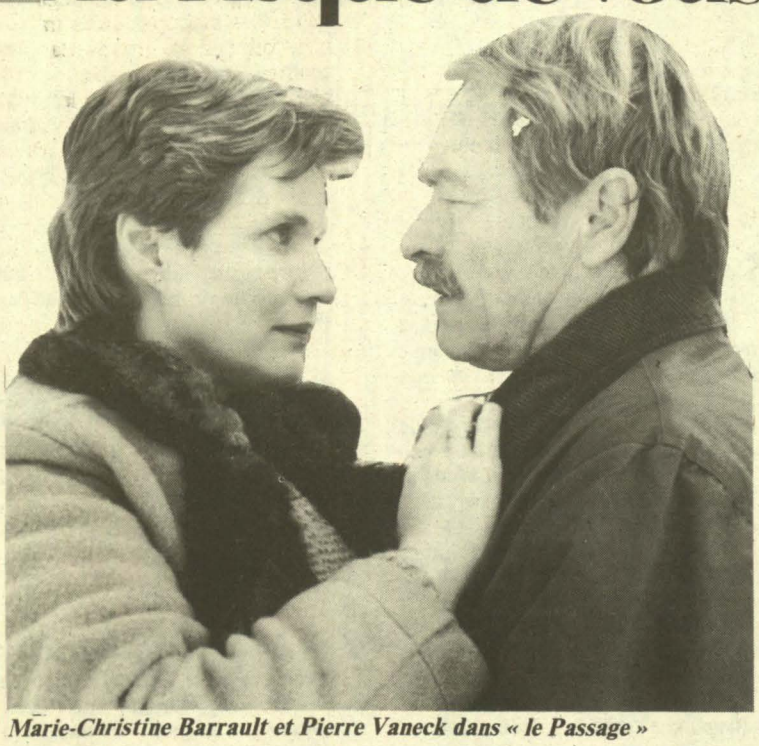
**** Charles Dobzynski : « Le commerce des mondes » — Messidor, Temps actuels, nouvelles.***
Un titre, et pas seulement, qui fait songer à H.G. Wells. La fantaisie, l'humour, et la morale d'un écrivain qui arrive enfin à maturité.



Philippe Djian.

L'ECRIVAIN QUE MERITE NOTRE EPOQUE

Au risque de vous déplaire



Marie-Christine Barrault et Pierre Vaneck dans « le Passage »

PAR FABIAN GASTELLIER

Marie-Christine Barrault et Pierre Vaneck dans « le Passage »

L'émission de la semaine : « le Passage », téléfilm de Franck Apprenderis, A.2., mercredi 20 mars — 20 h 35.

Pour combattre un système, il faut le combattre de l'intérieur. Le conseil était de Nazim Hikmet à son ami Claude Roy à l'époque où ce dernier frôlait pour la première fois la rupture avec le P.c.f. Cet avis de conduite pourrait servir d'ouverture au téléfilm de Franck Apprenderis qui raconte l'histoire d'une fuite rêvée puis abandonnée. La fuite de Rhona, fille d'un ancien ministre de l'Intérieur d'un pays totalitaire, qui cherche à gagner le monde libre après l'arrestation de tous les siens. Mais Rhona ne partira pas. L'exil n'est pas sa solution, il désamorce le combat. Et la jeune femme préfère combattre.

Un téléfilm pour dénoncer le totalitarisme, c'est toujours bon à prendre. Lorsqu'en plus on y retrouve Marie-Christine Barrault, Pierre Vaneck et Jacques Dufilho, on a envie de parier gagnant. Tous à vos postes.

VENDREDI 15 MARS

T.f.1. « Les Grands Moments de la conscience française : l'année terrible », seconde partie, émission proposée par Françoise Verny et Claude Santelli — 21 h 50.

Après l'espoir, la répression. Les mains couvertes de poudre, le mur des Fédérés, l'ombre du marquis de Galliffet. Terrible, vraiment.

A.2. « Apostrophes », émission de Bernard Pivot : « l'Histoire et les mythes » — 21 h 35.

Pour Le Clézio, son livre, ses cheveux paille et son regard horizon. Absolument.

Ciné-club. Cycle Jean Renoir : « l'Homme du Sud » — 23 h.

Troisième long métrage de la « période américaine » de Renoir, la banale et triste histoire d'une famille pauvre aux Etats-Unis.

F.r.3 « Vendredi », magazine proposé par André Campana : « Les Sentiers de la violence », reportage de J. Vizcarra et M. Gomez pour le magazine « A Suivre » de la R.t.b. — 20 h 35.

Un regard audacieux et courageux sur le Pérou, déchiré entre la violence terroriste du « Sentier lumineux » et la violence officielle de l'armée.

SAMEDI 16 MARS

T.f.1 Théâtre : « La X^e de Beethoven », de Peter Ustinov. Mise en scène de Philippe Rondest — 20 h 40.

Egaré dans le temps et totalement sourdingue, Ludwig Van (alias Bernard Fresson) débarque en plein XX^e siècle chez un cosy critique londonien. Désopilant. Mais sur Musique, de quoi se pâmer. A 20 h, en direct de la salle Pleyel, un opéra vériste méconnu d'Umberto Giordano « Fedora » avec Sylvia Sass dans le rôle-titre et Nello Santi au pupitre, puis à 23 h un Club des archives (hélas plus signé Georges Zeisel !) sur Fritz Busch.

Canal Plus : « Colette », série en deux parties de Gérard Poitou. Première partie : « les Apprentissages » — 20 h 30.

Une évocation de la dame au papier à lettres bleu par deux super-comédiennes, la petite Clémentine Amouroux et la grande Macha Méril.

DIMANCHE 17 MARS

T.f.1 « la Guerre des polices », de Robin Davis — 20 h 35.

Anti-gang contre Territoriale. Marlène Jobert au milieu. Bof...

Elections cantonales — 22 h 20.

Résultats du second tour. Dès 20 h sur F.r.3 et dès 21 h 35 sur Antenne 2. Et sur Musique, dès 22 h 20, Zarah Leander en extraits de films.

F.r.3 Cinéma de minuit. Hommage à Darryl F. Zanuck : « The Bowery », de Raoul Walsh. — 23 h.

Quartier haut en couleurs de New York, le Bowery est le cadre d'une rivalité sanglante entre pompiers, à coups de manchettes et de Bourbon on the rocks. Au feu !

Canal Plus : « Prénom Carmen », de Jean-Luc Godard — 21 h — Prochaines diffusions les 19/3, 22/3, 23/3, 28/3 et 30/3.

Avant de tomber dans une bassine d'hosties, Godard avait encore du talent. « Prénom Carmen » ou comment filmer la musique de chambre comme nul autre.

LUNDI 18 MARS

T.f.1 « L'Avenir du futur », émission proposée par Jean-Pierre Hutin : « Wolfen », de Michaël Waldleigh. Débat : « Les Grandes espèces animales sont en voie de disparition » — 20 h 35.

De grands chasseurs indiens réincarnés dans des peaux de loups décime la blanche population du Bronx (Etats-Unis). Albert Finney enquête, nous on bâille. Mais je dédie quand même le titre du débat à l'ami Denis Dangaix, ce noble défendeur des bêtes...



Bernard Fresson dans « La X^e de Beethoven »

« L'Atelier », document Ina réalisé par André Téchiné — 22 h 20.

Une plongée au cœur de l'école des comédiens du Théâtre des Amandiers de Nanterre. Pour découvrir les grands de demain dont Pierre-Loup Rajot, César 85 du meilleur espoir masculin et heureusement !

F.r.3 « La Formule », de John G. Avildsen — 20 h 35.

Magouilles espionnistes autour de la « formule » secrète d'un carburant de synthèse préparé à partir du charbon. Tous ça fera beaucoup de morts, dont Richard Lynch et Béatrice Straight. Survivront peut-être John Gielgud, Marlon Brando, George C. Scott et Marthe Keller. Sur Musique, même heure, Baremboïm, son piano et Ludwig Van.

MARDI 19 MARS

T.f.1 « La Passion de la vie », série conçue et réalisée par Jacotte Chollet et André Voisin. Troisième partie « Renaitre » — 21 h35.

Les premières capitales minutes de la vie expliquées par le docteur Frédéric Leboyer. Après on retrouve Marlène, Zarah et Hildegarde sur Musique à 22 h 30.

A.2 « Cours après moi shériff », de Hal Needhan — 20 h 40.

Tribulations en camion. Soit 400 caisses d'une bière texane interdite en Georgie à transporter sur 1 600 kilomètres, en moins de 28 heures et pour 84 000 dollars. Quel est l'âge du conducteur ? Avec Burt Reynolds et Sally Field.

F.r.3 « Manon des sources », de Marcel Pagnol — 20 h 35.

La vengeance d'une jeune Provençale accusée de sorcellerie. Avec Jacqueline Pagnol, Raymond Pellegrin, Rellys, Fernand Sardou... Trois heures de soleil du Midi pour les fadas...

MERCREDI 20 MARS

T.f.1 « Romans d'amour », reportage de José Roy et Jean-Louis Roy — 21 h 25.

Il paraît que les jeunes filles de l'île Maurice rêvent d'épouser des Suisses... A chacun son fantasme. Mais on découvre, à travers ces témoignages, quel est le profil réel de l'homo helveticus. « Souvent conservateur (ça alors !), inquiet des mouvements féministes (qui l'eût cru !), angoissé d'affronter la femme émancipée (non ?), il trouve refuge dans le mythe de la femme soumise et traditionaliste. » A ce stade du récit, un whisky fait du bien.

A.2 « Le Passage », téléfilm de Franck Apprederis (voir encadré).

« Moi... Je », magazine proposé par Bernard Bouthier — 22 h 5.

Avec, entre autres, une enquête sur les patronymes qui craignent (Monsieur Cocu, Monsieur Cochon, Monsieur Le Pen etc.) ; un reportage sur le tarif des mercenaires qu'on peut s'offrir pour buter son mari ou prendre le pouvoir à Pézenas et une radioscopie du show-business côté figurants. Sur Musique, à 20 h, le « Don Giovanni » de Mozart dirigé par le divin Jeffrey Tate avec Gundula Janowitz (Anna), Krisztina Laki (Zerline), Cheryl Studer (Elvire) et Hermmann Prey dans le rôle-titre.

JEUDI 21 MARS

T.f.1 « Au nom de tous les miens », de Robert Enrico d'après Martin Gray. Septième partie : « le Temps de vivre » — 20 h 45.

A.2 « le Mur de la haine », téléfilm en trois parties de Robert Markowitz — premier épisode — 20 h 35.

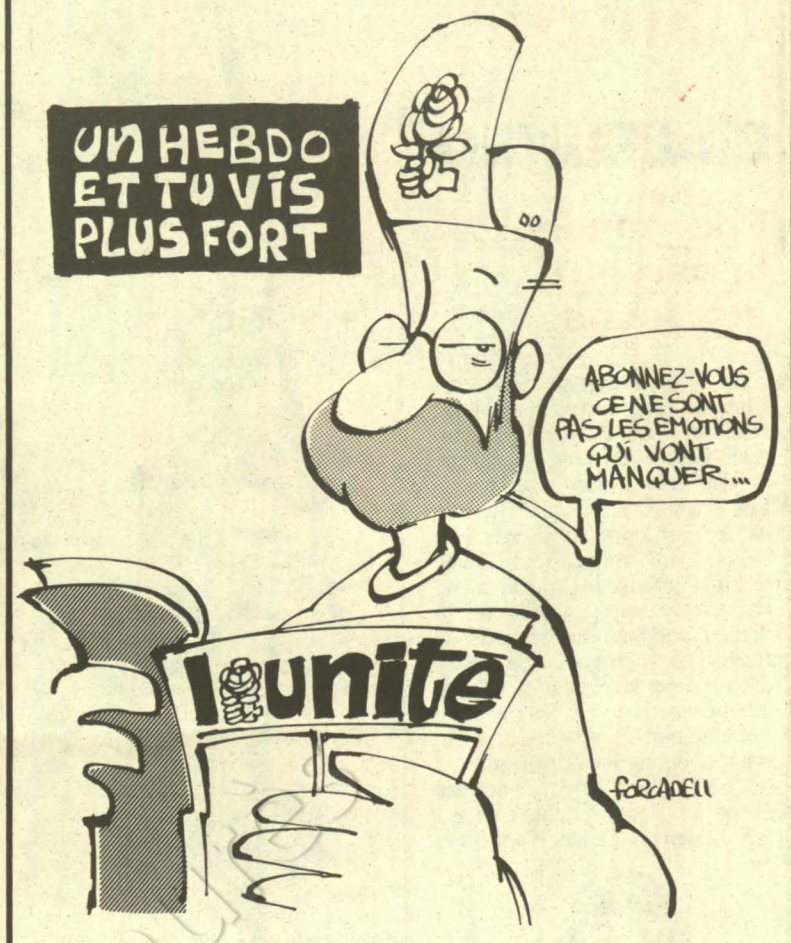
Une histoire romancée du ghetto de Varsovie, de novembre 1940 à mai 1943. Une sorte de prolongation télévisuelle de la tragédie d'« Au nom de tous les miens ». D'excellents comédiens au rendez-vous de l'horreur : Tom Conti, Lisa Eichorn et Eli Wallach. A découvrir.

Alain Decaux raconte : « Mermoz le conquérant », réalisation de Pierre Nivollet — 21 h 35.

Le Marco Polo qui avait les ailes d'un ange...

F.r.3 « Cinéma sans visa », émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud : « Tu écraseras le serpent », film turc de Türkan Soray — 20 h35.

D'après le roman de Yachar Kemal, les ramifications multiples de la vengeance en milieu rural.



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

★ ***abonnement « spécial cantonales » (dix numéros : 60 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Sports en bref

PAR PHILIPPE MAQUAT

ATHLETISME

Pour tendre la perche aux jeunes

Le 4 mars dernier, le Racing Club de France rendait publique l'exclusion du club de Serge Ferreira, l'espoir du saut à la perche français qui participa aux Jeux de Los Angeles l'été dernier. Le bras de fer qui opposait depuis plusieurs mois Ferreira à Jean-Claude Perrin, l'entraîneur national, a inévitablement tourné en faveur du dernier nommé. Que reproche le Racing à Ferreira ? En gros, d'avoir créer la zizanie au sein du groupe « perche » du Racing et de s'être adjoint les services d'un entraîneur étranger à la maison.

Que Ferreira, garçon fantasque et souvent déconcertant, n'ait pas mis du sien pour tenter d'aplanir le différend est une chose qui semble acquise. Il reste que Perrin n'a jamais pardonné à Ferreira d'avoir gagné (sur le terrain) sa sélection pour les Jeux de Los Angeles et ainsi d'avoir pris la place de Patrick Abada, qui a beaucoup plus l'esprit Racing. Ferreira fut donc exclu par Perrin de tous les meetings postolympiques en attendant de l'être du club. La morale de cette (navrante) histoire, c'est qu'il urge de favoriser la décentralisation de la perche française en favorisant l'éclosion de jeunes perchistes ailleurs qu'au sein du seul Racing. Il ne s'agit certes pas de tirer des enseignements définitifs après l'échec enregistré par les perchistes français lors des récents championnats d'Europe en salle organisés à Athènes. Nous sommes en effet dans une année postolympique — les championnats d'Europe en plein air n'auront lieu que l'année prochaine — et la saison ne fait que commencer.

Il n'en demeure pas moins que, derrière Quinon et Vigneron, on ne voit guère pointer la relève. Or cela, c'est tout de même un peu inquiétant. D'ou la nécessité de décentraliser.



Jean-Claude Perrin entraînant des gamins à la perche.

Serge Ferreira.

Presse-Sports

HANDBALL

Un bon scolaire ne fait pas forcément un bon « pro »

Sport scolaire et universitaire tout-puissant, le handball français n'arrive décidément pas à décoller au niveau supérieur, c'est-à-dire celui de son élite. Pourtant, voici deux ans, la Fédération présidée par Jean-Pierre Lacoux — successeur de Nelson Paillou, actuel président du Comité olympique français — avait pris des décisions importantes (poule unique en première division afin de resserrer l'élite et entrée du sponsoring) tout en fixant un objectif ambitieux pour l'équipe de France : l'accession au groupe A du championnat du monde.

Or, après le Mondial B qui vient d'avoir lieu en Norvège, le Sept de France a suivi le chemin inverse, soit celui de la rétrogradation dans le groupe C. Une grosse déception. Ce retour à la case départ du handball national a donc entraîné la mise à l'écart de Jean-Michel Germain, entraîneur de Gagny et directeur technique national depuis huit ans. Il sera remplacé au poste de directeur technique par Jean Férignac, ancien gardien de but de Paris U.c., de Marseille et de l'équipe de France dans les années 60.

Le handball français risque donc de traverser une période difficile au moment où les juniors garçons et les seniors filles vont être confrontés à leur tour à des échéances mondiales. Reste que la Fédération ne baisse pas les bras et maintient ses objectifs de reconquête. Confronté à des nations de l'Est et de l'Ouest beaucoup plus « professionnalisées », le handball français pèche au niveau de la préparation de son élite. Une élite qui, cependant, se demande toujours s'il faut vraiment franchir le pas. Le jeu en vaut-il la chandelle ?

TENNIS

Bizarreries de la Coupe Davis et « folklore » paraguayen

On le sait : c'est le Paraguay qui disputera contre l'Australie les quarts de finale de la Coupe Davis, Pecci et Gonzalez étant venus à bout de Noah et de Leconte par trois victoires à deux. Les rugbymen ne cessant de donner l'exemple, l'arbitrage est systématiquement remis en cause après chaque insuccès ou échec français. Il le fut à Dublin pour Irlande-France de rugby ; il le fut aussi à Asuncion pour cette rencontre de Coupe Davis. Cela étant, il semble que les Paraguayens — juges de ligne et public confondus — soient allés un peu loin dans la confusion entre tennis et carnaval. Il est vrai qu'au pays d'Alfredo Stroessner les excès font hélas partie du décor.

En conséquence, et en élargissant le débat, on peut s'interroger sur les bizarreries proposées par la Coupe Davis, une compétition où le pays qui reçoit impose sa surface de prédilection à l'adversaire : la terre battue pour la France ou la Suède, l'herbe pour l'Australie, le bois pour le Paraguay. Dans ces conditions, il n'est vraiment pas aisé de gagner chez l'adversaire. Voilà comment le Paraguay invaincu à domicile a pu avec ses 5 000 licenciés battre la France et son million de joueurs. Sans compter que Pecci doit faire appel à un Portoricain, la véritable nationalité de son compère Gonzalez pour arriver à former une équipe crédible. Vraiment pas très « tennistique » tout cela.

FOOTBALL

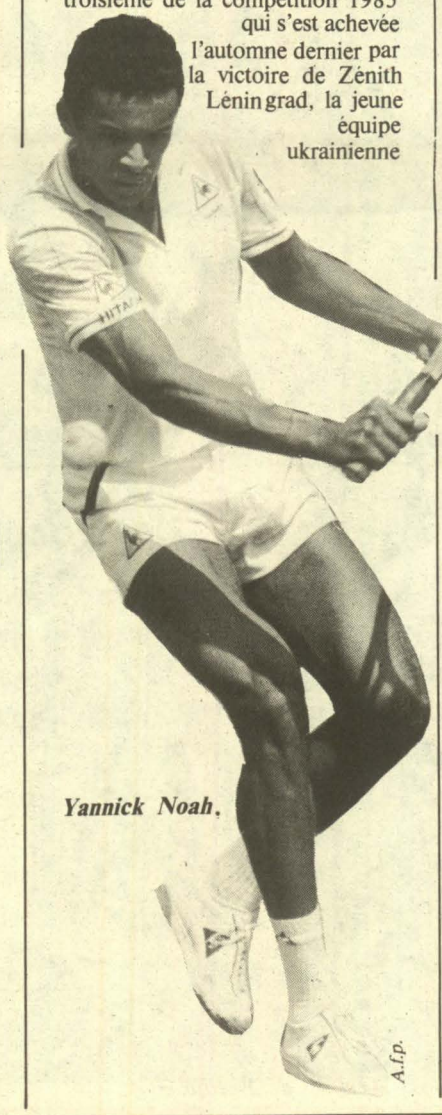
La guerre des étoiles... soviétiques

Dniepropetrovsk. Cette équipe soviétique d'Ukraine au nom quasi imprononçable a joué un bien vilain tour aux Girondins de Bordeaux, tenus en échec (I-I) sur leur propre pelouse le 6 mars dernier à l'occasion d'un match comptant pour les quarts de finale aller de la Coupe d'Europe des clubs champions. Et pourtant, que n'avions-nous pas entendu avant cette rencontre : en bref que Bordeaux, en état de grâce, et survolant actuellement le championnat national, n'aurait guère de peine à se débarrasser d'une équipe inexpérimentée et de surcroît dans une forme précaire en raison de la longue trêve hivernale imposée chaque saison de novembre à mars aux footballeurs soviétiques.

Résultat : rien n'est encore joué avant le match retour qui aura lieu mercredi prochain mais il n'empêche que Dniepropetrovsk part avec l'avantage d'un but marqué sur terrain adverse. Un but qui comptera double en cas d'égalité finale. En clair : un score nul (0-0) qualifierait l'équipe soviétique pour les demi-finales. Quel que soit le résultat de ce match, il est à noter que l'U.r.s.s. est encore représentée dans chacune des trois Coupes européennes avec Dniepropetrovsk (Coupe des champions), Dynamo de Moscou (Coupe des coupes) et Dynamo Minsk (Coupe de l'Union européenne). Victorieux sur terrain adverse de l'équipe grecque de Larissa (I-0) au match aller, c'est incontestablement Dynamo de Moscou qui, dans la Coupe des vainqueurs de coupe, possède les meilleures chances d'accéder aux demi-finales de cette compétition.

Cet ensemble de bons résultats tendrait à prouver le renouveau du football soviétique, qui vient de traverser une période difficile. Rappelons que l'équipe nationale ne s'était pas qualifiée pour ce championnat d'Europe des nations organisé en France au printemps dernier. Mais les autorités locales ont décidé de remettre de l'ordre dans la maison, autrement dit de faire cesser les caprices exercés par certaines stars du football national. Que l'on ne s'y trompe pas en effet : le professionnalisme existe aussi en U.r.s.s. pour ce sport qui est le plus populaire du pays avec le hockey sur glace. De même qu'existe, avec ses abus, le système des transferts de joueurs d'un club à un autre. En favorisant la reconstruction des seize clubs disputant le championnat de première division à partir d'une politique essentiellement locale, les autorités du pays ont donc cherché à assainir la situation.

Champion d'U.r.s.s. en 1984 et troisième de la compétition 1985 qui s'est achevée l'automne dernier par la victoire de Zénith Léningrad, la jeune équipe ukrainienne de Dniepropetrovsk, équipe au palmarès peu étoffé, illustre en fait la nouvelle donne du football soviétique.



Yannick Noah.

A.f.p.

RUGBY

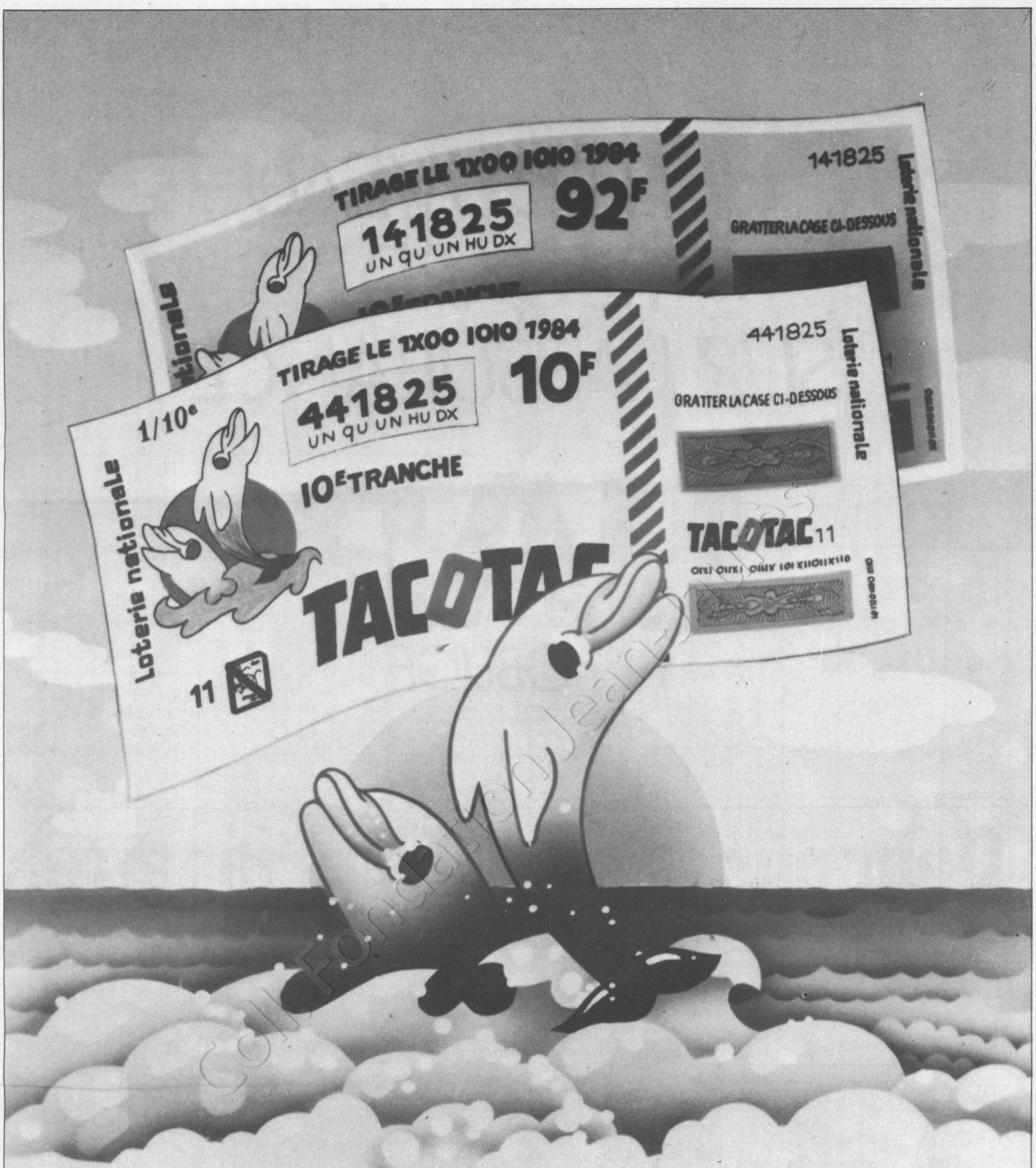
Comment aller au charbon sans les mineurs

La quatrième journée du Tournoi des cinq nations aura lieu ce samedi. Au programme deux matchs : Angleterre-Ecosse à Twickenham et surtout Galles-Irlande à Cardiff. En raison des rigueurs inhabituelles de cet hiver 1985, les Gallois n'ont pu faire leur entrée dans la compétition que le 2 mars dernier contre l'Ecosse à Murrayfield. A noter que ce sont ces mêmes Gallois qui clôtureront le Tournoi en recevant l'Angleterre... le 20 avril prochain, le match ayant été reporté à cette date pour les raisons évoquées plus haut. Du jamais vu.

Reste que, le 2 mars dernier, Galles a signé son entrée tardive dans la compétition par une victoire (25-21) aux dépens de l'Ecosse, montrant ce jour-là un visage beaucoup plus séduisant que prévu. Bref : comme au bon vieux temps, le duel entre la France et le pays de Galles risque de connaître un nouveau temps (très) fort le 30 mars prochain au Parc des Princes. En cas de succès sur l'Irlande ce samedi, Galles se présentera en effet à Paris en position de vainqueur potentiel du Tournoi. Avec, même à la clé, la possibilité de réussir le grand chelem (4 victoires pour 4 matchs). Nous n'en sommes pas encore là, mais il n'empêche qu'après plusieurs saisons de disette le rugby gallois est peut-être en train de voir le bout du tunnel. Ou, si l'on osait, nous dirions plutôt le bout de la mine.

En effet, et il ne s'agit nullement d'une légende, rugby et charbon ont durant de très longues années été liés au pays de Galles. Or, la fermeture progressive des mines a entraîné un double phénomène : celui du chômage — on ne le sait que trop — et celui de l'apparition de travailleurs en col blanc qui se sont tournés vers des sports moins rudes, comme le tennis voire le golf. Le rugby gallois, qui ne pouvait donc plus jouer son rôle promotionnel en faveur des rugbymen-mineurs, a dû assumer cette mutation. Il y a aujourd'hui moins de joueurs au pays de Galles et ils viennent de toute façon d'horizons nouveaux.

Sans ressembler à ses glorieuses devancières des années 70, la cuvée galloise 85 semble néanmoins prometteuse à l'image de deux jeunes joueurs dont on entendra sans doute beaucoup parler : l'arrière Mark Wyatt, buteur très régulier, et le trois quarts centre Mark Ring, attaquant très doué. Ces deux « jeunots » symbolisent en quelque sorte le nouveau visage du rugby gallois. Sans compter que le demi d'ouverture de Cardiff, Gareth Davies, en conflit avec les sélectionneurs depuis plusieurs saisons, a fait une rentrée remarquée contre l'Ecosse. Il est certain toutefois que l'époque dorée du renouvellement des générations est bel et bien finie pour le rugby, ce sport étant aujourd'hui mis en concurrence avec d'autres. Mais le pays de Galles n'est pas seul à être confronté à ce nouveau défi. Signe des temps.



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC

Collection Jean-Claude

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

UAP

N°1 OBLIGE

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

L'argent qui rapproche les hommes.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

LA DEFENSE CEDEX 07
TOUR EUROPE - 92080 PARIS
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

ISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

PTT le contact

Les PTT sont l'un des premiers investisseurs civils français (35,9 milliards de francs en 1984). Leur budget 1985 est de 169 milliards de francs. L'année dernière, ils ont assuré plus de 2 milliards d'opérations sur les 7,8 millions de comptes chèques postaux, plus de 100 millions de mouvements sur les 17 millions de livrets d'épargne sans oublier les 22 millions d'abonnés au téléphone.

Les PTT représentent aussi une grande capacité d'innovation qu'ils démontrent en mettant progressivement en place leurs nouveaux moyens et services.

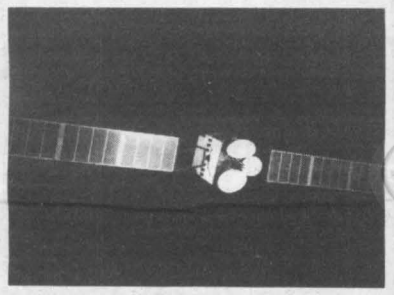
MINISTÈRE DES PTT
20, avenue de Ségur
75700 PARIS
Tél. : (1) 564.22.22

POUR LES POSTES ET LES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE NOUVEAUX MOYENS, DE NOUVELLES VOIES

LE SATELLITE

Lancé le 4 août 1984, le satellite Télécom est entré dans sa phase opérationnelle.

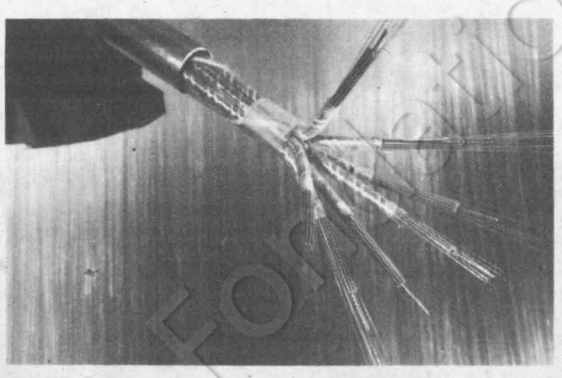
La vidéotransmission est un des nombreux services qu'il offre aux entreprises : elle consiste à diffuser un message télévisuel depuis un point d'émission choisi vers de multiples points de réception sélectionnés. La technologie spatiale apporte à ce nouveau moyen de communication des avantages importants : souplesse d'utilisation, accessibilité, avantages tarifaires.





POSTÉCLAIR

C'est le service public de courrier électronique de la poste. Il allie à la fois les avantages du télégramme, du télex et de la lettre. Il permet de transmettre en France et à l'étranger la copie d'un document de toute nature (lettre manuscrite ou dactylographiée, schéma, plan, tableau, illustration...), en garantissant une transmission rapide de haute fidélité tout en respectant l'intégrité et le secret des documents ou correspondances. Postéclair National est désormais présent dans plus de 300 villes françaises et Postéclair International dans 25 pays étrangers.



LA FIBRE OPTIQUE

Par rapport au fil téléphonique habituel, le câble à fibre optique permet de véhiculer beaucoup plus d'informations avec des caractéristiques techniques plus riches (son de haute fidélité, images vidéo), capacité de transmission 10 fois supérieure pour un encombrement 10 fois inférieur. En 1984, 1 500 abonnés de Biarritz ont été raccordés sur un réseau à fibres optiques.



LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES EN TEMPS RÉEL

Mis en service en 1976, les terminaux CHEOPS (Chèques, Épargne, Opérations Postales) permettent la simplification des opérations dans les bureaux de poste, et l'amélioration des prestations offertes à l'usager. Ce réseau met les bureaux de poste en prise directe avec les ordinateurs gestionnaires des Comptes Chèques Postaux et des Comptes de Caisse Nationale d'Épargne et il permet le traitement des opérations en temps réel : exemple, un versement ou un retrait sur un livret d'épargne est possible instantanément et enregistré par l'ordinateur centralisateur au moment même de l'opération.

Les libres services financiers (LSF) sont connectés au réseau des terminaux financiers (programme CHEOPS) mais peuvent en cas d'incident sur le réseau, fonctionner de manière autonome. Les prestations offertes par le LSF sont : des retraits immédiats d'argent, la consultation du solde, la commande de chéquiers, des messages publicitaires édités lors d'une opération.

LE TGV POSTAL

Destiné à prolonger sur l'acheminement du courrier les gains de temps obtenus par le TGV voyageurs, le premier TGV postal a été mis en service le 1er octobre 1984. Il permet de transporter 65 tonnes de courrier par rame.





LE TÉLÉTEX

C'est un service de courrier électronique. Il transmet des messages d'une console de traitement de texte à une autre par la voie du téléphone. Intimement lié au traitement de texte, il fonctionne dès maintenant, constituant véritablement le premier service de courrier électronique professionnel.



LA CARTE 24/24

Elle permet de retirer 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 jusqu'à 1 800 F par semaine dans près de 600 distributeurs automatiques de billets 24/24 et Points Argent. Elle est gratuite.

La Carte Bleue Nationale (coût 70 F) ou la Carte Visa Internationale (coût 110 F) permet de retirer jusqu'à 1 800 F par semaine dans les 3 000 distributeurs de billets regroupant les réseaux 24/24, Points Argent et les distributeurs des banques signalés par le panonceau Carte Bleue.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h
10, rue de Solferino
75007 PARIS

21 Mars

Michel Delebarre, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux Entreprises, député européen.

28 mars

Nicole Perry, députée européenne avec un secrétaire national.

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

DEMANDE D'EMPLOI

15.3. Economiste de formation, directeur des affaires sociales d'une grande entreprise nationalisée, mis « au placard » par les dirigeants de droite, dispose de temps pour toutes missions (cabinets ministériels, commissariat au Plan, organismes divers, etc.) mettant son expérience dans le domaine économique et social au service du gouvernement socialiste.

Faire offre au journal qui transmettra.

TOUS LES SOLEILS DE PIGNON

Peintre de quatre-vingts ans, le rouquin aux beaux muscles est un homme debout, énergique dans sa façon d'être à la fois solide et subtil. Les musées nationaux lui consacrent une bien belle rétrospective

PAR LUCIEN CURZI

AU moins un demi-siècle de peinture en lui, sans doute pas mal d'avenir devant soi, des passions vécues avec et dans ses toiles. A côté, jamais. En prime, une intarissable envie de capter ce qu'on ne voit pas dans ce qui bouge et se transforme, en des espaces apparemment opposés : le loisir et le drame, le jeu et la maternité, le travail et le repos. Avec cela, animé d'une foi grâce à laquelle il pressent et vibre, en s'imposant de salutaires contraintes.

C'est avec de tels atouts qu'a vécu, que vit et s'active un artiste aussi exigeant qu'Edouard Pignon. La rétrospective de ses œuvres, sur les trois niveaux des Galeries nationales, vient confirmer que, derrière le peintre de quatre-vingts ans, un homme est debout, énergique, dans sa façon d'être à la fois solide et subtil.

Or, il a , semble-t-il, toujours éprouvé la nécessité, depuis ses géométriques toiles d'Ostende aux si délicats coloris des années 45-50 jusqu'à la suite des « Dames du soleil » des années 80, de monter dans la couleur, sans rien perdre, au demeurant, de la forme, ni du sujet. Car Pignon, de tous les peintres de sa génération — presque pareil, en cela, à Hélion —, est celui aux yeux de qui le sujet est resté comme vital à explorer. Il a pensé, et il estime qu'il n'a rien perdu de sa vigueur, qu'il peut en devenir complice jusqu'à l'« exténuer », et même arriver à l'oublier, en s'oubliant soi-même. Il a démontré, en ce sens, que le réalisme peut être gai, sinon sans complexe vis-à-vis des abstractions, et encore apte à proposer de nouvelles saveurs ; qu'un sujet « social » ne fait pas forcément de la bonne peinture, si dans le tableau ne fermente aucune vraie force susceptible de le conduire au-delà du cercle étroit de la volonté.

Il y a, en Pignon, plusieurs qualités de lumière, puisque, en lui, confluent l'homme des plaines — il est né en 1905 à Bully-les-Mines, dans le Pas-de-Calais — et le promeneur du Midi : celle, lointaine et rêveuse des vastes cieux soyeux des Flandres ou de l'Artois ; celle irradiante et corrosive de Sanary ou de Six-Fours, où ont été élaborés les « Nus rouges » ; celle, économe et comme inquiète des fusains dévolus à « l'Homme à l'enfant » et à « l'Ouvrier mort » ; sans compter la lumière assagie et inobjective des huiles de « Haute tension », série inspirée à Pignon lorsque, à Vallauris, il a observé des ouvriers électriciens grimpés à des pylônes.

Levées en lui par suite de ses naissances artistiques successives, ces lumières sont propres à suggérer des chocs émotifs durables. Mais, de ceux-ci, il s'efforce de n'en pas faire étalage. Même dans ses œuvres à crocs et à lames des « Batailles », explosives des « Seigneurs de la guerre », flamboyantes des « Combats de coqs », il gouverne ses formes, en tels cas éclatées comme des fruits trop mûrs. Le mouvement rapide, parfois instantané et fulgurant que Pignon recrée avec les « Plongeurs », pose un problème qu'il a pu résoudre en gerbes éblouissantes. Le bloc humain fait corps d'une déchirure avec l'eau. Résultat, une allure d'images informelles. Mais alors, a-t-il peint des scènes sur le vif ou le terébrant désir de jubilation.

Mou et solide, crochu et caressant, telle est la carte des contrastes que l'artiste distribue avec intelligence dans ses toiles. Il ponctue ces dernières de rythmes, qui sont leur respiration fraîche et nerveuse. L'œil de caméra s'avance, c'est selon la mise en page, ou s'éloigne, de préférence logé là où l'impact tient lieu d'acte ambigu et expressif.

Un pivot, la figure

Il est aussi instructif de marquer ici les fidélités de Pignon à l'esprit de résistance. Au-delà des querelles, de nos jours provisoirement éteintes, sur la validité du sujet en peinture, cet artiste n'a pas renié ses origines ouvrières, ni oublié qu'il a été, pendant très lontemps, — sans accorder un iota de confiance à l'activisme ringard du réalisme socialiste, qu'il serait mieux venu d'appeler réalisme moralisateur, voire réalisme pompier ou d'Etat — militant du P.c.f., lorsque ce parti représentait, en France, l'aile non négligeable de la pensée radicale et utopique du mouvement révolutionnaire.

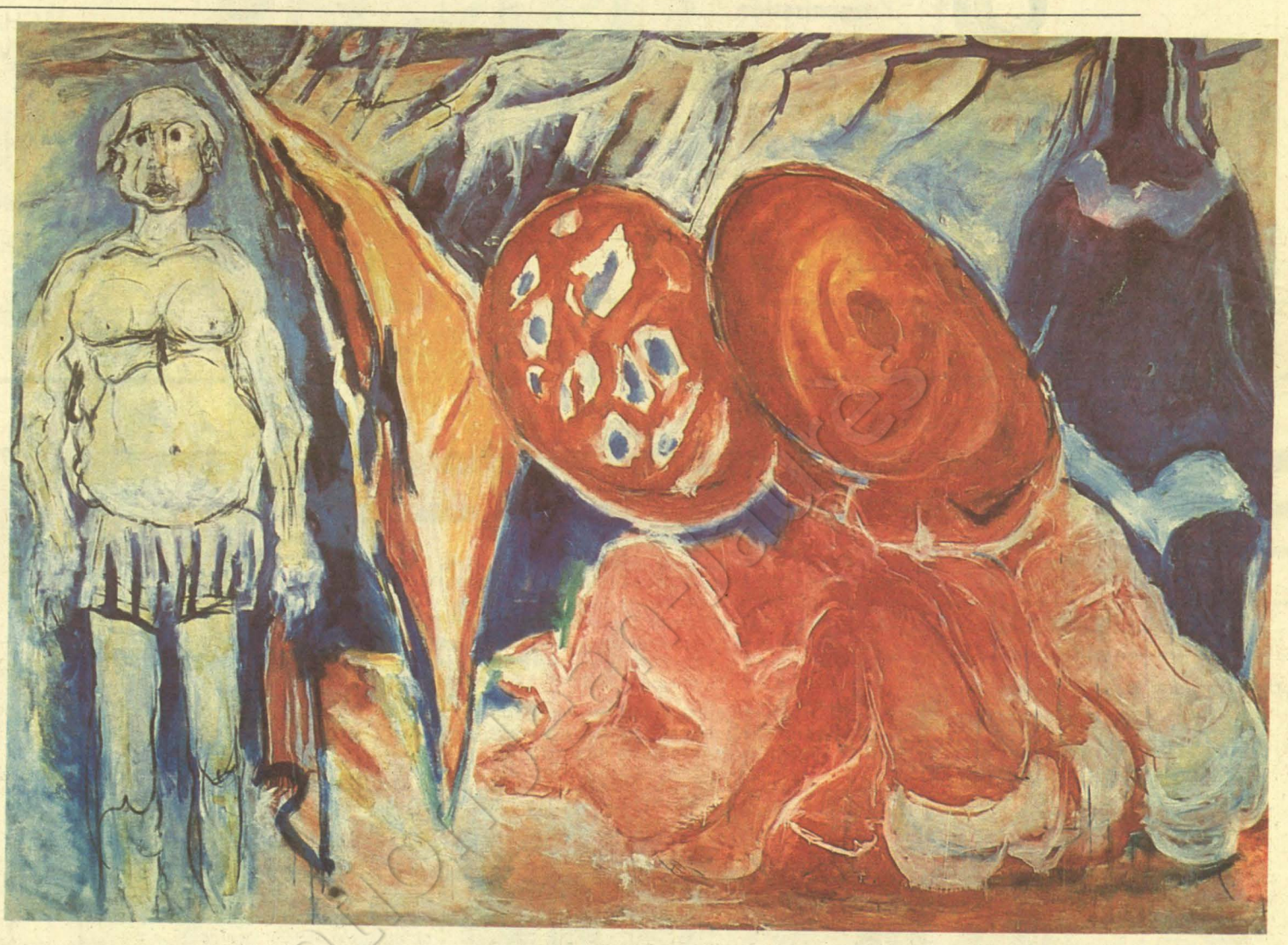
Par générosité comme bon nombre d'intellectuels, Pignon a gardé, de toujours, ses attaches à gauche, et peut-être intacte son espérance en un monde non pas meilleur mais moins injuste à beaucoup. Il s'agit là d'une fidélité, qui mérite attention, et même le respect en ces temps de si faciles abandons. De même, le peintre a-t-il jamais hésité à affronter les modes : à remonter le courant (*). Figuratif, mais à sa façon quand le gros des peintres travaillait au plaisir de s'enfoncer en un univers de traces, et non de figures ; attaché, aussi, au modèle, le nu, lorsque le pop-art et l'hyperréalisme battaient les estrades de la renommée. A rebrousse-chemin donc du convenu, est-ce là assez pour être soi-même ?

Pignon est un lyrique, quoique non éperdu. C'est aussi un instinctif, mais sorti de friche. Dans les échelles solaires, il paraît parti, ces temps-ci, à la conquête patiente du blanc. Ce blanc-là est désir inaccompli. Il résulte d'un royaume du plus léger et du plus mystérieux, concédé seulement aux artistes méritants, par exemple aux Cézanne des aquarelles, Pissarro et Monet des pastels, Manet des crayons et lavis. En route, un Pignon gagné à ce luxe risque d'y atteindre. Son flair l'y conduit, son dessin en ouvre la porte. Alors, le crayon de ce grand costaud de rouquin n'ajoutera rien, qui ne soit mélodie plus que gourmandise de la ligne, et immunité d'une forme, qui ne doive rien qu'à elle-même. ●

(*) « Contre-courant », excellente introduction aux idées de Pignon, a été publié chez Stock en 1974.

Rétrospective organisée par le Centre national des arts plastiques. Galeries nationales du Grand-Palais, avenue du général Eisenhower. Sauf mardi. De 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Le catalogue de 320 pages, illustrées par 52 reproductions en couleurs et 186 reproductions en noir et blanc, comprend des textes de : Georges Duby, Gabrielle Alten, Alain Roger, Jean-Luc Chalumeau, Jean Lescure, Hélène Parmelin, ainsi qu'un entretien de Jean-Louis Ferrier avec l'artiste (Denoël éditeur). Jusqu'au 15 avril.

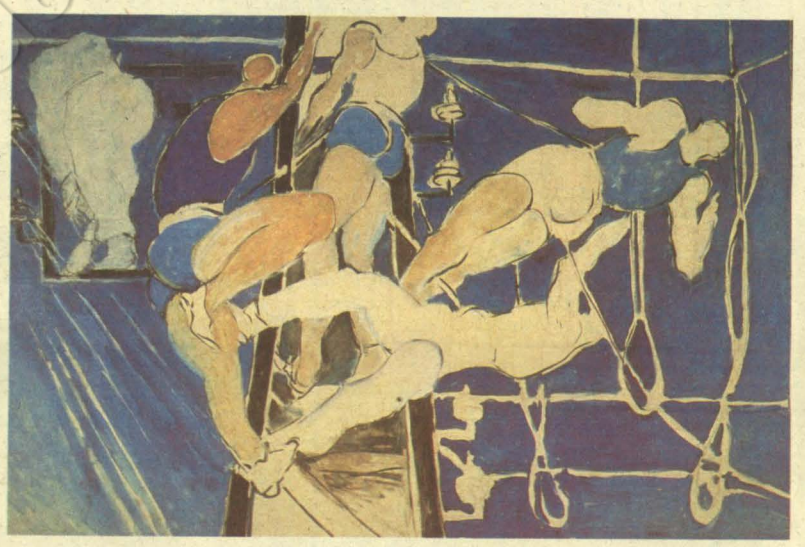
Ajoutons qu'à la galerie Patrice Trigano sont présentées des œuvres de Pignon des années 50 et 60, 4 bis, rue des Beaux-Arts à Paris (634.15.01). Jusqu'au 30 avril.



« Les dames du soleil au personnage », 1983-84.



Edouard Pignon.



« Haute tension », 1983.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325